



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – juin 2021

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Date d'octroi du contrat : 18 décembre 2020

Date de livraison : 29 octobre 2021

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel
Juin 2021

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le huitième cycle de la deuxième année de l'étude s'est déroulé entre le 2 et le 29 juin 2021 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – June 2021.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/21-2021F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-40837-8

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :


CP22-185/21-2021E-PDF (Rapport final, anglais)

978-0-660-40836-1

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 29 octobre 2021

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	1
Introduction	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations	4
Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	4
Perspectives à propos des restrictions locales (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans).....	5
Restrictions liées à la COVID-19 (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique).....	7
Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans).....	11
Messages de Santé Canada sur la vaccination des jeunes (parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)	12
Partie II : Autres enjeux.....	14
Questions autochtones (résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)....	14
Enjeux locaux (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans).....	15
Logement (résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination)	17

Image de marque de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)	19
Étiquettes de mise en garde concernant les émissions des véhicules et véhicules zéro émission (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)	20

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19 23

Chronologie des événements en juin	23
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	27
Préférences en matière de nouvelles et d'information (résidents de Windsor, jeunes adultes du Canada atlantique).....	28
Connaissance des actions et des politiques du gouvernement du Canada (jeunes adultes du Canada atlantique).....	28
Perspectives à propos des restrictions locales (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans).....	30
Points de vue sur les restrictions régionales (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans).....	30
Impact personnel des restrictions	32
Fatigue associée à la COVID-19 (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque).....	32
Restrictions liées à la COVID-19 (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)	33
Connaissance des restrictions relatives aux voyages internationaux (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici	

cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean).....	34
Modification prochaine des restrictions de voyage (résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique).....	37
Possibilité de raccourcir la période de quarantaine (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination).....	38
Possibilité d'autoriser les voyages non essentiels à destination du Canada (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique).....	39
Exemptions à la frontière (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination).....	39
Comportements des Canadiens (résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, jeunes adultes du Canada atlantique).....	40
Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans).....	42
Vaccins contre la COVID-19.....	43
Messages de Santé Canada sur la vaccination des jeunes (parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans).....	45
Série de messages A.....	45
Série de messages B.....	48

Préférence des participants.....	49
----------------------------------	----

Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux 50

Questions autochtones (résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique) ...	50
Attention du gouvernement du Canada sur les questions autochtones.....	51
Initiatives du gouvernement du Canada pour soutenir les peuples autochtones.....	52
Enjeux locaux (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d’ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d’ici cinq ans, résidents de Windsor, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)	55
Industries et secteurs les plus importants.....	55
Enjeux locaux (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d’ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)	57
Défis en matière d’infrastructures (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d’ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d’ici cinq ans, résidents de Windsor).....	59
Logement (résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d’ici cinq ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d’ici cinq ans, résidents de l’Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d’ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination)	60
Connaissance des initiatives du gouvernement du Canada en matière de logement.....	61
Initiatives du budget de 2021 en matière de logement	61
Imposition d’une taxe sur l’utilisation improductive des logements canadiens.....	62
Test de résistance des prêts hypothécaires.....	63
Évaluation des mesures relatives au logement.....	64
Image de marque de Diversification de l’économie de l’Ouest Canada (parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)	64
Concept A.....	65
Concept B.....	67
Écho : comparaison des concepts	68
Diversification de l’économie de l’Ouest Canada	69
Étiquettes de mise en garde concernant les émissions des véhicules et véhicules zéro émission (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d’ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-	

terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)	70
Véhicules zéro émission (VZE).....	70
Étiquettes de mise en garde concernant les émissions des véhicules (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans)	75

Annexe A – Questionnaires de recrutement..... 76

Questionnaire de recrutement, version anglaise	77
Questionnaire de recrutement, version française.....	87

Annexe B – Guides du modérateur..... 96

Guide du modérateur, version anglaise.....	97
Guide du modérateur, version française	117

Annexe C – Concepts publicitaires..... 141

Image de marque de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)	142
Concept A	142
Concept B.....	144

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 2 et le 29 juin 2021 dans de nombreuses localités du pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada, a fait une large place à la COVID-19. Différents aspects en ont été explorés, notamment ce que les Canadiens entendaient aux nouvelles à propos du gouvernement fédéral, leur vision de la pandémie et l'évolution de leurs comportements, et ce qu'ils pensaient des restrictions sanitaires locales, de la fermeture des frontières et d'autres restrictions de voyage liées à la COVID-19. L'étude a également permis de sonder les perceptions relatives à la performance du gouvernement du Canada depuis le début de la pandémie et aux risques de progression de la COVID-19 au cours des prochains mois. Par ailleurs, certains sous-groupes ont eu à se prononcer sur divers enjeux liés à la vaccination. Les parents de la Nouvelle-Écosse et de Calgary ont ainsi discuté de la vaccination des jeunes âgés de 12 à 17 ans, tandis que ceux de Toronto/York et Calgary ont commenté des messages publicitaires à ce sujet. Les participants de Winnipeg, qui étaient fatigués de la COVID-19 et avaient des comportements risqués, ont parlé des consignes de santé publique qui les dérangent le plus.

Outre la pandémie, les discussions ont englobé divers autres sujets tels que la santé mentale, les questions autochtones, le logement, les véhicules zéro émission et les enjeux locaux. Deux concepts créatifs conçus pour Diversification de l'économie de l'Ouest Canada ont été évalués par les participants de Calgary.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait notamment de personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, de personnes comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, de parents d'enfants âgés de 12 à 17 ans, de personnes réticentes à la vaccination, de personnes opposées à la vaccination et de jeunes adultes âgés de 18 à 30 ans.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Deux groupes se composaient de membres de la population générale habitant à Windsor et au Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- Les dix autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - Des personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque habitant à Winnipeg;

- Des personnes comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, qui résident à Hamilton, dans les basses-terres continentales de la Colombie-Britannique et dans la grande région de Montréal (GRM);
 - Des parents d'enfants âgés de 12 à 17 ans habitant en Nouvelle-Écosse, à Toronto et dans la région de York, et à Calgary;
 - Des personnes réticentes à la vaccination habitant en Outaouais;
 - Des personnes qui rejettent les vaccins contre la COVID-19 et habitent dans des villes de taille moyenne des Prairies;
 - De jeunes adultes ayant entre 18 et 30 ans, habitant au Canada atlantique.
- Les groupes tenus au Québec ont été animés en français et tous les autres groupes, en anglais.
 - Pour ce cycle, les rencontres ont eu lieu en ligne.
 - Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
 - Dans l'ensemble des lieux, 85 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
 - Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Winnipeg	1	Anglais	2 juin	19 h-21 h	Personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque – Points chauds de la COVID-19	7
Hamilton	2	Anglais	3 juin	18 h-20 h	Personnes comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans	8
Nouvelle-Écosse	3	Anglais	8 juin	17 h-19 h	Parents d'enfants âgés de 12 à 17 ans	7
Basses-terres continentales de la Colombie-Britannique	4	Anglais	9 juin	21 h-23 h	Personnes comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans	8
Région de l'Outaouais, Québec	5	Français	10 juin	18 h-20 h	Personnes réticentes à la vaccination	4
Windsor	6	Anglais	15 juin	18 h-20 h	Population générale	8

Grande région de Montréal (GRM)	7	Français	16 juin	18 h-20 h	Personnes comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans	6
Villes de taille moyenne des Prairies	8	Anglais	17 juin	19 h-21 h	Personnes opposées à la vaccination	8
Région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec	9	Français	22 juin	18 h-20 h	Population générale	8
Toronto et région de York	10	Anglais	23 juin	18 h-20 h	Parents d'enfants âgés de 12 à 17 ans	6
Canada atlantique	11	Anglais	24 juin	17 h-19 h	Jeunes adulte de 18 à 30 ans	8
Calgary	12	Anglais	29 juin	20 h-22 h	Parents d'enfants âgés de 12 à 17 ans	7
Nombre total de participants						85

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit concernant le gouvernement du Canada dans les médias, les participants ont été nombreux à mentionner la récente découverte de tombes non identifiées d'enfants autochtones sur le site d'un ancien pensionnat à Kamloops, en Colombie-Britannique. C'est cette nouvelle qui les a le plus préoccupés. Peu d'entre eux étaient au courant des mesures mises en place par le gouvernement fédéral à la suite de cette découverte, mais certains se rappelaient avoir entendu des déclarations publiques à ce sujet. Quelques participants ont aussi mentionné la récente adoption d'un projet de loi visant à faire du 30 septembre un jour férié et la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation.

Les questions liées à la COVID-19 ont également été mentionnées par plusieurs qui se rappelaient surtout avoir entendu parler des vaccins et des annonces officielles concernant les cas signalés de myocardite associée au vaccin Pfizer, le report de la deuxième dose, les doses additionnelles commandées par le gouvernement fédéral et le soutien offert par le Canada aux pays en développement pour l'acquisition de doses de vaccins.

Les participants avaient également entendu les nouvelles concernant l'assouplissement des restrictions frontalières, avant et particulièrement après l'annonce de la première phase du plan de réouverture du

gouvernement fédéral le 21 juin. La majorité des participants étaient au courant que les voyageurs pleinement vaccinés auraient bientôt l'autorisation d'entrer au Canada sans avoir à faire de quarantaine ou à séjourner dans un hôtel approuvé par le gouvernement, et bon nombre d'entre eux avaient l'impression que les déplacements entre le Canada et les États-Unis en seraient d'autant plus facilités.

Quelques autres enjeux ont été mentionnés : le renforcement du test de résistance hypothécaire, la réglementation de l'expression en ligne (projet de loi C-10), la présence du premier ministre au Sommet du G7, les préoccupations à l'égard du déficit croissant, l'annulation du projet de pipeline Keystone XL, les tensions dans les relations Canada-Chine, et un déclenchement imminent des élections fédérales.

Perspectives à propos des restrictions locales (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Points de vue sur les restrictions régionales (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Winnipeg (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Les résidents de Winnipeg étaient généralement sceptiques quant à la pertinence des restrictions accrues récemment mises en œuvre dans leur province. Beaucoup ont invoqué un manque de conformité et d'application, et certains pensaient que pour être utiles, les restrictions devraient être plus ciblées. D'autres les ont contestées en faisant valoir que le virus se propagerait de toute façon et qu'il valait mieux laisser les gens vivre leur vie. Plusieurs estimaient aussi qu'une forte prise vaccinale constituait le meilleur rempart contre la COVID-19, même en l'absence de mesures. Comme en témoigne ce qui précède, la plupart des participants souhaitaient la levée des restrictions actuelles.

En guise d'introduction au deuxième point de discussion, nous avons expliqué au groupe que le gouvernement du Canada accorderait au Manitoba l'aide supplémentaire demandée pour lutter contre la pandémie. Les réactions à cette annonce ont souvent été ambivalentes. Même si certains participants se sont dits reconnaissants de l'offre du gouvernement fédéral, la plupart étaient exaspérés que leur gouvernement provincial ait besoin de s'en prévaloir.

Calgary (parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Dans l'ensemble, les parents de Calgary trouvaient la levée des restrictions trop hâtive dans leur ville et leur province. Malgré un sentiment d'insécurité largement partagé, certains ont admis que la réouverture était nécessaire pour redémarrer l'économie. Cela dit, beaucoup pensaient qu'il faudrait multiplier les messages exhortant les gens à prendre des précautions.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils se sentaient assez en sécurité pour assister au prochain Stampede de Calgary, la plupart ont répondu que non et qu'ils prévoyaient sauter l'événement afin de limiter leur exposition aux foules.

À la question de savoir si l'éventualité d'une quatrième vague de COVID-19 les inquiétait, de nombreux participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs ont tout de même indiqué qu'étant vaccinés, ils se sentaient plus à l'abri. Outre les préoccupations relatives à la santé, certains redoutaient les répercussions qu'une quatrième vague et de nouvelles restrictions pourraient avoir sur l'économie et les petites entreprises, en particulier, ainsi que sur la santé financière et mentale des travailleurs dont les emplois seraient touchés. En revanche, d'autres estimaient peu probable que de nouveaux confinements et fermetures soient décrétés, car cela susciterait une forte résistance du public.

Impact personnel des restrictions

Nous avons demandé aux participants des deux groupes en quoi les restrictions liées à la COVID-19 les avaient affectés ainsi que leur famille. Plusieurs thèmes communs sont ressortis de la discussion :

- La santé mentale : Les effets de l'isolement et du manque d'interactions sociales sur la santé mentale des participants et celle de leurs proches étaient une source de préoccupation courante.
- L'impossibilité de voir la famille : Beaucoup ont décrit la difficulté d'être privés de contacts familiaux, de rater les événements importants comme les mariages et les funérailles, et de se faire du souci pour des parents vulnérables qui souffraient de l'isolement.
- L'apprentissage en ligne : Les parents dont les enfants avaient assisté à l'école à distance trouvaient que ces derniers avaient eu de mal à s'y adapter, en raison de l'isolement social.
- Les pertes d'emplois : Certains ont mentionné qu'ils avaient perdu leur emploi ou que leur entreprise avait été acculée à la faillite en raison des fermetures liées à la pandémie.

Fatigue associée à la COVID-19 (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Nous avons demandé à un groupe de participants qui étaient fatigués de la COVID-19 et affichaient des comportements plus à risque d'expliquer leur choix d'avoir des contacts à l'extérieur de leur ménage. Beaucoup se sont dits frustrés de la situation au Manitoba. Ils avaient l'impression d'être en retard par rapport aux autres provinces pour ce qui est de la gestion de la pandémie et des plans de réouverture. Beaucoup jugeaient que les restrictions provinciales avaient été inefficaces et que leur gouvernement n'apprenait pas de ses erreurs. Certains remettaient en question le bien-fondé des restrictions actuelles, soutenant que les données scientifiques ne les justifiaient pas. Enfin, certains estimaient également que la pandémie suivrait son cours peu importe les mesures adoptées et qu'il appartenait aux Canadiens de décider du risque qu'ils sont prêts à courir.

Restrictions liées à la COVID-19 (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)

Tout au long du mois, les participants ont été appelés à commenter diverses restrictions de voyage liées à la COVID-19. Ils ont également discuté de la nécessité d'imposer de nouvelles mesures ou, au contraire, de devenir plus permissifs. À différents moments de la discussion selon le groupe, nous leur avons présenté de l'information sur les assouplissements à venir, en sollicitant leur avis sur la question.

Connaissance des restrictions relatives aux voyages internationaux (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean)

Interrogés sur les restrictions relatives aux voyages internationaux en vigueur au Canada, la plupart des participants savaient que diverses mesures de voyage et de quarantaine étaient en place. Les attitudes à leur égard ont fortement varié d'une région à l'autre. Alors que certains souscrivaient aux restrictions, d'autres s'y opposaient au motif qu'elles sont inefficaces et portent atteinte à la vie privée. Celles qui suivent ont compté parmi les premières citées, mais étaient parfois source de confusion :

- Un séjour de trois nuits dans un hôtel de quarantaine désigné, aux frais du voyageur, à son arrivée au Canada;
- Un test de dépistage de la COVID-19 avant l'arrivée au Canada;
- Les voyages recommandés ou autorisés uniquement à des fins essentielles;
- Des restrictions variables en fonction du statut vaccinal; et
- Une quarantaine plus longue ainsi qu'un séjour obligatoire de trois nuits dans un hôtel pour les voyageurs arrivant au Canada par avion, alors que la traversée de la frontière canado-américaine en voiture s'accompagne de conditions plus souples.

Au demeurant, certains participants ont exprimé de la frustration à l'égard des échappatoires ou des inégalités qu'ils décelaient dans les restrictions de voyage actuelles. Certains ont noté qu'elles semblaient favoriser les gens qui ont les moyens de faire un séjour dans un hôtel de quarantaine ou d'enfreindre les restrictions. D'autres croyaient que les titulaires de la double nationalité canadienne et américaine avaient abusé de la possibilité de passer la frontière librement.

Pour faciliter la discussion sur les restrictions de voyage en vigueur, nous avons apporté des précisions à leur sujet. Les participants de quatre groupes (Winnipeg, Hamilton, Nouvelle-Écosse et basses-terres continentales de la C.-B.) ont ensuite été invités à les commenter. Les résidents de Winnipeg et de Hamilton ont eu tendance à se montrer critiques des restrictions. Certains pensaient qu'il aurait fallu fermer les frontières dès le premier cas de COVID-19 détecté et que les précautions supplémentaires adoptées à ce stade arrivaient trop tard. Beaucoup étaient également contre le dépistage obligatoire et la quarantaine à l'hôtel parce que ces exigences leur semblaient brimer les libertés individuelles. À l'inverse, les résidents de la Nouvelle-Écosse et des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique étaient plutôt favorables aux restrictions, beaucoup les jugeant nécessaires et susceptibles d'être efficaces pourvu qu'on veille à leur application.

La question de savoir à quel moment le gouvernement du Canada devrait alléger ces restrictions a été posée à ces quatre groupes. Selon la plupart des participants, la décision devait dépendre des progrès de la vaccination et du moment où le pays atteindrait l'immunité collective. Certains estimaient toutefois que les restrictions étaient inefficaces ou superflues et souhaitaient leur retrait immédiat pour la sauvegarde de l'économie.

Nous avons aussi demandé aux participants à quel moment le gouvernement du Canada devrait mettre fin à l'isolement obligatoire à l'hôtel. Dans l'ensemble, la plupart s'entendaient sur le fait que cette mesure pouvait et devrait être abolie sur-le-champ. Elle leur paraissait inefficace pour endiguer la propagation de la COVID-19 et injustement onéreuse pour les voyageurs. Les quelques personnes qui étaient favorables aux hôtels de quarantaine trouvaient important de décourager les voyages afin de contenir la progression du virus et ses impacts sur le système de santé.

Modification prochaine des restrictions de voyage (résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)

La plupart des participants de ces groupes, tenus après le 9 juin, étaient au courant que des changements aux restrictions de voyage se profilaient à l'horizon, annoncés par le gouvernement fédéral. Même si les détails étaient flous, beaucoup savaient que les voyageurs canadiens n'auraient plus à faire de quarantaine en rentrant au pays, et certains savaient que le dépistage à l'arrivée serait maintenu. Nombre de participants avaient l'impression que des règles différentes s'appliqueraient aux voyageurs étrangers et aux personnes non vaccinées. Certains avaient aussi entendu parler de règles distinctes pour les enfants de moins de 12 ans, non admissibles à la vaccination.

Pour clarifier les choses, nous avons fourni les détails de l'annonce la plus récente du gouvernement fédéral aux participants, qui ont eu tendance à appuyer les modifications prévues. Ils les croyaient sécuritaires, puisqu'elles concernaient les personnes doublement vaccinées, et y voyaient un incitatif permettant aux gens de retourner vers une vie normale. Quelques-uns craignaient qu'il soit prématuré d'abroger la quarantaine pour les voyageurs entièrement vaccinés, et se demandaient si les données sur les taux de transmission chez les personnes pleinement immunisées étaient cette décision.

Plusieurs participants se demandaient comment les nouvelles règles s'appliqueraient dans le cas de voyageurs ayant des enfants de moins de 12 ans, qui ne pouvaient pas être vaccinés, et si la quarantaine serait requise pour les enfants seulement ou pour toute la famille.

Possibilité de raccourcir la période de quarantaine (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination)

Les participants ont exprimé des opinions divergentes quant à la possibilité d'écourter la quarantaine pour les voyageurs entièrement vaccinés. Nombre d'entre eux étaient favorables à l'assouplissement de cette exigence, voire même à son abolition, tandis que d'autres souhaitaient son maintien, étant donné le risque que des porteurs asymptomatiques transmettent le virus à d'autres.

Possibilité d'autoriser les voyages non essentiels à destination du Canada (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)

La possibilité d'autoriser les voyages non essentiels à destination du Canada n'a pas été vue comme une priorité. Beaucoup estimaient qu'il fallait attendre que de plus nombreux Canadiens – et voyageurs étrangers – soient entièrement vaccinés. Certains participants croyaient aussi que l'on devrait laisser reprendre les déplacements non essentiels à l'intérieur du pays avant d'autoriser les voyages non essentiels internationaux.

Exemptions à la frontière (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination)

À la question de savoir s'il y aurait lieu d'instaurer des exemptions pour les ressortissants de pays affichant un taux de vaccination élevé ou un nombre de cas faible, la plupart ont reconnu la logique de cette suggestion. Certains estimaient cependant que les exemptions devraient dépendre du voyageur, et du fait qu'il soit complètement vacciné ou non, plutôt que des conditions observées dans son pays

d'origine. Plusieurs pensaient que les déplacements internationaux étaient nécessaires pour relancer l'économie canadienne. D'autres avaient des réserves. La perspective d'une levée des restrictions les inquiétait, peu importe le statut vaccinal des voyageurs et la situation du pays d'origine, car ces personnes pouvaient malgré tout contracter le virus et le propager.

Nous avons ensuite demandé aux participants ce qu'ils diraient d'un scénario où, pour ce qui est des voyages non essentiels au Canada, les frontières seraient ouvertes uniquement aux personnes entièrement vaccinées. Bon nombre d'entre eux étaient ouverts à cette approche et la trouvaient raisonnable. Cela dit, certains ont insisté sur la nécessité d'un dépistage avant l'admission des voyageurs au pays, afin de minimiser les risques qu'ils transmettent le virus. Les participants étaient souvent plus à l'aise à l'idée d'une approche exigeant la double vaccination ainsi qu'un test.

Nous avons également demandé aux participants si les voyageurs entièrement vaccinés devraient être soumis aux mêmes exigences de dépistage et de quarantaine que les non-vaccinés. Les opinions ont varié. Selon certains participants, les voyageurs qui sont en mesure de fournir une preuve de vaccination devraient pouvoir entrer plus facilement. En revanche, d'autres ont rappelé que même les voyageurs vaccinés pouvaient être porteurs du virus et, qu'en conséquence, ils devaient eux aussi se plier aux restrictions et aux mesures de santé publique en vigueur.

Invités à dire si la frontière entre le Canada et les États-Unis devrait être ouverte, les participants ont pour la plupart recommandé qu'elle reste fermée pour l'instant et que les voyages ne reprennent qu'une fois toutes les restrictions sanitaires levées au pays. Les taux d'infection toujours élevés aux États-Unis et le risque que cela posait pour les Canadiens étaient jugés préoccupants, tout comme la difficulté de rechercher les contacts auprès d'Américains traversant la frontière en voiture.

Comportements des Canadiens (résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, jeunes adultes du Canada atlantique)

Dans le plan de réouverture annoncé en juin, le gouvernement fédéral a supprimé les trois jours de quarantaine à l'hôtel pour les voyageurs canadiens entièrement vaccinés, mais leur imposait toujours de s'auto-isoler en attendant les résultats de leur test à l'arrivée. Nous avons demandé aux participants dans quelle mesure ils croyaient que ces voyageurs respecteraient les consignes. Les avis étaient partagés, mais la plupart des participants doutaient que tous se plient aux règles. Selon eux, beaucoup seraient tentés de déroger aux exigences de quarantaine en l'absence de mesures d'application.

Nous leur avons ensuite demandé si les Canadiens pleinement vaccinés devaient toujours être tenus de faire un test de dépistage de la COVID-19 à leur retour au pays. À nouveau, ils ont été partagés. Beaucoup pensaient que le dépistage gardait son importance, vu le risque que des voyageurs même pleinement vaccinés contractent et transmettent le virus. Selon certains, la décision devait dépendre du nombre de cas enregistrés dans le pays de partance. D'autres préconisaient d'éliminer le dépistage pour les voyageurs entièrement vaccinés, et quelques-uns réclamaient la levée complète de cette exigence, au motif que les résultats des tests ne sont pas particulièrement fiables.

À ceux qui considéraient le dépistage comme toujours nécessaire, nous avons demandé s'il fallait tenir les tests aux points d'entrée ou permettre aux voyageurs de les passer dans une pharmacie de quartier. La plupart penchaient pour la première option, car la seconde leur semblait compromettre l'exigence de l'auto-isolement et risquait de favoriser la transmission du virus.

En conclusion, les participants ont été invités à donner leur avis sur la possibilité d'utiliser des tests rapides aux points d'entrée pour les voyageurs pleinement vaccinés et de ne pas exiger la quarantaine lorsque les résultats sont négatifs. Certains participants trouvaient ce choix plus pratique et moins coûteux à administrer, et plus commode pour les voyageurs. D'autres n'étaient pas à l'aise avec le compromis que cela comportait sur le plan de la santé et de la sécurité.

Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Performance du gouvernement fédéral

Les perceptions du bilan du gouvernement fédéral en matière de gestion de la pandémie ont varié, mais la plupart des évaluations penchaient du côté négatif.

Beaucoup tenaient le gouvernement du Canada pour partie responsable des confinements prolongés et de leurs conséquences préjudiciables, citant à l'appui la fermeture partielle des frontières, l'absence de politique nationale sur les restrictions sanitaires (qu'ils croyaient du ressort fédéral), le déploiement trop lent des vaccins, et des dépenses liées à la COVID-19 qui feraient exploser la dette à long terme. De nombreux participants trouvaient que la prestation du gouvernement fédéral sur plusieurs de ces plans ne s'était pas améliorée avec le temps, dans certains cas parce qu'ils confondaient les compétences fédérales et provinciales. Certains ont aussi mentionné la diffusion de messages contradictoires sur les vaccins, et plusieurs ont dit s'inquiéter de l'absence d'un plan de réouverture concret pour l'ensemble du pays.

Ceux dont l'évaluation était plus favorable ont souvent évoqué les mêmes enjeux, lorsque nous avons demandé ce que le gouvernement fédéral aurait pu mieux faire dans sa gestion de la pandémie. En règle générale, toutefois, ils pensaient que le gouvernement avait fait de son mieux pour aider les citoyens et l'économie canadienne à traverser une épreuve sans précédent; à titre d'exemples d'interventions utiles, ils ont mentionné la Prestation canadienne d'urgence (PCE) et la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE), le rapatriement des Canadiens coincés à l'étranger, et des communications publiques efficaces et régulières au sujet de la pandémie.

À la question de savoir si la situation sanitaire allait s'améliorer ou non, la plupart des participants ont fait montre d'un optimisme prudent, fondé sur des taux de vaccination croissants et une baisse récente

du nombre de cas, tout en évoquant leurs inquiétudes à la perspective que d'autres vagues surviennent à l'approche de l'hiver et que de nouveaux variants plus virulents fassent leur apparition.

Vaccins

Un certain nombre de questions à propos des vaccins subsistaient dans tous les groupes. Le plus souvent, elles portaient sur les effets secondaires et les conséquences à long terme de l'utilisation de ces produits. Beaucoup de participants souhaitaient davantage d'informations ou s'inquiétaient de l'insuffisance des données, surtout en ce qui concerne la vaccination des enfants et des adolescents. Il y a également eu des questions sur les courts délais de développement des vaccins et le caractère adéquat ou non des essais cliniques, sur la place et le sérieux accordés aux opinions médicales dissidentes quant à la sûreté des vaccins, et sur leur efficacité contre les nouveaux variants.

Chez les parents, les intentions étaient partagées pour ce qui est de faire vacciner les enfants maintenant que le vaccin de Pfizer était approuvé pour les 12 ans et plus. Certains avaient déjà pris ce parti, ou envisageaient de le faire et en discutaient avec leurs enfants, tandis que d'autres hésitaient et voulaient attendre qu'on en sache plus sur la sécurité des vaccins.

Au sein des groupes réticents à la vaccination, de nombreux participants se sont dits prêts à changer d'idée lorsque d'autres données seraient disponibles, ou déjà plus réceptifs au vaccin maintenant qu'ils voyaient le nombre de cas et d'hospitalisations reculer. Ceux qui y restaient réfractaires ont invoqué la question du choix et de la liberté personnelle ainsi que leurs inquiétudes concernant l'innocuité des vaccins; beaucoup préféraient suivre les restrictions, comme le port du masque.

Vaccination transfrontalière entre Windsor et Detroit (résidents de Windsor)

Plusieurs participants de ce groupe avaient entendu parler du projet de vaccination transfrontalière entre Windsor et Detroit. Presque tous l'ont appuyé, après avoir pris connaissance de ses détails, et trouvaient logique de faire bénéficier les résidents locaux d'un accès rapide à des doses qui risquaient sinon d'être jetées. Quelques-uns se demandaient si ces doses seraient sûres ou comparables à celles fournies par le gouvernement canadien. Plusieurs ont reproché à ce dernier son manque de soutien à l'initiative, jugeant l'accès aux vaccins inadéquat à l'heure actuelle.

Messages de Santé Canada sur la vaccination des jeunes (parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Les participants de ces deux groupes de parents ont été invités à lire et à commenter deux séries de messages sur la vaccination des jeunes de 12 à 17 ans contre la COVID-19.

Série de messages A

La première série de messages abordait les thèmes suivants : les conséquences graves de la COVID-19 et ses variants chez les jeunes; la recommandation de faire vacciner les jeunes émise par des autorités sanitaires telles que la Société canadienne de pédiatrie; la sûreté avérée et la complète efficacité du

vaccin chez ce groupe d'âge, d'après les essais cliniques; enfin, l'assurance d'une surveillance étroite et d'une action rapide de la part de Santé Canada en cas de préoccupation relative à la sécurité.

Les réactions à ces messages ont été largement négatives, surtout en Alberta. Les affirmations relatives à la sûreté et à l'efficacité du vaccin ont particulièrement déplu, du fait qu'elles paraissaient exagérées et ne répondaient pas à des préoccupations pourtant légitimes quant aux effets secondaires et aux conséquences à long terme possibles d'un médicament qui, de l'avis de beaucoup, avait été précipité sur le marché dans une situation d'urgence et restait encore largement non testé chez les enfants. Même si certains reconnaissent que les variants de la COVID-19 peuvent gravement toucher tous les groupes d'âge et que le cautionnement d'autorités médicales indépendantes est important, peu étaient rassurés à la perspective que Santé Canada surveille la situation et agisse après-coup.

Tout compte fait, nombre de participants ont semblé encore plus indécis quant à la vaccination de leurs enfants après avoir été exposés à ces messages. En Alberta, beaucoup avaient le sentiment qu'ils présentaient des faits non prouvés et essayaient de dicter une ligne de pensée aux parents.

Série de messages B

L'autre série de messages, montrée après la première dans les deux groupes, présentait la vaccination comme une forme de protection des enfants; un moyen pour les parents de veiller à la santé mentale des enfants et de les aider à retrouver une vie normale; un sujet de discussion important entre parents et enfants; enfin, un sujet qui soulève naturellement des questions et des préoccupations et qui mérite d'être abordé avec un fournisseur de soins de santé.

Les réactions à cette série de messages ont varié selon l'emplacement. Les participants de Toronto/York se sont élevés contre ce qui leur paraissait une tentative de les culpabiliser et les inquiéter au sujet du bien-être de leurs enfants. Au contraire, dans le groupe de Calgary, les parents ont aimé cette série de messages axés sur les avantages de la vaccination pour les jeunes. L'appel à leurs valeurs parentales et à leur désir de protéger leurs enfants a touché une corde sensible, tout comme le fait que ces messages reconnaissent les difficultés rencontrées par ces derniers durant la pandémie. Enfin, ils ont aimé le fait d'être encouragés à discuter avec leurs enfants et leur médecin de famille et à mener leurs propres recherches afin d'en arriver à une décision éclairée.

Préférence des participants

Dans le groupe de Toronto/York, les deux séries de messages ont déplu et la plupart des participants n'ont pas voulu choisir lorsque nous leur avons demandé leur préférence. Dans le groupe de Calgary, tous les participants ont privilégié la série de messages B.

Partie II : Autres enjeux

Questions autochtones (résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)

Les participants ont soulevé plusieurs enjeux concernant les Autochtones qui méritaient l'attention du gouvernement fédéral : l'éducation des Canadiens sur les peuples autochtones et leur histoire pour les sensibiliser aux perspectives et aux préoccupations des Autochtones; l'accès à l'eau potable dans les réserves comme droit humain fondamental; les efforts à déployer pour traiter les enjeux sociaux que sont la pauvreté et les inégalités; et la nécessité de redoubler d'efforts afin que les communautés autochtones puissent devenir autonomes et s'autodéterminer. Certains ont également parlé de poursuivre les recherches pour retrouver d'autres tombes sur les sites d'anciens pensionnats.

Les participants étaient tous d'accord pour dire que les questions autochtones devraient être une grande priorité pour le gouvernement fédéral et que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour obtenir les résultats décrits plus haut.

Personne n'avait l'impression que le gouvernement fédéral portait une trop grande attention aux questions autochtones. Par contre, certains s'inquiétaient des dissensions inhérentes à celles-ci et quelques-uns ont exprimé de la fatigue ou un certain degré de désengagement envers ce qu'ils voient comme étant des enjeux complexes et extrêmement négatifs. Quelques participants se sont dits préoccupés par les dépenses qu'ils considéraient comme élevées et l'absence de résultats.

Initiatives du gouvernement du Canada pour soutenir les peuples autochtones

Les participants étaient peu nombreux à avoir entendu parler des récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour traiter les questions autochtones, surtout parmi les jeunes adultes du Canada atlantique. La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation était la seule initiative dont ils se sont souvenus spontanément. Celle-ci a été accueillie favorablement, mais la plupart ont jugé que c'était insuffisant.

Pour approfondir la discussion, nous avons présenté aux participants une liste des initiatives récemment mises en œuvre par le gouvernement du Canada pour venir en aide aux peuples autochtones, dont celles-ci :

- Le financement et les progrès réalisés pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les communautés des Premières Nations.
- Les mesures mises en œuvre en réponse aux conclusions de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
- Le dépôt d'un projet de loi visant à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA).
- Les fonds et les initiatives destinées aux recherches et à la commémoration des enfants décédés dans les pensionnats.

Les participants s'entendaient pour dire que les initiatives concernant les avis d'eau potable et la DNUDPA étaient celles qui auraient le plus d'impact. La majorité a reconnu la nécessité de régler le problème d'eau potable et plusieurs avaient l'impression que la DNUDPA permettrait au gouvernement fédéral et aux Premières Nations de travailler ensemble de manière plus constructive sur tous les enjeux.

Lorsque nous leur avons demandé si ces récentes actions avaient changé leur impression des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour traiter les questions autochtones, la plupart des participants étaient ambivalents. Certains ont répondu que ces engagements et initiatives s'étaient fait attendre et qu'on en parlait depuis longtemps, ou doutaient carrément de leur efficacité.

La plupart étaient toutefois favorables aux objectifs de ces initiatives et croyaient qu'avec des efforts adéquats, on obtiendrait des résultats constructifs et durables, surtout si le gouvernement fédéral s'assurait que les Autochtones jouent un rôle de leadership plus actif, non seulement en partenariat avec le gouvernement en dirigeant les discussions et les décisions, mais au sein même du gouvernement. Bon nombre de participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral devrait éviter d'utiliser le financement comme solution unique pour régler les problèmes qu'ils considèrent comme complexes et qui requièrent un engagement honnête avec les communautés autochtones pour déterminer la meilleure marche à suivre.

Enjeux locaux (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Industries et secteurs locaux

Dans tous les groupes, sauf celui composé de résidents de Hamilton, les participants ont été invités à préciser les industries et les secteurs les plus importants dans leur région, y compris ceux qui avaient le plus besoin du soutien du gouvernement et si, à leur connaissance, le gouvernement fédéral avait offert un tel soutien récemment.

En ce qui concerne les industries et secteurs clés, c'est le secteur du tourisme et de l'hébergement qui a été de loin mentionné le plus souvent, ayant été cité dans tous les groupes, à part celui formé de résidents de Winnipeg. Un éventail d'autres industries et secteurs ont été nommés selon la région, dont les suivants :

- Winnipeg : l'hydroélectricité, l'élevage, le bois d'œuvre, les mines de nickel, la fabrication, la construction et les infrastructures.
- Nouvelle-Écosse : la construction navale, la pêche et le secteur forestier.
- Basses-terres de la C.-B. : l'industrie cinématographique, l'aménagement immobilier et des terrains et l'éducation postsecondaire.

- Windsor : l'industrie automobile, l'éducation, la santé, l'agriculture et les organismes sans but lucratif.
- Calgary : le secteur pétrolier et gazier, les transports, la fabrication de produits alimentaires, l'agriculture et la santé.

Pour ce qui est des industries et secteurs qui ont le plus besoin d'être soutenus par le gouvernement, ce sont ceux qui ont été les plus touchés par les fermetures et les restrictions en raison de la COVID-19 qui ont été principalement mentionnés par les participants, à commencer par le secteur du tourisme et de l'hébergement, premier cité dans tous les groupes, y compris celui de Winnipeg. Parmi les autres secteurs nommés fréquemment, soulignons celui des petites entreprises, auquel les groupes de Windsor et de Winnipeg ont fait allusion. Sinon, en Nouvelle-Écosse, le secteur des arts et de la culture a été désigné comme un domaine qui éprouvait déjà des difficultés avant la pandémie; les participants de Windsor ont quant à eux cité les organismes sans but lucratif et ceux des basses-terres de la C.-B., l'aménagement des terrains. Ce sont les participants de Calgary qui ont nommé le plus de secteurs qui avaient besoin d'aide, dont ceux touchés par la pandémie comme la santé, l'éducation et la gestion de la chaîne d'approvisionnement, et de façon générale, le secteur pétrolier et gazier.

Lorsque nous leur avons demandé de préciser le soutien que le gouvernement avait offert aux industries et aux secteurs en difficulté dans leur région, les participants ont couramment mentionné la gamme de prestations d'urgence destinées aux petites entreprises en réponse à la pandémie. Ils ont notamment cité les subventions, l'allègement du loyer et la subvention salariale. La plupart estimaient qu'il fallait en faire plus pour permettre aux entreprises de survivre aux fermetures. À Calgary, les participants pensaient par ailleurs qu'on devait en faire davantage pour les personnes qui travaillent dans le secteur pétrolier et gazier, en particulier pour les aider à se réorienter dans un nouvel emploi ou une nouvelle industrie.

Enjeux locaux (Winnipeg, Hamilton, Nouvelle-Écosse, Calgary)

Nous avons demandé aux participants des quatre groupes tenus dans les lieux susmentionnés quelles étaient les principales préoccupations locales dans leur région. Même si les réponses étaient pour la plupart propres à chacune des régions, des enjeux communs liés aux logements inabordables et à l'itinérance ont été soulevés dans tous les groupes, hormis celui de Calgary. La toxicomanie et la santé mentale ont été mentionnées dans l'ensemble des groupes, sauf celui de la Nouvelle-Écosse, et les inquiétudes relatives à l'économie et aux petites entreprises dans la foulée des restrictions liées à la COVID-19 ont été citées à Hamilton et en Nouvelle-Écosse.

En outre, les participants de Winnipeg ont fait mention de problèmes d'infrastructure routière, de criminalité, de sous-financement des hôpitaux, de personnel hospitalier insuffisant et de racisme. À Hamilton, les participants ont noté la stagnation des revenus et la hausse du coût de la vie. Ceux de Nouvelle-Écosse considéraient le fort taux de chômage et le mauvais état de l'infrastructure routière comme des problèmes locaux urgents. Enfin, les participants de Calgary ont relevé les questions relatives à un nouveau programme d'études, les préoccupations des usagers du réseau local de transport en commun et les mauvaises communications des autorités policières locales.

Défis en matière d'infrastructures (Winnipeg, Hamilton, Nouvelle-Écosse, basses-terres de la C.-B., Windsor)

Les participants des lieux susmentionnés s'entendaient pour dire que la priorité en matière d'investissements locaux devait être accordée aux problèmes d'infrastructure. Le plus souvent, les participants ont relevé le besoin d'améliorer les routes et les autoroutes, d'élargir les réseaux de transport en commun et d'offrir plus de logements abordables. Selon des participants de Winnipeg et de Windsor, il fallait investir davantage dans les réseaux d'alimentation en eau potable; des participants de Windsor et de la Nouvelle-Écosse estimaient quant à eux que des investissements supplémentaires étaient nécessaires pour améliorer les services Internet et les infrastructures connexes.

Pour leur part, les participants de Hamilton ont parlé de la nécessité d'agrandir l'aéroport local, alors que ceux de Windsor réclamaient des investissements qui feraient baisser le coût de l'électricité.

Projet de train léger sur rail de Hamilton

De rares participants du groupe tenu à Hamilton étaient au courant du financement du projet de train léger sur rail de Hamilton annoncé récemment par le gouvernement du Canada. Une fois informés de cette annonce, les participants convenaient que d'autres enjeux, comme l'itinérance, étaient plus prioritaires et que seules les personnes habitant à l'une ou l'autre des extrémités du réseau de transport en profiteraient.

Basses-terres de la Colombie-Britannique – tunnel George-Massey

Plusieurs participants connaissaient le projet de remplacement du tunnel George-Massey. La plupart appuyaient fortement cette initiative et estimaient qu'elle avait assez tardé.

Logement (résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination)

Les questions du logement et du marché de l'habitation ont été débattues au sein de ces groupes, en plus d'avoir été citées spontanément, plusieurs participants considérant les logements inabordables et la flambée des prix des logements à louer ou à vendre comme des préoccupations locales pressantes.

Les participants de tous les groupes et régions reconnaissaient que les prix des logements avaient augmenté dans la dernière année, y compris dans les petites villes où ils étaient auparavant plus abordables. Selon la majorité, cette situation avait des effets néfastes sur le coût de la vie et elle devenait de plus en plus insoutenable. Bien que nombreux à compter acheter un logement dans les prochaines années, la plupart admettaient qu'il était de plus en plus difficile de mettre de côté la mise de fonds exigée, compte tenu de l'augmentation des loyers et du prix des habitations à vendre. Pour certains, les prix demandés étaient prohibitifs et ils se disaient déçus par la perspective grandissante de n'avoir jamais accès à la propriété, y voyant un échec important.

Initiatives du gouvernement du Canada en matière de logement

Mis à part l'incitatif à l'achat d'une première propriété et, dans une moindre mesure, le Régime d'accession à la propriété et le test de résistance des prêts hypothécaires, les participants connaissaient peu les initiatives du gouvernement du Canada en matière de logement. De rares participants pensaient qu'il y avait suffisamment d'initiatives en place pour donner aux gens les moyens d'acheter une maison.

Nous avons montré aux participants la liste suivante d'objectifs relatifs aux logements contenus dans le budget fédéral de 2021 et leur avons demandé ce qu'ils en pensaient :

- *Accélérer la création de nouvelles unités et réparer des unités existantes;*
- *Appuyer les coûts de construction, de réparation et d'exploitation d'environ 560 logements de transition et places en refuge pour les femmes et les enfants fuyant la violence; et*
- *Appuyer la conversion des locaux commerciaux vacants (p. ex. locaux de commerce de détail et espace à bureaux) en logements locatifs.*

Plusieurs participants appuyaient ces initiatives, mais peu étaient persuadés qu'elles auraient un impact. De plus, certains s'opposaient à ce qu'ils considéraient comme de l'ingérence du gouvernement dans le marché de l'habitation. Enfin, une confusion régnait quant à la manière dont ces initiatives parviendraient concrètement à faire baisser les prix et les participants se demandaient si elles ne produiraient pas involontairement l'effet contraire.

Imposition d'une taxe sur l'utilisation improductive des logements canadiens

Seuls quelques participants avaient eu vent des projets du gouvernement du Canada visant à taxer l'utilisation improductive des logements canadiens par des propriétaires étrangers non résidents (nous avons précisé aux participants que cette initiative était parfois qualifiée de « taxe sur les acheteurs étrangers » dans les médias). Après avoir pris connaissance de la description de la taxe, la plupart des participants y étaient favorables et la considéraient comme une bonne idée, à condition qu'elle soit bien appliquée et suffisamment élevée pour influencer sur les décisions des acheteurs étrangers ou inciter les propriétaires étrangers à convertir ou à vendre les habitations vacantes ou sous-utilisées. Dans les groupes tenus à l'extérieur des grandes villes, une majorité estimait que cette taxe aurait un impact plus important sur les marchés immobiliers de métropoles comme Toronto, Montréal et Vancouver qu'au sein de leur collectivité.

Test de résistance des prêts hypothécaires

Certains connaissaient le test de résistance des prêts hypothécaires, mais peu de participants se souvenaient de détails précis. Ceux qui ont pu fournir des précisions pensaient que les nouvelles règles visaient à resserrer les conditions d'admissibilité à un prêt hypothécaire.

Après que nous leur ayons fourni une description, les participants voyaient le changement surtout d'un œil positif, le considérant comme une protection nécessaire pour les propriétaires potentiels et une mesure qui aiderait à modérer la demande et la hausse des prix des maisons à vendre. Les participants réfractaires aux nouvelles règles applicables aux prêts hypothécaires pensaient qu'elles créeraient de

nouveaux obstacles pour les acheteurs et qu'elles rendraient l'accès à la propriété encore plus difficile qu'avant. Selon plusieurs participants, ces nouvelles règles nuiraient à leur capacité d'obtenir un prêt hypothécaire et d'acheter une maison.

Autres mesures relatives au logement

Interrogés au sujet de ce que le gouvernement fédéral pouvait (ou devrait) faire d'autre pour faciliter l'accès à la propriété, les participants ont proposé plusieurs mesures, dont les suivantes : mettre en place un programme de revenu de base garanti, exercer un contrôle sur les loyers, construire un plus grand nombre d'habitations à loyer modéré, accroître le financement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et d'autres programmes semblables ou adopter des règlements qui obligent à construire des petites maisons plus abordables ou limitent le nombre d'habitations qu'un propriétaire peut détenir.

Image de marque de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Nous avons demandé aux participants de Calgary d'examiner et d'évaluer deux concepts créatifs conçus pour Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) qui étaient présentés sous forme de série de maquettes, mais sans la marque DEO. Les évaluations visaient à savoir ce que les participants aimaient ou non des concepts, ce qu'ils comprenaient à propos des concepts, s'ils se sentaient interpellés par eux et s'ils avaient une préférence pour l'un d'eux.

Pour ce qui est de la compréhension, les participants saisissaient en général que ces publicités du gouvernement fédéral visaient à promouvoir la diversité économique et les forces de la région. Ce message a toutefois été accueilli avec un certain scepticisme, si l'on se fie à l'opinion partagée voulant que le gouvernement fédéral n'en fasse pas suffisamment à cet égard. De plus, l'emploi du mot « prairies » dans les deux concepts portait à confusion, la plupart des participants le jugeant inapproprié pour décrire Calgary ou la majeure partie de l'Alberta et le trouvant juxtaposé de façon incongrue aux images de montagnes utilisées dans les concepts créatifs. Après avoir été informés que les concepts avaient été élaborés pour Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, peu de participants ont dit connaître l'organisme ou pensaient que les publicités fournissaient d'autres renseignements que ceux évoqués dans le nom de l'organisme.

Même si aucun des deux concepts ne s'est clairement démarqué comme étant plus clair ou attrayant, certains éléments qui ont plu ou déplu sont ressortis. Dans l'ensemble, les participants aimaient les couleurs vives et éclatantes du concept A, qui leur semblaient plus accrocheuses et intéressantes, et plus efficaces pour véhiculer l'idée d'une vision audacieuse pour l'économie de l'Alberta. Les participants avaient cependant tendance à préférer les photographies employées dans le concept B, qui représentaient mieux l'Alberta et Calgary selon eux et concordait davantage avec le message principal des publicités portant sur la diversité et les forces de la région.

Concernant certains éléments de conception, les participants aimaient la flèche présente dans le concept A, mais le « P » utilisé comme élément graphique dans le concept B leur déplaisait, car ils le

trouvaient ambigu ou susceptible de distraire. De façon générale, les participants ont salué les photographies mises en valeur dans les deux concepts (à commencer par celles propres au concept B), estimant qu'elles montraient l'Ouest canadien et la diversité de la région sous un jour positif.

Étiquettes de mise en garde concernant les émissions des véhicules et véhicules zéro émission (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)

Connaissance

Dans la plupart des groupes, les participants avaient une connaissance limitée du terme « véhicules zéro émission (VZE) » et en savaient encore moins sur ce que cette catégorie englobait, outre les véhicules électriques. Toutefois, en se fondant sur le terme, la plupart ont compris que ces véhicules étaient plus écologiques et moins dépendants aux combustibles fossiles que les véhicules traditionnels, des affirmations que certains trouvaient exagérées, compte tenu de la pollution engendrée par la fabrication et l'élimination des batteries et par la recharge, en fonction de la source d'électricité.

Pour stimuler la discussion, nous avons fourni aux participants une définition selon laquelle ces véhicules avaient la capacité de ne produire aucune émission d'échappement et englobaient différents types de véhicules, y compris les véhicules électriques, hybrides ou à pile à hydrogène.

Intérêt, mesures incitatives et obstacles

De nombreux participants se voyaient acheter un VZE à un moment donné dans l'avenir, du moins à long terme, et étaient motivés surtout par la volonté de réduire leur empreinte carbone ainsi que par l'idée d'aider à lutter contre les changements climatiques, dans l'espoir d'une durabilité accrue. De plus, la perspective de posséder une voiture à la fine pointe de la technologie leur plaisait.

Le prix d'achat des véhicules, peu abordable, était considéré comme un obstacle de taille, tout comme la perception voulant qu'il n'y ait pas suffisamment de bornes de recharge, en particulier dans les régions rurales, ainsi que le temps, les inconvénients et les possibles problèmes de sécurité associés à l'obligation de recharger un véhicule pendant le trajet plutôt qu'en le remplissant d'essence. Les participants se préoccupaient également de la durée de vie des batteries et de leur élimination, des aspects de fiabilité et d'entretien ainsi que de la fonctionnalité, de l'autonomie et de la performance (surtout par temps froid et lors de longs trajets).

Invités à préciser les facteurs qui les inciteraient encore plus à acheter un VZE, les participants ont mentionné des prix plus abordables, un plus grand choix de véhicules et d'options, un accès élargi aux infrastructures nécessaires et une meilleure connaissance des questions relatives aux batteries et à l'autonomie. Même si la plupart des participants étaient en faveur de l'idée d'acheter des VZE et des composants fabriqués au Canada, seuls ceux du Québec ont affirmé que le fait de savoir qu'un VZE a été construit au Canada les motiverait à l'acheter. Pour une majorité, le facteur le plus important était le coût, suivi de la fiabilité et de la performance.

Abordabilité

Un fort consensus régnait dans tous les groupes quant au prix élevé des VZE les plus performants, qui coûtaient aussi cher que les voitures de luxe et s'adressaient surtout aux personnes à l'aise financièrement. Les questions d'abordabilité ont été associées à des préoccupations concernant l'entretien et les infrastructures de recharge. Cela dit, dans les régions où l'électricité est bon marché, certains avaient l'impression que l'alimentation des VZE coûterait moins cher et que cela permettrait d'économiser à long terme. Par ailleurs, la plupart présumaient que les coûts d'acquisition, d'entretien et de recharge finiraient inévitablement par baisser dans les dix prochaines années, en raison d'une adoption élargie, des progrès technologiques et d'un marché d'occasion plus mature. La majorité pensait aussi que les coûts diminueraient si les constructeurs étaient contraints de fabriquer uniquement des VZE, mais beaucoup craignaient que cette obligation ne se traduise initialement par des coûts plus élevés pour les consommateurs, forçant certains d'entre eux à acheter un véhicule plus cher, qu'ils n'ont pas les moyens de payer. Dans le groupe de Winnipeg, les participants devaient dire ce qu'ils pensaient de l'idée de rendre les VZE obligatoires. Beaucoup s'inquiétaient des répercussions que cela aurait sur les consommateurs à court terme, estimant que les coûts augmenteraient alors que la fonctionnalité et la performance seraient moindres.

Recharge des batteries

Les participants étaient nombreux à admettre d'emblée qu'ils en savaient peu à ce sujet, mais la plupart d'entre eux pensaient encore que la recharge pouvait prendre beaucoup de temps et qu'il y avait peu d'infrastructures en place pour permettre aux gens de recharger facilement leurs véhicules. Toutefois, ceux qui étaient mieux renseignés considéraient la recharge comme un processus simple et l'ont expliqué aux autres.

Établissement d'objectifs en matière de véhicules électriques

Nous avons demandé aux participants de la plupart des groupes ce qu'ils pensaient de la possibilité que le gouvernement du Canada établisse des objectifs en vertu desquels une partie ou la totalité des voitures vendues au Canada devront être électriques. Dans l'ensemble, les opinions étaient partagées, certains groupes étant en faveur de l'idée, d'autres contre.

Les participants des groupes de Winnipeg, des Prairies, de la Nouvelle-Écosse et de Toronto/York s'y opposaient en général pour toutes sortes de préoccupations relatives notamment aux coûts pour les consommateurs, à la fonctionnalité des véhicules et aux questions de liberté et de choix personnels. Ils craignaient aussi que cette politique donne lieu à des pratiques commerciales contraires à l'éthique ou

qu'elle nuise au secteur pétrolier et gazier au Canada. Le groupe des jeunes adultes du Canada atlantique appuyait l'idée, sous certaines conditions, tandis que ceux des basses-terres de la C.-B., de l'Outaouais et de la grande région de Montréal ont exprimé le plus large soutien. Ces derniers étaient tout de même nombreux à se préoccuper des mêmes enjeux que ceux décrits ci-dessus et pensaient que le gouvernement fédéral devait les gérer de manière prudente et réfléchie.

Étiquettes de mise en garde concernant les émissions des véhicules (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans)

Nous avons demandé aux participants de ces deux groupes ce qu'ils pensaient de l'idée d'apposer au point de vente des étiquettes de mise en garde relative à la pollution sur les voitures, les camions et les VUS les plus polluants. À Winnipeg, tous les participants étaient contre l'idée, à l'instar de certains participants de Hamilton. Ils étaient nombreux à trouver cette initiative peu pratique et inutile. Les participants de Hamilton qui appuyaient l'idée en ont peu débattu, jugeant simplement que les étiquettes pourraient être efficaces pour guider les acheteurs vers des véhicules moins polluants.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 18 décembre 2020

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

Chronologie des événements en juin

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés ayant eu lieu durant la pandémie de COVID-19, voici un bref rappel de la situation au Canada, de la fin mai à la fin de juin 2021.

- Fin mai
 - On dénombre 1 378 971 cas de COVID-19 au Canada et 25 512 décès associés.
 - Le nombre quotidien de cas diminue à 3 376 au Canada, une réduction de 33 % par rapport à la semaine précédente.
 - On dénombre 35 935 cas actifs de COVID-19 au Canada.
 - Plus de 23,8 millions de doses de vaccin contre la COVID-19 ont été distribuées au Canada.
- Du 1^{er} au 9 juin
 - Le 2 juin : Le ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées annonce un appel de propositions pour le Programme pilote de préparation des femmes à l'emploi afin de fournir un financement de 50 millions de dollars sur deux ans pour des projets visant à soutenir des femmes racialisées et autochtones, des femmes handicapées, des femmes de la communauté LGBTQ2 et des femmes qui ne sont plus sur le marché du travail depuis longtemps.

- Le 2 juin : Le Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) actualise ses lignes directrices sur l'utilisation de calendriers de doses mixtes dans les campagnes de vaccination contre la COVID-19.
- Le 2 juin : Le gouvernement du Canada annonce que le programme d'embauche pour la relance économique du Canada nouvellement mis en place est offert rétroactivement au 6 juin 2021, offrant une subvention pouvant atteindre 50 % des salaires ou traitements admissibles aux entreprises durement touchées par la pandémie pour les aider à se remettre des fermetures provoquées par celle-ci, alors que l'économie reprend lentement.
- **Groupes de discussion des résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque (2 juin) et des résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans (3 juin).**
- Le 4 juin : Le ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées lance un processus de consultation publique pour guider l'élaboration du premier Plan pour l'inclusion des personnes en situation de handicap.
- Le 7 juin : Le ministre de la Santé annonce les 20 finalistes du Défi de l'innovation communautaire des vaccins qui recevront des subventions de 25 000 \$ pour des projets destinés à accroître la confiance envers les vaccins contre la COVID-19 et à renforcer les mesures de santé publique dans les collectivités.
- Le 7 juin : Le mandat du président du CCNI prend fin et le vice-président est nommé pour lui succéder à partir du 10 juin 2021.
- Le 8 juin : Le gouvernement du Canada annonce que cinq nouveaux projets recevront du financement du Fonds de partenariat d'immunisation (FPI) pour soutenir les efforts de vaccination au Canada.
- **Groupes de discussion des parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans (8 juin) et des résidents des basses-terres de la Colombie-Britannique comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans (9 juin).**
- Le 9 juin : Le ministre de la Santé annonce qu'à compter de juillet, les voyageurs canadiens (citoyens canadiens et résidents permanents) pleinement vaccinés n'auront plus à se mettre en quarantaine à l'hôtel à leur arrivée au Canada.
- Le 9 juin : Les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables des aînés discutent des stratégies pour soutenir les générations actuelles et futures d'aînés canadiens, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de ses impacts sur cette population.
- Du 10 au 16 juin
 - **Groupe de discussion des résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination (10 juin).**
 - Le 10 juin : Les gouvernements du Canada et de l'Île-du-Prince-Édouard annoncent un financement pour moderniser quatre installations publiques de l'est de cette province.
 - Le 11 juin : Le gouvernement du Canada annonce un financement conjoint de 1,3 million de dollars pour neuf projets locaux du nord de l'Ontario visant à mettre en place des mesures de sécurité liées à la COVID-19 et favoriser une relance inclusive pour l'après-pandémie.
 - Le 11 juin : Santé Canada annonce qu'il ne distribuera pas les stocks de plus de 300 000 vaccins Janssen dû à des préoccupations liées à la qualité.

- Le 13 juin : Le premier ministre conclut sa participation au Sommet des dirigeants du G7 au Royaume-Uni, lequel était axé sur les enjeux actuels, comme les efforts pour mettre fin à la COVID-19, l'élaboration d'un plan de relance économique et la préparation en vue des prochaines pandémies, de même que la lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité, et la promotion de l'égalité des genres et de la démocratie.
- Le 14 juin : Le premier ministre participe au Sommet de l'OTAN en Belgique et annonce une contribution d'un million de dollars du Canada au fonds de fiducie de l'OTAN pour assurer la sûreté et la sécurité des Casques bleus qui participent aux opérations de paix de l'ONU dans le monde.
- Le 15 juin : Le premier ministre conclut sa participation au Sommet des leaders du Canada et de l'Union européenne avec les présidents du Conseil européen et de la Commission européenne.
- Le 15 juin : Le gouvernement du Canada lance sa campagne Demandez aux experts pour encourager la vaccination, éliminer les barrières à la vaccination et réduire l'écart entre les populations à faibles taux de vaccination.
- [Groupe de discussion des résidents de Windsor \(15 juin\)](#).
- Le 16 juin : Le gouvernement du Canada annonce un financement pour l'aéroport international Macdonald-Cartier d'Ottawa International afin d'atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur celui-ci.
- Le 16 juin : Le ministre des Services aux Autochtones annonce l'affectation de 117 millions de dollars pour renouveler le Fonds d'appui aux entreprises communautaires autochtones (FAECA) qui fournit une aide financière non remboursable aux microentreprises et aux entreprises communautaires autochtones du Canada qui ne sont pas admissibles aux autres programmes de soutien aux entreprises.
- [Groupes de discussion des résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans \(16 juin\)](#).
- Du 17 au 23 juin
 - Le 17 juin : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 7,1 millions de dollars pour moderniser dix casernes de pompiers en Colombie-Britannique, améliorer les services et les installations accessibles aux citoyens et réduire les délais d'intervention.
 - [Groupe de discussion des résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination \(17 juin\)](#).
 - Le 20 juin : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada annonce qu'à compter du 21 juin 2021, les personnes approuvées aux fins de résidence permanente pourront venir au Canada.
 - Le 21 juin : Le gouvernement du Canada annonce les détails de la première phase de son plan de réouverture qui entrera en vigueur le 5 juillet 2021. Les voyageurs pleinement vaccinés autorisés à venir au Canada n'auront plus à se mettre en quarantaine ou à subir un test de dépistage de la COVID-19 le huitième jour. Les personnes pleinement vaccinées qui voyagent en avion n'auront pas à séjourner dans un hôtel approuvé par le gouvernement.
 - [Groupes de discussion des résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean \(22 juin\) et des parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans \(23 juin\)](#).

- Le 23 juin : Le gouvernement du Canada annonce un financement conjoint de plus de 81,2 millions de dollars pour soutenir 23 projets d'infrastructure en Saskatchewan dans le cadre des volets Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives et Infrastructures vertes du programme Investir dans le Canada.
- Du 24 au 31 juin
 - Groupe de discussion des jeunes adultes âgés de 18 à 30 ans du Canada atlantique (24 juin).
 - Le 25 juin : Le gouvernement du Canada remplit son engagement à faire en sorte que les Canadiens aient accès à de l'information exacte et actuelle sur les investissements en infrastructures dans leurs collectivités. Pour ce faire, Infrastructure Canada publiera sur son site web toutes les demandes de financement de projets reçues des provinces et des territoires canadiens dans le cadre du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada.
 - Le 25 juin : Le gouvernement du Canada annonce la création du Fonds pour les infrastructures naturelles de 200 millions de dollars, dont 120 millions seront affectés aux grands projets d'infrastructures naturelles qui utilisent des approches naturelles ou hybrides pour protéger l'environnement et améliorer l'accès à la nature pour les Canadiens.
 - Le 28 juin : Les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique annoncent un investissement de plus de 13 millions de dollars pour soutenir les projets d'infrastructure à Surrey et dans la région de la vallée du Fraser de cette province. Le gouvernement du Canada fournira plus de 8 millions de dollars et la Colombie-Britannique, plus de 5 millions.
 - Groupe de discussion des parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans (29 juin).
 - Le 30 juin : Le premier ministre annonce des mesures visant à promouvoir l'égalité des genres à l'échelle planétaire dans le cadre du Forum Génération Égalité et un financement d'environ 180 millions de dollars pour appuyer cette cause.
Le 30 juin : Le premier ministre annonce la construction de 4 500 nouvelles unités de logement abordables au Canada et un investissement de 1,5 milliard de dollars dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements qui visent à venir en aide aux Canadiens aux prises avec des conditions de logement difficiles, en situation d'itinérance ou à risque de l'être, ou qui habitent des abris temporaires en raison de la pandémie.
 - Le 30 juin : Santé Canada met à jour les monographies de produits pour les vaccins Pfizer-BioNTech et Moderna contre la COVID-19 pour mettre la population en garde contre les rares cas signalés de myocardite et de péricardite dus à la vaccination.
 - Le 30 juin : Le projet de loi C-30, *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 19 avril 2021 et mettant en œuvre d'autres mesures* reçoit la sanction royale. Ce plan vise à combattre les infections de COVID-19, à créer des emplois et la croissance, et à assurer une relance économique robuste.
 - Le 30 juin : Les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique annoncent un investissement conjoint de 24,5 millions de dollars pour accroître la résilience aux inondations et rehausser la sécurité des résidents dans 12 collectivités de la Colombie-Britannique.

- Le 30 juin : On dénombre 1 414 736 cas de COVID-19 au Canada et 26 273 décès associés. Plus de 36 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été distribuées au pays.
 - On constate une tendance à la baisse du nombre de cas qui passe à 635 par jour pour les sept derniers jours de juin, soit une diminution de 26 % par rapport à la semaine précédente.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Pour débiter les discussions en juin, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada dans les derniers jours. Dans l'ensemble, ils se sont rappelés d'événements récents impliquant le gouvernement fédéral. Dans tous les groupes, la plupart ont mentionné la découverte en mai de tombes non identifiées sur le site d'un ancien pensionnat à Kamloops, en Colombie-Britannique. La majorité des participants qui étaient au courant de l'événement n'avaient entendu parler d'aucune action prise par le gouvernement fédéral; cependant, certains avaient entendu dire qu'une déclaration avait été faite à la suite de la découverte et la plupart ont considéré qu'il s'agissait d'un problème qui concernait le gouvernement du Canada. Sur un sujet connexe, quelques participants avaient entendu dire que le Sénat du Canada avait adopté une loi déclarant le 30 septembre *Journée nationale de la vérité et de la réconciliation*, un jour férié fédéral.

La connaissance des événements entourant les vaccins contre la COVID-19 était aussi élevée. Certains participants se rappelaient une annonce récente par l'administrateur en chef de la santé publique du Canada concernant le vaccin Pfizer et les rares cas de myocardite et de péricardite chez les jeunes. Quelques-uns ont mentionné avoir entendu parler de problèmes concernant le déploiement des vaccins, d'autres avaient eu vent du report de la deuxième dose ou avaient entendu dire que le gouvernement fédéral avait commandé des doses supplémentaires afin d'accélérer le processus de vaccination. Quelques participants ont également mentionné que le gouvernement du Canada aidait les pays en développement à se procurer des vaccins contre la COVID-19.

Dans les groupes réunis avant l'annonce des restrictions frontalières le 21 juin, plusieurs participants avaient entendu parler d'une annonce imminente et s'attendaient à un assouplissement des restrictions pour les voyageurs vaccinés qui se déplacent entre le Canada et les États-Unis. Dans les groupes réunis après le 21 juin (au Saguenay-Lac-Saint-Jean, à Toronto/York, à Calgary et dans l'Atlantique), plusieurs étaient au courant de l'annonce alors que d'autres se souvenaient qu'il était question d'un assouplissement des restrictions pour certains groupes de voyageurs pleinement vaccinés qui n'avaient plus à se mettre en quarantaine à leur arrivée au Canada.

Plusieurs participants avaient également entendu dire que le gouvernement fédéral avait haussé le niveau du test de résistance hypothécaire. Certains étaient au courant du projet de loi C-10 qu'ils ont décrit comme étant une initiative du gouvernement fédéral visant à réglementer l'expression en ligne et quelques-uns s'inquiétaient à l'idée que ce projet de loi aurait pour effet de censurer la liberté d'expression des Canadiens.

Divers autres enjeux rapportés dans les nouvelles ont été mentionnés, y compris la participation du Canada au Sommet du G7 à la mi-juin, la possibilité d'un déclenchement imminent d'élections fédérales, et les inquiétudes à l'égard du déficit croissant. Quelques participants ont fait allusion à l'annulation du projet de pipeline Keystone XL et d'autres ont dit avoir entendu parler des tensions grandissantes entre les gouvernements du Canada et de la Chine.

Préférences en matière de nouvelles et d'information (résidents de Windsor, jeunes adultes du Canada atlantique)

Interrogés à ce sujet, les participants à Windsor et les jeunes adultes au Canada atlantique ont affirmé avoir obtenu ces nouvelles de diverses sources, dont celles-ci :

- Journaux (locaux et nationaux);
- CBC/Radio-Canada (en ligne, sur YouTube et à la radio);
- Médias sociaux (YouTube, Facebook, Instagram et Snapchat);
- Google News; et
- Médias de nouvelles traditionnels (télévision et radio).

Les jeunes adultes avaient une nette préférence pour les médias sociaux, notamment Facebook et Instagram. Cela étant dit, la plupart ont également indiqué qu'ils consommaient des nouvelles provenant de sources traditionnelles affichées sur ces plateformes (comme des bulletins d'information télévisés présentés sur YouTube, des liens vers des articles affichés sur Twitter ou Facebook), alors qu'un nombre relativement faible comptait sur leurs proches pour leur relayer les nouvelles.

Nous avons interrogé plus en profondeur les participants à Windsor pour savoir s'ils consommaient surtout des nouvelles canadiennes ou américaines. Bien que tous aient répondu qu'ils suivaient les nouvelles américaines jusqu'à un certain point – quelques-uns ont mentionné que c'était inévitable, compte tenu de la proximité avec les États-Unis – bon nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient récemment tourné leur attention vers les nouvelles provenant du Canada. Certains ont précisé qu'ils suivaient particulièrement les nouvelles locales et provinciales.

Connaissance des actions et des politiques du gouvernement du Canada (jeunes adultes du Canada atlantique)

Les participants dans ce groupe devaient répondre à des questions additionnelles visant à sonder leur connaissance des politiques et des actions du gouvernement du Canada au cours des cinq dernières années. Collectivement, ils en ont mentionné plusieurs :

- Les changements à l'impôt sur le revenu annoncés dans le plus récent budget, y compris les remboursements d'impôt;
- Les modifications au Programme canadien de prêts aux étudiants;
- La création d'un système canadien de taxation de la pollution par le carbone;
- La légalisation du cannabis;

- L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;
- L'interdiction de certaines armes à feu de style arme d'assaut;
- Le dépôt du projet de loi C-10;
- L'expansion des prestations pour enfants (le supplément pour jeunes enfants de l'Allocation canadienne pour enfants);
- Les crédits d'impôt pour les rénovations résidentielles écologiques (Subvention canadienne pour des maisons plus vertes); et
- La renégociation de l'ALENA.

Interrogés sur ce qu'ils pensaient du travail du gouvernement fédéral, plusieurs ont parlé en bien des efforts pour étendre l'accès à large bande aux régions rurales et éloignées dans leur province, et certains ont précisé que ces efforts avaient eu un impact positif direct sur leur qualité de vie.

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement fédéral pourrait améliorer, les participants ont fait plusieurs suggestions. Certains ont indiqué qu'ils aimeraient qu'on améliore l'expérience de l'utilisateur pour les services du gouvernement du Canada offerts en ligne, notamment en ce qui concerne le site web de l'Agence de revenu du Canada. En ce qui concerne les soins de santé, certains aimeraient voir une meilleure normalisation des services de santé d'une province à l'autre, et des efforts supplémentaires pour développer des services en santé mentale. D'autres ont répondu qu'ils souhaiteraient qu'on lève l'interdiction des dons de sang provenant d'hommes ayant des rapports sexuels fréquents avec d'autres hommes.

Quelques-uns ont proposé que le gouvernement du Canada en fasse davantage pour promouvoir la réconciliation avec les communautés et les nations autochtones au pays. Parmi ceux-ci, certains étaient d'avis que les efforts déployés avaient été insuffisants jusqu'ici et que certaines décisions et politiques adoptées par le gouvernement fédéral, comme celles concernant le pipeline Trans Mountain, avaient nui au processus de réconciliation.

Perspectives à propos des restrictions locales (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Au début de juin, plusieurs groupes ont discuté des restrictions sanitaires liées à la COVID-19 en vigueur dans leur région. La conversation a porté sur les points de vue et les préoccupations des participants à l'égard de la levée des consignes ainsi que sur leurs appréhensions face à une possible quatrième vague, entre autres sujets concernant leur région. L'impact des restrictions dans leur vie personnelle et celle de leur famille a également été abordé.

Points de vue sur les restrictions régionales (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Winnipeg (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

En règle générale, les participants de Winnipeg doutaient de la pertinence des restrictions accrues récemment adoptées dans leur province, pour diverses raisons. La plupart croyaient qu'elles n'aidaient guère à freiner la progression de la COVID-19. Beaucoup ont déploré des problèmes de conformité et d'application, et certains pensaient que seules des restrictions ciblées seraient utiles, pour autant que les gouvernements fédéral et provincial investissent davantage dans la recherche de contacts. D'autres remettaient en question l'efficacité des restrictions en général. Ils ont fait valoir que le virus se propagerait de toute façon et que les gens devraient être libres de vivre leur vie. Bon nombre estimaient aussi qu'une forte prise vaccinale constituait le meilleur rempart contre la COVID-19 et permettrait d'éviter les éclosons et les conséquences graves même en l'absence de mesures. Comme il ressort de ce qui précède, la majorité des participants souhaitaient la levée des restrictions actuelles. Selon certains, les fonds provinciaux consacrés aux communications et aux efforts d'application des restrictions seraient utilisés à meilleur escient pour accroître les capacités du système de santé.

Passant à un autre sujet de discussion, nous avons rappelé aux participants que le gouvernement du Canada accorderait au Manitoba le complément d'aide demandée liée à la pandémie, en y dépêchant des ressources humaines fédérales en santé, du personnel médical de la Croix-Rouge, des membres des Forces armées canadiennes, des épidémiologistes et des techniciens de laboratoire. Les réactions ont souvent été ambivalentes. Les participants semblaient perplexes devant l'apparente fragilité de leur système de santé, qu'on disait sur le point de s'effondrer à cause du nombre élevé de patients admis aux soins intensifs pour la COVID-19. Beaucoup se demandaient également si la présence des

Forces armées canadiennes était nécessaire et quel type de soutien elles apporteraient. Par ailleurs, certains s'inquiétaient de la facture que la province aurait à payer pour l'aide reçue. Même si certains se sont dits reconnaissants de l'offre du gouvernement fédéral, ils n'en étaient pas moins exaspérés que leur gouvernement provincial ait besoin de s'en prévaloir.

Calgary (parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Dans l'ensemble, les parents habitant à Calgary trouvaient la levée des restrictions trop rapide dans leur ville et leur province, ce qui les mettait mal à l'aise. Ils se sentaient plus tranquilles avant, lorsqu'ils savaient qu'une panoplie de mesures étaient en place, même s'ils n'en connaissaient pas tous les détails ou l'ampleur précise. Ils ont fait remarquer qu'il était maintenant permis de se réunir par centaines alors qu'il y a peu de temps, on ne pouvait même pas recevoir chez soi des amis proches ou des membres de sa famille élargie. C'était à leurs yeux un trop grand pas, franchi prématurément.

Malgré ce sentiment d'insécurité partagé par beaucoup, certains participants ont reconnu que la réouverture était nécessaire pour redémarrer l'économie. La survie des entreprises et des emplois locaux et la reprise des échanges commerciaux avec les États-Unis faisaient figure de grande priorité après cette période prolongée de fermetures et de perturbations. À ce stade de la pandémie, ils croyaient que les membres du public étaient conscients des mesures de protection à leur disposition, telles que le port du masque, le lavage des mains et l'éloignement physique. Beaucoup pensaient néanmoins qu'il faudrait multiplier les messages rappelant aux gens de prendre des précautions.

À noter que la mesure dans laquelle les restrictions avaient été assouplies n'était pas toujours claire. Certains participants se demandaient, par exemple, si les entreprises devaient encore utiliser des panneaux de plexiglas et appliquer les protocoles de nettoyage approfondi.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils se sentaient suffisamment en sécurité pour assister au prochain Stampede de Calgary, la plupart ont répondu que non et qu'ils sauteraient l'événement cette année afin de limiter leur exposition aux foules.

À la question de savoir si l'éventualité d'une quatrième vague de COVID-19 les inquiétait, beaucoup de participants ont répondu par l'affirmative, même si un certain nombre ont dit qu'étant vaccinés, non seulement ils se sentaient plus à l'abri, mais ils avaient la satisfaction d'avoir fait leur part pour freiner la transmission. Outre les préoccupations relatives à la santé, certains participants redoutaient les répercussions qu'une quatrième vague et de nouvelles restrictions pourraient avoir sur l'économie et les petites entreprises, ainsi que sur la santé financière et mentale des travailleurs dont les emplois ou les heures de travail seraient touchés. D'autres estimaient toutefois peu probable que de nouveaux confinements et fermetures soient décrétés, même en cas de quatrième vague, vu le tollé que cela déclencherait très certainement. Dans ce contexte, certains ont noté qu'il faudrait clarifier les messages au sujet du maintien ou de la levée des restrictions. Il leur semblait qu'à l'heure actuelle les messages des gouvernements fédéral et provincial laissaient entendre qu'on en avait fini avec la pandémie.

Impact personnel des restrictions

Nous avons demandé aux participants de ces groupes comment les restrictions liées à la COVID-19 les avaient affectés ainsi que leur famille. Plusieurs thèmes et problèmes communs sont ressortis des trois groupes :

- La santé mentale : Les effets de l'isolement et du manque d'interactions sociales sur la santé mentale étaient une source de préoccupation générale. De nombreux participants ont confié que leur propre santé mentale s'était détériorée à cause des restrictions. Les parents s'inquiétaient pour la santé mentale de leurs enfants, redoutant que l'isolement social, l'ennui et la carence d'activités scolaires, parascolaires et sportives aient des répercussions néfastes. D'autres ont raconté que leurs enfants – en particulier ceux qui avaient des handicaps – ne s'habituèrent pas au masque et avaient développé une peur du virus et des gens.
- L'impossibilité de voir la famille : Beaucoup ont décrit la difficulté d'être privé de contacts avec la famille, de rater les événements importants comme les mariages et les funérailles, de se faire du souci pour des proches vulnérables, comme des parents âgés, à qui ils ne pouvaient venir en aide à cause de la distance et dont les difficultés étaient exacerbées par l'isolement. Cette situation les avait durement éprouvés.
- L'apprentissage en ligne : Les parents dont les enfants avaient fait l'école à distance trouvaient que leurs enfants s'étaient difficilement adaptés à ce changement et à l'isolement social qui en résulte. D'autres, dont les enfants avaient continué d'aller en classe, ont noté que les perturbations de l'apprentissage en présentiel à la suite d'éclousions en milieu scolaire avaient entraîné des difficultés, des interruptions et de l'incertitude pour leurs enfants. Les parents ont signalé le défi d'adapter leurs propres horaires lorsque les enfants sont à la maison pendant la journée.
- Les pertes d'emplois : Certains participants ont mentionné qu'ils avaient perdu leur emploi ou que leur entreprise avait été acculée à la faillite en raison des fermetures liées à la pandémie, avec les répercussions que cela comporte sur le plan des revenus et de la santé mentale.

Fatigue associée à la COVID-19 (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Les participants de ce groupe avaient été recrutés précisément parce qu'ils avaient dit être fatigués des mesures sanitaires, prêter moins attention aux conseils de la santé publique et, dans certains cas, fréquenter des gens à l'extérieur de leur ménage (en contravention des règles de santé publique alors en vigueur). Une partie de la discussion a porté sur les aspects des directives de santé publique qu'ils trouvaient les plus difficiles à suivre.

Bon nombre de ces participants se sont dits frustrés de la situation au Manitoba. Ils avaient l'impression d'être en retard par rapport aux autres provinces pour ce qui est de la gestion de la pandémie et de l'annonce des plans de réouverture. Beaucoup jugeaient que les restrictions avaient été réactives ou inefficaces et que leur gouvernement provincial n'avait pas su améliorer ses politiques ni apprendre de ses erreurs. Beaucoup trouvaient que les restrictions s'éternisaient; l'isolement les démoralisait et sapait leur volonté d'obtempérer. Du reste, certains contestaient le bien-fondé des

restrictions actuelles, soutenant que les données scientifiques ne les justifiaient pas, surtout vu le taux de survie élevé du virus. Enfin, d'autres croyaient que la pandémie suivrait son cours peu importe les mesures adoptées et qu'il appartenait aux Canadiens de décider du risque qu'ils sont prêts à courir.

Restrictions liées à la COVID-19 (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)

Tout au long du mois de juin, les participants ont été appelés à commenter diverses restrictions de voyage liées à la COVID-19 qui s'appliquaient aussi bien aux Canadiens partant pour l'étranger qu'aux voyageurs internationaux venant au Canada. Ils ont également discuté de la nécessité d'imposer de nouvelles mesures ou, au contraire, de favoriser la réouverture.

Deux annonces fédérales ont eu lieu dans le courant du mois (le 9 et le 21 juin) concernant l'élimination, dès juillet, de l'obligation de faire une quarantaine et de subir un test de dépistage au huitième jour suivant l'arrivée pour les citoyens canadiens, les résidents permanents et les voyageurs essentiels doublement vaccinés. Nous avons présenté aux participants de la plupart des groupes, à différents moments de la discussion, de l'information sur les assouplissements à venir, en sollicitant leurs avis sur la question.

Connaissance des restrictions relatives aux voyages internationaux (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean)

Interrogés sur les restrictions relatives aux voyages internationaux en vigueur au Canada, les participants savaient pour la plupart que diverses mesures de voyage et de quarantaine étaient en place, décrites ci-après. Les attitudes et les sentiments à leur égard, toutefois, ont sensiblement varié d'une région à l'autre. Alors que certains participants y souscrivaient, d'autres s'y opposaient au motif qu'elles sont inefficaces et portent atteinte à la vie privée. Enfin, beaucoup s'entendaient pour dire que l'on pouvait et devait mettre fin aux hôtels de quarantaine. Ceux qui défendaient le point de vue contraire croyaient qu'on ne devrait lever ces restrictions qu'à partir du moment où le système de santé a les capacités nécessaires pour faire face aux besoins des Canadiens.

Principales restrictions de voyage citées

Ces restrictions visant les voyages internationaux sont venues spontanément à l'esprit de nombreux participants, mais suscitaient parfois de la confusion. Certains ont expliqué qu'ils avaient du mal à suivre le fil ou ne prêtaient plus attention aux restrictions parce qu'elles changeaient trop souvent.

- Les hôtels de quarantaine : Beaucoup savaient que les voyageurs retournant au Canada par avion devaient passer trois nuits, à leurs frais, dans un hôtel approuvé.
- Le test de dépistage de la COVID-19 avant l'arrivée au Canada : Beaucoup étaient au courant que les voyageurs devaient avoir obtenu un résultat négatif à la COVID-19 dans les 72 heures avant l'embarquement pour le Canada, et que cela n'écourtait aucunement leur quarantaine.
- Les voyages recommandés ou autorisés uniquement à des fins essentielles : La question des restrictions liées aux déplacements essentiels et non essentiels semait la confusion. Certains participants se rappelaient avoir entendu qu'il était fortement déconseillé aux Canadiens de faire des voyages non essentiels vers certains pays, notamment les États-Unis. D'autres croyaient que le gouvernement fédéral interdisait aux Canadiens de quitter le pays ou ne savaient plus très bien quels pays acceptaient les visiteurs canadiens, indépendamment du caractère essentiel ou non du voyage, notant au passage que plusieurs histoires de Canadiens voyageant à l'étranger leur étaient parvenues aux oreilles.
- Des restrictions variables en fonction du statut vaccinal : Quelques participants avaient entendu dire que les restrictions et la durée de la quarantaine seraient bientôt différentes selon que les voyageurs ont reçu les deux doses d'un vaccin approuvé par Santé Canada, une seule dose ou aucune.
- Des restrictions variables en fonction du mode de transport : Quelques participants ont mentionné que l'entrée au Canada par la voie des airs comportait une quarantaine plus longue ainsi qu'un séjour obligatoire de trois nuits dans un hôtel, alors que la traversée de la frontière canado-américaine en voiture n'exigeait pas de quarantaine. Certains savaient également que les vols en

provenance de l'Inde étaient suspendus et que tous les vols internationaux étaient redirigés vers un nombre restreint d'aéroports canadiens.

Par ailleurs, dans leur description des restrictions de voyage actuelles, certains participants ont exprimé de la frustration à l'égard de ce qu'ils percevaient comme des échappatoires ou des inégalités. Les restrictions leur semblaient favoriser les gens qui ont les moyens de faire un séjour dans un hôtel de quarantaine ou qui pourraient se permettre de contourner les restrictions. Certains croyaient également que les personnes possédant la double nationalité canadienne et américaine avaient pu traverser la frontière librement et avaient abusé de ce privilège. En définitive, de nombreux participants croyaient qu'il était assez facile de quitter le Canada, mais que les restrictions compliquaient le retour au pays ou les visites de l'étranger.

Éclaircissements au sujet des restrictions de voyage en vigueur

Pour faciliter la discussion sur les restrictions de voyage en vigueur, nous avons fourni aux participants un certain nombre de détails à leur sujet. La description a été mise à jour au fil du mois, mais les exemples de restrictions qui suivent ont été présentés dans la plupart des groupes :

- L'obligation de présenter un résultat négatif à un test de dépistage de la COVID-19 effectué dans les 72 heures du départ pour le Canada et de se soumettre à un autre test à l'arrivée;
- Pour les voyageurs aériens, un séjour obligatoire de trois nuits à leurs frais dans un lieu d'hébergement (un hôtel) autorisé par le gouvernement en attendant les résultats de leur test à l'arrivée;
- La suspension des vols de passagers et des vols d'affaires en provenance de l'Inde et du Pakistan afin de freiner la propagation des variants de la COVID-19; dans les groupes tenus après que la suspension des liaisons avec le Pakistan a été levée, la description n'a mentionné que l'Inde; et
- L'obligation pour les voyageurs aériens de compléter leur quarantaine de 14 jours, après leur séjour de trois nuits à l'hôtel, dans un lieu de leur choix, conformément à leur plan de quarantaine.

Après avoir pris connaissance des détails ci-dessus, les participants de quatre groupes (Winnipeg, Hamilton, Nouvelle-Écosse et basses-terres continentales de la C.-B.) ont été invités à faire part de leurs réactions. Celles-ci ont généralement varié en fonction du lieu.

Les résidents de Winnipeg et de Hamilton ont eu tendance à se montrer critiques des restrictions, pour diverses raisons. De l'avis de certains, la fermeture des frontières aurait dû avoir lieu il y a belle lurette et les précautions supplémentaires adoptées à ce stade arrivaient trop tard. Une autre opinion voulait que la quarantaine soit inutile compte tenu des tests de dépistage exigés. Certains participants estimaient, par ailleurs, qu'on devait laisser la COVID-19 suivre son cours afin que les populations développent une immunité naturelle; les États-Unis avaient fait ce choix, leur semblait-il, ce qui avait permis une réouverture plus rapide là-bas qu'au Canada. Beaucoup étaient opposés au dépistage obligatoire et à la quarantaine à l'hôtel parce que ces exigences leur semblaient empiéter sur les libertés individuelles. D'autres étaient d'accord sur le fond, mais jugeaient les mesures nécessaires dans ce cas particulier. Quelques participants se demandaient également pourquoi les vols de l'Inde et du Pakistan étaient interdits, mais pas ceux du Royaume-Uni où un nouveau variant était aussi observé.

À l'inverse, les résidents de la Nouvelle-Écosse et des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique étaient plutôt favorables aux restrictions, beaucoup les croyant nécessaires et susceptibles d'être efficaces pourvu qu'on veille à leur application. À cet égard, certains participants trouvaient les restrictions sous-appliquées et trop laxistes. Ils craignaient que l'intervalle de 72 heures entre le moment du test et l'embarquement suffise pour contracter la COVID-19, ou que l'isolement de trois jours à l'hôtel ne soit pas assez long pour garantir que les voyageurs sont exempts du virus.

Opinions quant au moment opportun pour assouplir les restrictions

Nous avons demandé aux participants de quatre groupes (Winnipeg, Hamilton, Nouvelle-Écosse et basses-terres continentales de la C.-B.) à quel moment, selon eux, le gouvernement du Canada devrait alléger ces restrictions. Beaucoup pensaient que la décision devait dépendre des progrès de la vaccination et du moment où l'on jugerait que le pays a atteint l'immunité collective. Pour certains, ce seuil serait franchi lorsque 75 pour cent des Canadiens auraient reçu leur deuxième dose, alors que pour d'autres, ce pourcentage devrait approcher les 80 pour cent; quelques-uns pensaient que cette cible devrait faire l'objet d'une décision par consensus entre médecins.

À l'opposé, un certain nombre de participants tenaient les restrictions pour inefficaces ou superflues et souhaitaient leur retrait immédiat pour le bien de l'économie.

Hôtels de quarantaine

En ce qui concerne les hôtels de quarantaine, les participants devaient se prononcer sur la possibilité que le gouvernement du Canada y mette fin, tout en gardant à l'esprit que les tests de dépistage de la COVID-19 resteraient peut-être obligatoires encore longtemps. Dans l'ensemble, la plupart pensaient que l'isolement obligatoire à l'hôtel pouvait et devrait être aboli sur-le-champ. Cette mesure leur paraissait inefficace pour endiguer la propagation de la COVID-19 et injuste en raison de son coût élevé. Beaucoup se demandaient pourquoi on n'autorisait pas les voyageurs canadiens à effectuer leur quarantaine chez eux ou pourquoi on ne leur en donnait pas le choix.

Les rares participants qui étaient favorables aux hôtels de quarantaine trouvaient important de restreindre ou décourager les voyages afin de contenir la propagation du virus et ses impacts sur le système de santé. Cette exigence ne devrait être éliminée, selon eux, qu'à partir du moment où les capacités du système de soins sont assurées. Quelques-uns ont fait remarquer qu'un séjour de trois nuits n'était pas beaucoup demander et qu'il s'agissait d'une restriction sanitaire raisonnable pour lutter contre la COVID-19. Croyant que le Canada était le seul pays à avoir instauré des hôtels de quarantaine, certains ont suggéré de suivre l'exemple de pays qui réussissent à éviter la propagation liée aux voyages internationaux, et de mettre en œuvre leurs politiques au Canada.

Modification prochaine des restrictions de voyage (résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)

La plupart des participants de ces groupes, tenus après le 9 juin, savaient que des changements aux restrictions de voyage se profilait à l'horizon et que le gouvernement fédéral avait fait une annonce à ce sujet. Même si les détails étaient flous, beaucoup ont pu se rappeler que les voyageurs canadiens n'auraient plus à faire de quarantaine en rentrant au pays. Certains savaient que ces voyageurs seraient toujours tenus de subir un test à leur arrivée. De nombreux participants avaient l'impression que des règles différentes s'appliqueraient aux voyageurs étrangers et aux personnes partiellement vaccinées. Certains avaient également entendu parler de règles distinctes pour les enfants de moins de 12 ans, qui n'étaient pas admissibles à la vaccination.

Pour clarifier les choses, nous avons fourni aux participants les détails de l'annonce la plus récente du gouvernement fédéral, selon la date de la rencontre : les groupes tenus avant le 21 juin ont reçu des renseignements tirés de l'annonce du 9 juin sur la levée des restrictions pour les voyageurs canadiens (citoyens canadiens et résidents permanents) entièrement vaccinés, à compter de juillet; et les groupes tenus après l'annonce du 21 juin ont été informés que ces assouplissements s'appliqueraient également aux voyageurs entièrement vaccinés venant au Canada pour des raisons essentielles.

Dans l'ensemble, les participants voyaient ces modifications d'un bon œil. Elles leur paraissaient sécuritaires, puisqu'elles concernaient les personnes doublement vaccinées, et présentaient l'intérêt de fournir un incitatif à la vaccination tout en permettant aux gens de commencer à retrouver une vie normale. Il a également semblé à certains que ces changements faciliteraient la reprise dans le secteur canadien du tourisme.

Quelques participants de ces groupes craignaient qu'il soit prématuré de lever l'obligation de quarantaine pour les voyageurs entièrement vaccinés et se demandaient si les données concernant les taux de transmission chez les personnes pleinement immunisées étayaient cette décision. Plus communément, les participants des groupes tenus avant l'annonce du 21 juin voulaient savoir quelles restrictions et exigences de quarantaine s'appliqueraient aux voyageurs pleinement vaccinés, mais non visés par les changements (c.-à-d. les voyageurs non canadiens). Certains ont mentionné qu'il serait injuste d'imposer une période de quarantaine à qui que ce soit d'entièrement vacciné.

Quelques participants de ces groupes pensaient qu'aucun Canadien, peu importe son statut vaccinal, ne devrait se voir imposer de quarantaine. Dans leur optique, le gouvernement fédéral n'avait pas à dicter aux citoyens « comment vivre leur vie » et devrait plutôt assouplir sa politique pour laisser les gens reprendre leur vie normale et assumer le niveau de risque qui leur convient.

Outre cela, plusieurs participants se demandaient comment les nouvelles règles s'appliqueraient dans le cas de voyageurs ayant des enfants de moins de 12 ans, ne pouvant donc pas être vaccinés, et si en

fin de compte elles obligeraient les parents ou la famille au complet à se mettre en quarantaine aussi, puisque les jeunes enfants ne pouvaient être laissés à eux-mêmes.

Compte tenu des exceptions aux nouvelles règles et des questions qu'elles soulevaient chez les participants de ces groupes, beaucoup ont conclu qu'elles étaient un peu compliquées. La plupart y voyaient quand même un pas dans la bonne direction, vers un plus juste équilibre, mais de nombreux participants des groupes tenus avant l'annonce du 21 juin trouvaient qu'elles gagneraient à être simplifiées et élargies pour inclure tous les voyageurs vaccinés. Certains croyaient que les changements devraient aussi valoir pour les enfants âgés de moins de 12 ans et non vaccinés. Quelques-uns sont allés jusqu'à affirmer que toutes les mesures de quarantaine devraient être supprimées pour l'ensemble des voyageurs, quel que soit leur statut vaccinal.

Possibilité de raccourcir la période de quarantaine (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination)

Nous avons demandé aux participants des groupes tenus avant l'annonce du 21 juin (et, dans certains cas, avant l'annonce du 9 juin) si les voyageurs entièrement vaccinés devraient être soumis aux mêmes exigences de dépistage et de quarantaine que ceux n'ayant pas été vaccinés. Les opinions ont divergé. Certains participants croyaient que non, d'autres souhaitaient la suppression de toutes ces exigences, et d'autres encore recommandaient de les maintenir, vu les nombreuses inconnues entourant le risque de transmission par des porteurs asymptomatiques.

Les participants des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique, de la région de l'Outaouais, de Windsor et des Prairies (groupes tenus après l'annonce du 9 juin) devaient plus précisément indiquer si les changements prévus aux exigences de quarantaine pour les Canadiens pleinement vaccinés devraient aussi s'appliquer aux non-Canadiens pleinement vaccinés qui entrent au pays. Beaucoup croyaient qu'on devrait laisser tomber la quarantaine, à condition que ces voyageurs aient reçu un vaccin approuvé par Santé Canada, que le dépistage se poursuive et que la recherche de contacts soit effectuée par mesure de prudence.

À nouveau, certains participants n'étaient pas tranquilles à la perspective d'un relâchement de la quarantaine, même pour les voyageurs entièrement vaccinés, puisque ces derniers pouvaient toujours être porteurs de la COVID-19; à ce titre il leur semblait que des mesures de quarantaine restaient nécessaires. Ces participants s'inquiétaient que des voyageurs pleinement vaccinés, mais infectés, propagent le virus parmi des Canadiens vulnérables ou non vaccinés. D'autres ont noté que l'imposition de quarantaines plus longues se traduisait par un surcroît de revenus pour le Canada, ce qui pouvait profiter à l'économie.

Possibilité d'autoriser les voyages non essentiels à destination du Canada (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)

Pour maints participants, la possibilité d'autoriser les voyages non essentiels à destination du Canada ne constituait pas une priorité. Il fallait attendre, selon eux, que de plus nombreux Canadiens soient entièrement vaccinés et que les voyageurs eux-mêmes le soient aussi. Certains souhaitaient voir un bilan des cas plus faible, tant au Canada que dans le pays d'origine des voyageurs, avant la levée des restrictions visant les déplacements non essentiels. Certains participants ont ajouté qu'ils voudraient en savoir plus sur l'efficacité des vaccins face aux nouveaux variants et le taux d'immunité qu'ils procurent.

Quelques participants souhaitaient également qu'on laisse reprendre les voyages non essentiels au Canada avant de donner le feu vert aux voyages non essentiels internationaux. Enfin, quelques autres pensaient que les voyages non essentiels devraient être interdits tant qu'il reste des restrictions sanitaires en vigueur au pays; il leur semblait inacceptable d'admettre des touristes étrangers dans leurs villes et leurs communautés avant qu'eux-mêmes puissent se rassembler à l'intérieur avec des membres de leur propre famille élargie.

Exemptions à la frontière (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination)

En ce qui concerne la possibilité d'accorder des exemptions à certaines catégories de voyageurs, les participants ont émis des opinions légèrement différentes selon le cas de figure.

À la question de savoir s'il y aurait lieu d'instaurer des exemptions pour les ressortissants de pays affichant un taux de vaccination élevé ou un nombre de cas faible, la plupart ont reconnu que ce serait logique. Selon certains, si l'on suspendait les vols de l'Inde et du Pakistan en raison des nombreux cas qui y sont recensés, il paraissait raisonnable d'accueillir les vols en provenance de pays où la situation était plus maîtrisée. D'autres, cependant, estimaient que les exemptions devraient dépendre du voyageur et du fait qu'il soit complètement vacciné ou non, plutôt que des conditions qui prévalent dans son pays d'origine. D'autres encore pensaient que les déplacements internationaux étaient essentiels à la relance de l'économie canadienne et devraient être permis à tous.

Certains participants se sont toutefois montrés plus circonspects. La perspective d'une levée des restrictions les inquiétait, indépendamment du statut vaccinal des voyageurs et de la situation dans leur pays d'origine, car ces personnes pouvaient malgré tout contracter le virus et le propager. Ils considéraient que la santé et la sécurité des Canadiens devaient recevoir la priorité absolue, que le taux de vaccination ici au pays était le critère le plus important et que ce taux devait être plus élevé avant qu'on ouvre les portes aux touristes, afin de protéger la population.

Nous avons ensuite demandé aux participants ce qu'ils diraient d'un scénario où, pour ce qui est des voyages non essentiels au Canada, les frontières seraient ouvertes uniquement aux personnes entièrement vaccinées. Bon nombre d'entre eux étaient ouverts à cette approche et la trouvaient raisonnable. Certains aimaient l'idée de récompenser les gens complètement vaccinés, sachant qu'un taux de vaccination élevé était un indicateur et un objectif clés pour vaincre la pandémie. Cela dit, certains ont insisté sur la nécessité de tenir des tests de dépistage au départ ainsi qu'à l'arrivée des voyageurs au pays afin de minimiser les risques de propagation du virus. Les participants étaient généralement beaucoup plus à l'aise à l'idée d'une approche à deux étapes, exigeant la double vaccination ainsi qu'un test, même s'il subsistait des préoccupations quant au risque de faux négatifs ou de dossiers de vaccination falsifiés. Certains de ces participants souhaitaient qu'un taux de vaccination élevé dans le pays d'origine du voyageur fasse également partie des exigences pour obtenir l'exemption, et quelques autres recommandaient de n'accorder aucune exemption jusqu'à ce que le Canada soit prêt à rouvrir complètement ses frontières.

Enfin, certains pensaient que le taux de vaccination et le nombre de cas dans le pays d'origine des voyageurs restaient un facteur important dans les restrictions à appliquer.

Frontière canado-américaine

Invités à dire ce qu'ils pensaient de rouvrir la frontière entre le Canada et les États-Unis pour les déplacements non essentiels, les participants ont pour la plupart recommandé qu'elle reste fermée pour l'instant et que les voyages ne reprennent qu'une fois toutes les restrictions sanitaires levées au Canada. Les taux d'infection encore élevés aux États-Unis et le risque afférent pour la santé des Canadiens étaient jugés préoccupants, tout comme la difficulté perçue de la recherche de contacts, en particulier auprès d'Américains qui traversent la frontière en voiture. Même s'il s'agissait d'une opinion moins courante, d'autres penchaient pour la réouverture complète et immédiate de la frontière, notamment parce que le taux de vaccination et l'évolution des cas aux États-Unis leur semblaient justifier raisonnablement cette mesure.

Comportements des Canadiens (résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, jeunes adultes du Canada atlantique)

Dans le cadre du plan de réouverture annoncé en juin, le gouvernement du Canada a supprimé l'obligation pour les voyageurs canadiens entièrement vaccinés de passer trois jours dans un hôtel approuvé, mais leur imposait toujours de s'auto-isoler en attendant les résultats de leur test effectué à l'arrivée. Nous avons demandé aux participants dans quelle mesure ils croyaient que les voyageurs

canadiens suivraient ces directives à la lettre. Les avis ont varié, mais la plupart des participants doutaient que tous les voyageurs se plient aux règles. Selon eux, la tentation serait grande de déroger aux exigences de quarantaine en l'absence de surveillance ou de mesures d'application.

Nous leur avons ensuite demandé si le test de dépistage de la COVID-19 devrait toujours être imposé aux voyageurs pleinement vaccinés à leur arrivée au Canada. À nouveau, les réponses ont été partagées. Beaucoup estimaient que le dépistage demeurait important, vu le risque que des voyageurs même doublement vaccinés contractent le virus et le transmettent. Certains croyaient que la décision devait dépendre du nombre de cas enregistrés dans le pays de partance, tandis que d'autres recommandaient d'éliminer le dépistage pour tous les voyageurs entièrement vaccinés. Enfin, quelques-uns réclamaient la levée des exigences de dépistage pour tous les voyageurs, faisant valoir que ces tests n'étaient pas particulièrement fiables ni, par conséquent, utiles.

À ceux qui considéraient le dépistage comme toujours de rigueur, nous avons demandé s'il fallait tenir les tests aux points d'entrée ou si les voyageurs devraient pouvoir les passer dans une pharmacie de quartier. De l'avis de la plupart, les tests devraient être effectués aux points d'entrée, car se rendre à une pharmacie leur paraissait contrevenir à l'exigence de l'auto-isolement et comporter un risque de transmission si jamais ces personnes s'avéraient porteuses du virus. Certains se disaient également qu'elles ne seraient pas toutes en mesure de se présenter dans une pharmacie rapidement. Les rares participants qui privilégiaient le dépistage en pharmacie trouvaient la formule plus pratique pour les voyageurs de retour au pays et pensaient qu'on devait les traiter en adultes responsables qui se feraient tester au moment et à l'endroit voulus.

Pour conclure cette discussion, les participants ont été invités à donner leur avis sur la possibilité d'utiliser des tests rapides aux points d'entrée pour le dépistage des voyageurs pleinement vaccinés et de ne pas exiger la quarantaine lorsque les résultats sont négatifs. Il leur a été précisé que ces tests sont moins précis que les tests de dépistage à l'arrivée actuellement utilisés pour déceler le virus, mais que leur traitement prend quinze minutes. À nouveau, les opinions ont divergé. Certains participants trouvaient ce choix plus commode pour les voyageurs, et peut-être aussi moins coûteux à administrer. D'autres étaient inquiets du compromis que cela représentait sur le plan de la sécurité et appelaient au maintien des tests actuels et des quarantaines afin de réduire les possibilités de propagation.

Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Les participants ont exprimé un éventail d'opinions lorsque nous avons abordé le bilan du gouvernement du Canada en matière de gestion de la pandémie. Dans l'ensemble, toutefois, leurs évaluations ont eu tendance à être plus négatives que positives.

Les moins satisfaits estimaient que le gouvernement fédéral avait contribué aux confinements prolongés et à leurs conséquences préjudiciables en omettant de décréter la fermeture complète des frontières et en prenant du retard dans le déploiement des vaccins. Nombre de ces participants croyaient également que ses dépenses élevées, qui laisseraient au pays une dette colossale à long terme, avaient exacerbé les effets négatifs de la pandémie.

À l'inverse, ceux dont l'évaluation était plus favorable inclinaient à penser que le gouvernement fédéral avait fait de son mieux pour gérer la réponse à la pandémie et pour aider les citoyens et l'économie canadienne à surmonter un défi redoutable et sans précédent. Ces participants ont salué des initiatives clés telles que la Prestation canadienne d'urgence (PCE) et la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE), le rapatriement des Canadiens coincés à l'étranger au début de la pandémie, et ce qu'ils voyaient comme des communications publiques efficaces et soutenues tout au long de la crise.

Indépendamment de l'évaluation globale des participants, toutefois, leurs suggestions ont eu tendance à se recouper lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement fédéral aurait pu faire de mieux dans sa gestion de la pandémie : une approche plus ferme et proactive en ce qui concerne la fermeture des frontières; la création d'un ensemble de politiques nationales cohérentes sur les restrictions, en particulier des politiques imposant des confinements stricts, mais moins longs; une importance accrue accordée aux soutiens à la santé mentale des Canadiens; enfin, un déploiement plus rapide des vaccins.

En ce qui concerne la qualité de la réponse fédérale au fil du temps, les participants ont généralement trouvé que le gouvernement avait fait un meilleur travail au début de la pandémie qu'au cours des derniers mois. Plusieurs raisons sous-tendaient ce point de vue :

- D'après certains, des considérations autres que l'intérêt du pays exerçaient une influence croissante sur certaines décisions et communications du gouvernement fédéral. Ils ont notamment signalé qu'il avait tendance à rejeter le blâme sur les provinces plutôt que d'assumer ses torts.
- Beaucoup avaient l'impression que le gouvernement du Canada, au lieu de tirer les leçons de l'expérience, répétait les erreurs du passé en ce qui concerne, par exemple, les restrictions à la frontière, le déploiement des vaccins et les messages diffusés au public. Certains ont fait allusion aux mesures changeantes relatives aux confinements provinciaux, qu'ils croyaient mises en œuvre par le gouvernement fédéral.
- Dans de nombreuses perceptions, le déploiement des vaccins progressait lentement à cause de difficultés d'approvisionnement initiales, suivies d'inefficacités dans la distribution nationale.
- Plusieurs participants s'inquiétaient de l'absence d'un plan de réouverture concret pour l'ensemble du pays (plan dont la mise en œuvre, à nouveau, leur paraissait relever de la compétence du gouvernement du Canada).

Les quelques personnes selon qui la prestation du gouvernement fédéral n'avait guère varié au fil des mois tendaient à s'en faire une idée un peu négative. Elles ont notamment évoqué les normes et les politiques régionales variables qui avaient caractérisé la réponse à la pandémie jusqu'à présent. À l'instar des participants qui déploraient une baisse de performance du gouvernement du Canada, elles estimaient que celui-ci avait l'autorité requise pour orchestrer une riposte uniforme à l'échelle du pays.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils s'attendaient à ce que la situation sanitaire s'améliore ou s'aggrave, la plupart ont exprimé un certain optimisme, citant les taux de vaccination croissants et la baisse actuelle du nombre de cas. Cela dit, beaucoup ont aussi fait entendre des préoccupations au sujet d'une éventuelle remontée des cas à l'automne, des risques posés par les personnes non vaccinées et de la possibilité que de nouveaux variants apparaissent, contre lesquels les vaccins disponibles seraient moins opérants.

Vaccins contre la COVID-19

Les groupes de parents devaient indiquer s'ils comptaient faire vacciner leurs enfants, maintenant que le vaccin de Pfizer était approuvé pour les enfants de 12 ans et plus. Les avis étaient partagés. Certains parents hésitaient, préférant attendre que plus de données sur les effets à long terme du vaccin aient été réunies. Parmi ceux qui souhaitaient que leurs enfants soient vaccinés, certains leur avaient présenté l'information voulue pour prendre une décision éclairée à ce sujet, tandis que d'autres estimaient que la vaccination des enfants faisait partie de leurs responsabilités parentales.

Dans tous les groupes, lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient des questions au sujet des vaccins contre la COVID-19, ils ont le plus souvent mentionné les effets secondaires de ces produits et l'incertitude entourant leurs conséquences à long terme. Beaucoup souhaitaient avoir accès à des données plus nombreuses sur les réactions indésirables, les types de problèmes rencontrés et leur gravité. C'était tout particulièrement le cas pour les effets à long terme du vaccin sur le

développement des enfants, de nombreux parents trouvant que les études menées auprès des jeunes manquaient.

Les autres questions soulevées relativement aux vaccins avaient trait à ce qui suit :

- Leur développement extrêmement rapide et leur innocuité;
- La question de savoir si le taux de mortalité de la COVID-19 augmentait avec l'apparition de variants plus dangereux; et
- Les raisons pour lesquelles les médecins canadiens opposés à la vaccination n'avaient pas accès, de l'avis de certains participants, au même type de tribune pour exprimer leurs opinions que leurs collègues provaccins.

Nous avons demandé aux groupes de participants qui hésitaient à se faire vacciner si leur position à cet égard avait changé, ou était susceptible de changer avec le temps. Bon nombre ont répondu qu'ils seraient disposés à recevoir le vaccin ultérieurement, si les données confirment l'absence d'effets néfastes importants. Certains ont précisé qu'ils étaient déjà plus enclins à se faire vacciner qu'au début de la campagne, devant le recul du nombre de cas et d'hospitalisations. Les incertitudes entourant l'impact des vaccins sur la grossesse restaient cependant un obstacle pour certaines participantes, qui regrettaient le nombre insuffisant d'études menées sur cette question.

Les participants qui refusaient toujours le vaccin ont souvent invoqué une ou plusieurs des raisons suivantes pour expliquer leur position : leur impression d'une contrainte plutôt que d'un choix; leurs incertitudes concernant les ingrédients des vaccins; et, s'agissant de se protéger contre le virus, leur préférence pour les restrictions comme le port du masque, plutôt que la vaccination.

Vaccination transfrontalière entre Windsor et Detroit (résidents de Windsor)

Plusieurs participants de ce groupe étaient au courant de l'initiative de vaccination transfrontalière entre Windsor et Detroit présentée à l'étude, qui mettrait des doses américaines excédentaires à la disposition des habitants de Windsor. Une fois mieux renseigné sur la question, le groupe a unanimement plébiscité le projet, jugeant logique de faire bénéficier aux résidents d'un accès rapide à des doses qui risquaient sinon d'être inutilisées.

Quelques participants se demandaient néanmoins si les normes de santé et de sécurité des vaccins américains seraient comparables à celles des vaccins déjà obtenus par le Canada, qu'ils recevraient autrement.

Interrogés sur la réaction du gouvernement du Canada à cette idée, les participants tantôt l'ignoraient, tantôt pensaient qu'elle était défavorable. D'après ce que certains avaient cru comprendre, la position du gouvernement était qu'il disposait de suffisamment de doses pour servir l'ensemble de la population et n'avait pas besoin de ce surplus venu des États-Unis. Plusieurs participants étaient mécontents du manque de soutien accordé à l'initiative par le gouvernement fédéral, car ils trouvaient que les Canadiens, eux y compris, n'avaient pas un accès adéquat (ou assez rapide) aux vaccins à l'heure actuelle.

Messages de Santé Canada sur la vaccination des jeunes (parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Les participants de ces deux groupes de parents ont été invités à lire et à commenter deux séries de messages sur la vaccination des jeunes âgés de 12 à 17 ans contre la COVID-19.

Série de messages A

Nous avons commencé par montrer aux groupes la série de messages qui suit :

1. *La COVID-19 peut avoir des conséquences graves chez tous les groupes d'âge, y compris les jeunes, en particulier compte tenu de la circulation des variants de la COVID-19.*
2. *Faire vacciner son enfant contre la COVID-19 est recommandé par plusieurs autorités sanitaires, dont la Société canadienne de pédiatrie.*
3. *Le vaccin approuvé de Pfizer-BioNTech est sécuritaire et efficace pour les enfants.*
 - *Les essais cliniques auprès de jeunes âgés de 12 à 17 ans ont montré qu'il est efficace à 100 % contre la maladie à COVID-19 symptomatique.*
 - *Les essais ont montré que la réponse immunitaire des jeunes de 12 à 15 ans est comparable à celle des jeunes de 16 à 25 ans.*
4. *Santé Canada et l'Agence de la santé publique du Canada surveillent de près l'utilisation du vaccin contre la COVID-19 auprès des jeunes de 12 à 17 ans. Si des préoccupations liées à la sécurité sont observées et confirmées, Santé Canada prendra les mesures qui s'imposent.*

Ces messages ont suscité une vague de réactions négatives, surtout en Alberta. La plupart des participants ont trouvé, en particulier, que les affirmations relatives à la sûreté du vaccin et à son efficacité « à 100 % » étaient simplistes, exagérées et partiales. De l'avis général, cette série de messages ne répondait pas aux préoccupations légitimes qu'on pouvait avoir quant aux effets secondaires et aux conséquences à long terme possibles d'un vaccin qui avait été mis en marché de façon précipitée pour parer à l'urgence et qui, à leur connaissance, était encore largement non testé chez les enfants. D'après la plupart, cette tentative pour les persuader ou les rassurer produisait l'effet inverse. Certains ont ajouté que les messages semblaient sortis tout droit d'une publicité du fabricant.

Plusieurs participants ont trouvé que le message 4 et sa formulation *Si des préoccupations liées à la sécurité sont observées et confirmées* étaient révélateurs de leur malaise à l'égard du vaccin, et ont contesté l'affirmation selon laquelle Santé Canada serait capable de *prendre les mesures qui s'imposent*

après-coup. La myocardite chez les garçons et les jeunes hommes a été citée parmi les préoccupations auxquelles ce message ne répondait pas.

Les réponses ont montré que la plupart des parents composant ces groupes envisageaient l'administration du vaccin aux enfants avec hésitation ou inquiétude. Un seul participant, un résident de Toronto/York, a réagi favorablement aux messages, expliquant qu'il avait communiqué avec son médecin sitôt le vaccin approuvé pour les 12 à 17 ans et, suivant les conseils reçus, avait immédiatement pris rendez-vous pour son enfant. Un autre a indiqué qu'il était indécis, tandis que d'autres encore (notamment tous ceux du groupe de Calgary) demeuraient sceptiques quant à l'innocuité et à l'efficacité du vaccin chez les enfants, autant sinon plus après avoir lu la première série de messages. Somme toute, la prudence leur commandait d'attendre et voir.

Après cette discussion générale visant à recueillir les premières réactions des participants, nous leur avons posé une série de questions sur les messages individuels.

Message 1 : La COVID-19 peut avoir des conséquences graves chez tous les groupes d'âge, y compris les jeunes, en particulier compte tenu de la circulation des variants de la COVID-19.

Nous avons demandé aux participants si la mention des variants les faisait réfléchir à la dangerosité possible de la COVID-19 pour les enfants et les adolescents, et si cela influençait leur attitude à l'égard de la vaccination de leurs enfants. Un seul participant du groupe de Toronto/York a répondu par l'affirmative. Les autres ont noté que la mention des variants ne soulevait pas d'inquiétudes assez vives pour supplanter les réserves qu'ils avaient au sujet du vaccin. Selon certains, l'allusion aux variants dans ce message était encore une « tactique alarmiste » pour essayer de les persuader, et il vaudrait mieux donner plus d'informations aux parents afin qu'ils mènent leurs propres recherches sur le sujet.

Message 2 : Faire vacciner son enfant contre la COVID-19 est recommandé par plusieurs autorités sanitaires, dont la Société canadienne de pédiatrie.

Lorsque nous leur avons posé la question, les participants ont généralement supposé que la Société canadienne de pédiatrie (SCP) était une autorité crédible en la matière, même si peu connaissaient cette organisation. Il reste que, dans bien des cas, cette caution ne semblait pas suffisante pour atténuer les craintes à l'égard du vaccin ou les doutes qu'inspirait le message. Certains participants ont indiqué que la recommandation de la SCP pèserait dans la balance, mais qu'ils souhaiteraient également consulter d'autres spécialistes et sources d'information sur le sujet.

Invités à préciser les autres sources qu'ils voudraient consulter, les participants ont affiché une prédilection pour des instances internationales, par exemple : l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Centre for Disease Control and Prevention (CDC) américain et des organismes du Royaume-Uni ou d'Europe. Plusieurs se sont toutefois empressés d'ajouter qu'aucune autorité sanitaire ne pouvait donner de garanties crédibles, étant donné l'insuffisance des données et des études.

Lorsqu'il a été question des autorités sanitaires canadiennes, notamment Santé Canada, l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) et le Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI), le même type de scepticisme ou d'ambivalence s'est exprimé. Les participants jugeaient tout simplement prématuré pour quiconque d'affirmer que le vaccin est sûr, et beaucoup n'étaient pas convaincus que

le gouvernement fédéral et ses organismes communiqueraient les risques avec honnêteté. Il y avait également une certaine méfiance à l'égard du CCNI (que peu de gens connaissaient, surtout dans le groupe de l'Alberta) et des doutes quant à son indépendance du gouvernement fédéral.

Le sentiment général dans ces groupes était qu'à ce stade, les déclarations institutionnelles au sujet des vaccins devaient être examinées d'un œil critique, peu importe la source. Certains participants ont fait remarquer que les organismes de santé avaient souvent eu tort ou « changé leur fusil d'épaule » au cours de la pandémie. D'autres ont dit qu'ils feraient uniquement confiance à des conseils ou des avis provenant d'un éventail de professionnels sans lien avec le gouvernement ou d'autres institutions.

Message 3 : Le vaccin approuvé de Pfizer-BioNTech est sécuritaire et efficace pour les enfants.

- **Les essais cliniques auprès de jeunes âgés de 12 à 17 ans ont montré qu'il est efficace à 100 % contre la maladie à COVID-19 symptomatique.**
- **Les essais ont montré que la réponse immunitaire des jeunes de 12 à 15 ans est comparable à celle des jeunes de 16 à 25 ans.**

Même si la sécurité venait en tête des préoccupations des parents, aucun n'a trouvé ce message convaincant, sur le fond comme sur la forme. De tous les messages évalués, c'est celui-ci qui a attiré le plus de commentaires négatifs. Certains trouvaient qu'il ressemblait à une publicité du fabricant de médicaments, ce qui lui ôtait toute crédibilité. D'autres lui reprochaient de ne fournir aucune source pour soutenir ses déclarations. Comme nous l'avons vu plus haut, la prétention à une parfaite efficacité mettait la crédulité à rude épreuve étant donné la perception courante selon laquelle le vaccin avait été approuvé de façon expéditive et les données disponibles étaient limitées, surtout en ce qui concerne son administration aux enfants et aux adolescents. Certains ont signalé qu'ils tiendraient en suspicion toute promesse d'efficacité totale, quel que soit le produit ou le médicament : ils y voyaient une exagération des faits pour tenter de les convaincre à tout prix.

Message 4 : Santé Canada et l'Agence de la santé publique du Canada surveillent de près l'utilisation du vaccin contre la COVID-19 auprès des jeunes de 12 à 17 ans. Si des préoccupations liées à la sécurité sont observées et confirmées, Santé Canada prendra les mesures qui s'imposent.

Les participants croyaient volontiers que Santé Canada et l'ASPC surveillaient le vaccin et tout problème lié à son innocuité chez les jeunes. Cependant, certains considéraient que la surveillance en temps réel des effets secondaires et des préoccupations liées à sa sécurité chez les enfants rendait le processus moins sécuritaire et plus proche de l'expérimentation. D'autres ont signalé que ce message contredisait l'affirmation précédente voulant que le vaccin soit efficace à 100 pour cent.

Après l'examen de chaque message, nous avons demandé aux parents de Calgary lequel leur semblait le plus efficace. D'un commun accord, ils ont désigné le message 2, qui évoque l'appui de la Société canadienne de pédiatrie à la vaccination des enfants, avec les réserves citées plus haut. Ils pensaient qu'il serait possible d'améliorer ce message au moyen d'une explication et de données justificatives.

Quelques personnes ont trouvé que le message 1 faisant allusion aux variants et à la gravité possible de la COVID-19 pour tous les groupes d'âge était relativement efficace, car, à la différence des deux autres, il paraissait crédible ou conforme à ce que de nombreuses sources disaient au sujet du virus.

Série de messages B

Nous avons ensuite soumis aux participants une seconde série de messages :

1. *Vous protégez vos enfants chaque jour. Les faire vacciner contre la COVID-19 est un autre moyen de les protéger et de protéger les autres contre la COVID-19.*
2. *Nous voulons tous que nos enfants redeviennent des enfants. En vous faisant vacciner ainsi que vos enfants, vous les aidez à faire un pas de plus pour retrouver ce qu'ils aiment et ce dont ils ont besoin pour leur santé mentale et leur bien-être :*
 - a) *La possibilité de voir des amis et des membres de la famille;*
 - b) *La participation aux activités parascolaires, comme les sports et les jeux;*
 - c) *L'école en personne.*
3. *Parlez à vos enfants et à vos adolescents de l'importance de recevoir le vaccin contre la COVID-19.*
4. *Il est normal d'avoir des questions et des préoccupations. Consultez votre professionnel de la santé au sujet de la vaccination de vos enfants et de vos adolescents contre la COVID-19.*

Les participants ont réagi différemment à cette série de messages en fonction du lieu. Ceux de Toronto/York se sont montrés nettement plus critiques à leur égard comparativement aux messages précédents, tandis que ceux de Calgary leur ont fait meilleur accueil.

Chez les participants de Toronto/York, ces messages ont été vus comme une tentative par le gouvernement de jouer sur leur sentiment de culpabilité et leur inquiétude en tant que parents, au lieu de s'adresser à eux comme à des acteurs rationnels ayant des préoccupations légitimes au sujet du vaccin. Certains croyaient que ces messages mettaient sur le dos des parents les difficultés que leurs enfants avaient vécues, ou auraient encore à vivre, au cours de la pandémie. L'allusion à la santé mentale, jugée déplacée, a particulièrement déplu. Plusieurs participants ont trouvé les messages trop insistants ou maladroits. La plupart des critiques ont semblé se rapporter au message 2, mais elles ont donné le ton à l'évaluation de toute la série, au final peu aimée des participants.

Dans le groupe de Calgary, au contraire, cette deuxième série de messages a davantage obtenu la faveur des parents que la première. Le fait qu'elle mette l'accent sur les bienfaits de la vaccination pour les enfants leur a plu. Les participants de ce groupe ont également été sensibles à son appel à leur fibre parentale et à leur désir de protéger leurs enfants. Ils ont aimé que les messages reconnaissent les difficultés que leurs enfants affrontaient à cause de la pandémie. Ces messages les ont interpellés et, dans certains cas, leur ont paru réconfortants.

Préférence des participants

Dans le groupe de Toronto/York, les parents n'ont aimé ni la première, ni la seconde série de messages. À une exception près, tous ont refusé d'indiquer leur préférence. La seule personne qui a voté a choisi la série de messages A, pour la simple raison qu'elle lui paraissait un peu meilleure que l'autre.

Dans le groupe de Calgary, tous les participants ont opté pour la série B. Outre les commentaires rapportés ci-dessus, ils ont aimé le fait que ces messages les encouragent à discuter avec leurs enfants et leur médecin de famille, et à mener leurs propres recherches afin d'en arriver à une décision éclairée et réfléchie. En comparaison, ils trouvaient que la série A présentait des faits non étayés et hors contexte, et leur disait quoi penser. Certains ont ajouté qu'il serait possible d'améliorer les messages de la série B en indiquant aux parents où se procurer de l'information supplémentaire, par exemple auprès de Santé Canada ou d'organismes provinciaux.

Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux

Questions autochtones (résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)

Pour débiter la discussion, nous avons demandé aux participants quelles étaient les questions autochtones qui selon eux méritaient la plus grande attention du gouvernement fédéral. Ceux-ci ont fourni les réponses suivantes :

- Éduquer les Canadiens sur les peuples autochtones et leur histoire;
- Assurer l'accès à l'eau potable dans les réserves;
- Traiter des enjeux sociaux, comme la violence, le suicide et l'alcoolisme;
- Soutenir la culture et les pratiques autochtones;
- Réviser la *Loi sur les Indiens*, ainsi que la propriété et les droits fonciers;
- Travailler avec les communautés autochtones pour qu'elles parviennent à l'indépendance et à l'autonomie financières; et

- Poursuivre les fouilles sur les sites d'anciens pensionnats pour trouver des tombes.

De tous les enjeux mentionnés, l'éducation était au cœur des préoccupations. Les participants ont souvent évoqué la nécessité de mieux éduquer le public sur les peuples autochtones et leur histoire, et que cela devrait être à l'avant-plan des préoccupations du gouvernement fédéral. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que l'histoire du Canada n'était pas représentée avec exactitude dans le système d'enseignement régulier, en particulier.

Lorsque nous leur avons demandé quelle importance le gouvernement fédéral devrait accorder aux questions autochtones comparativement aux autres enjeux, la plupart des participants s'entendaient pour dire qu'elles devraient avoir une priorité élevée. Bon nombre d'entre eux croyaient qu'à plusieurs égards, les peuples autochtones au Canada étaient privés de leurs droits fondamentaux et méritaient les mêmes droits et les mêmes protections qu'on accordait aux autres Canadiens en tant que citoyens d'un pays hautement développé. Quelques participants ont tout particulièrement critiqué la *Loi sur les Indiens* qu'ils ont décrite comme étant discriminatoire. La plupart ont mentionné que le gouvernement fédéral avait un impératif moral à traiter les questions autochtones et les préoccupations qu'ils avaient identifiées.

Certains participants ont exprimé leur déception à l'idée qu'il aura fallu des événements tragiques, comme la découverte de tombes non identifiées sur le site d'un ancien pensionnat, pour mobiliser le soutien du public pour une action plus significative.

Attention du gouvernement du Canada sur les questions autochtones

Interrogés à savoir si le gouvernement du Canada accordait suffisamment d'attention aux questions autochtones, les participants avaient des opinions partagées, mais la plupart s'entendaient pour dire qu'il faudrait en faire plus.

Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral ne portait pas une attention constructive suffisante aux questions autochtones. Certains ont qualifié son approche de réactionnaire plutôt que proactive. D'autres estimaient qu'il n'avait pris aucune mesure concrète ou avaient l'impression qu'il était trop centré sur les torts du passé, au détriment des enjeux actuels. Plusieurs s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral n'en avait pas fait assez pour résoudre les problèmes d'eau potable. En revanche, les participants de l'Atlantique ont mentionné un enjeu récent touchant la qualité de l'eau à Shubenacadie Grand Lake à Halifax, lequel avait rapidement été réglé par le gouvernement provincial dès qu'il était apparu.

D'autres participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral portait une attention suffisante aux questions autochtones, et la plupart estimaient qu'il était généralement sur la bonne voie. Toutefois, ces derniers croyaient quand même qu'il faudrait en faire davantage pour faire les grands changements requis. Plus particulièrement, un certain nombre de ces participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral se devait d'améliorer la qualité de son discours avec les communautés et les leaders autochtones, et de collaborer de façon plus constructive avec eux.

Bien qu'un certain nombre de participants aient reconnu les efforts du gouvernement fédéral pour offrir un soutien financier aux communautés autochtones, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que ce financement était insuffisant, compte tenu du manque persistant d'accès à l'eau potable et d'éducation, ou de justice sociale et légale. Dans ce contexte, d'autres s'inquiétaient des dépenses du gouvernement du Canada pour les questions autochtones, étant donné l'absence de résultats.

Même si personne ne croyait que le gouvernement fédéral porte une trop grande attention aux questions autochtones, certains ont exprimé une certaine crainte à discuter de ces enjeux, sous prétexte que ceux-ci avaient inutilement divisé la population, sans qu'on parvienne à régler les problèmes sous-jacents. D'autres étaient fatigués des nouvelles dans les médias et des problèmes qu'ils considéraient comme étant extrêmement négatifs. Certains ont insisté sur le fait que les questions autochtones qui retenaient l'attention étaient surtout des problèmes, déformant ainsi la réalité. Néanmoins, quelques participants ont admis ne pas être aussi engagés ou au courant des questions autochtones qu'ils devraient l'être.

Initiatives du gouvernement du Canada pour soutenir les peuples autochtones

Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils savaient des récentes actions du gouvernement du Canada pour traiter des questions autochtones, les participants ont admis qu'ils étaient très peu au courant et la plupart n'ont pas été en mesure de citer des exemples précis, en particulier les jeunes adultes du Canada atlantique.

Les participants étaient peu nombreux à avoir entendu parler de l'initiative du gouvernement du Canada visant à instaurer une Journée nationale de la vérité et de la réconciliation et en faire un jour férié. Comme nous l'avons mentionné précédemment, cette annonce a été généralement bien reçue par les participants au Québec et à Toronto. Bien qu'ils aient vu d'un bon œil cette initiative, les participants se sont empressés de dire qu'il faudrait en faire beaucoup plus.

Pour approfondir la discussion, nous avons présenté aux participants une liste des récentes initiatives du gouvernement du Canada visant à soutenir les communautés autochtones, comme celles-ci :

- *L'annonce de 1,5 milliard de dollars supplémentaires pour terminer le travail visant à **lever tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable**. Ce montant s'ajoute aux 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget. Depuis l'automne 2015, 108 avis ont été levés, et il y en a 51 actuellement en vigueur.*
- *La mise en œuvre d'une série d'actions en réponse aux conclusions de **l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées**, y compris un soutien accru en matière de santé et de services aux victimes, un soutien financier au Bureau national des normes et pratiques d'enquête de la GRC, et une ligne de soutien en cas de crise pour les personnes touchées par la disparition et l'assassinat de femmes et de filles autochtones.*
- *Le dépôt d'un projet de loi visant à mettre en œuvre la **Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA)**. Ce projet de loi obligera le gouvernement à fournir un cadre aux ministères pour donner aux Premières Nations un rôle conjoint dans la prise de décisions sur les actions qui affectent leurs vies, leurs terres, leurs familles et leurs cultures.*

- *Sur les 33,8 millions de dollars affectés en 2019 à des projets destinés à la recherche des enfants décédés dans les **pensionnats**, les 27 millions de dollars restants ont récemment été débloqués pour les communautés autochtones afin qu'elles puissent financer des fouilles sur les sites d'anciens pensionnats, des monuments commémoratifs, et d'autres formes de commémoration permettant de marquer les tombes.*

Nous avons ensuite demandé aux participants de choisir les initiatives qui auraient, selon eux, le plus d'impact. Des quatre présentées, ce sont les deux initiatives suivantes qui ont reçu le plus d'appui :

- *Un financement supplémentaire pour mettre fin à tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable. Ceux qui ont choisi cette initiative s'entendaient pour dire qu'elle était primordiale. La plupart ont indiqué que l'accès à l'eau potable était un besoin essentiel et un droit fondamental pour tous les Canadiens. Certains l'ont préféré aux autres parce qu'ils voyaient des problèmes avec la formulation et les descriptions de celles-ci. Ces participants ont suggéré de reformuler certaines descriptions pour les clarifier, étant donné les sommes dépensées et qui représentaient un point de friction pour certains. Dans le même ordre d'idées, quelques-uns se sont dits moins favorables à cette initiative du gouvernement fédéral qui a pour but de régler les problèmes d'eau potable. Ils ont évoqué les annonces antérieures dans ce sens et le fait que le gouvernement continue d'affirmer qu'il affectera des montants importants pour régler le problème, sans toutefois obtenir de résultats tangibles.*
- *Le dépôt d'un projet de loi visant à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Les participants qui ont choisi cette initiative ont aimé l'idée de l'engagement à collaborer avec les peuples autochtones et croyaient qu'il était essentiel pour ceux-ci d'être des partenaires à part entière et actifs dans les décisions qui concernent leur vie, leurs terres, leurs familles et leurs cultures. Certains étaient également d'avis que cette initiative aurait un effet d'entraînement qui influencerait positivement les résultats des autres initiatives en s'assurant que les leaders et les communautés autochtones jouent un rôle de premier plan dans leur mise en œuvre.*

À la question à savoir si ces récentes initiatives avaient changé leur impression de la façon dont le gouvernement fédéral traitait les questions autochtones, certains se sont montrés positifs, mais la plupart sont demeurés ambivalents. Ces derniers avaient l'impression que, bien qu'importantes, ces initiatives n'étaient pas aussi louables puisqu'elles étaient attendues depuis longtemps. Certains étaient déçus du temps qu'il fallait au gouvernement du Canada pour répondre aux besoins en matière d'eau potable, vu le caractère fondamental de l'accès à cette ressource pour la santé et le bien-être de toute population. La plupart des participants doutaient que ces initiatives aient un réel impact et ont jugé que l'approche adoptée était superficielle, comme ce fut le cas dans le passé.

Un certain nombre de participants ont également exprimé des inquiétudes quant au financement. Quelques-uns craignaient que les fonds soient mal dépensés. D'autres se sont empressés de dire que pour être efficace, le financement devait être affecté à des politiques et des programmes conçus avec soin. Même si certains ont dit apprécier le montant du financement alloué aux initiatives liées à l'eau potable, d'autres croyaient que si le problème touchait une population non autochtone, il serait rapidement réglé sans qu'on fasse mention des coûts.

Malgré un certain scepticisme, la majorité des participants étaient favorables à ces initiatives et croyaient qu'on pouvait atteindre des résultats constructifs et durables en mettant le temps et les efforts nécessaires, surtout si le gouvernement fédéral veillait à ce que les Autochtones assument un rôle de leadership actif. À cet égard, certains s'inquiétaient de ce qu'ils considéraient comme un manque de représentation autochtone au sein du gouvernement fédéral.

Se rappelant leur discussion précédente au sujet des priorités qui devraient être celles du gouvernement fédéral, un certain nombre était d'avis que l'éducation publique – en particulier les programmes scolaires destinés aux enfants (qui selon eux sont de compétence fédérale) – était absente de la liste des récentes initiatives. Bien que plus rares, certains se sont demandé ce que faisait le gouvernement pour s'assurer que des recours judiciaires soient disponibles pour les personnes autochtones et leurs familles victimes de discrimination ou de services inéquitables, ou ce qu'il avait fait récemment pour promouvoir la culture autochtone ou s'attaquer aux problèmes comme le suicide.

Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les actions que le gouvernement du Canada devrait prendre pour traiter des questions autochtones, les participants ont mentionné ce qui suit :

- tenir compte des suggestions des communautés autochtones sur des questions qui les concernent;
- en apprendre davantage sur la culture autochtone pour pouvoir mieux répondre à leurs besoins;
- tenir les institutions (comme les églises et le gouvernement fédéral) responsables de leurs actions; et
- être davantage à l'écoute des leaders autochtones au sein du gouvernement pour tout ce qui concerne les questions touchant les peuples autochtones.

Quelques participants croyaient qu'il n'était pas constructif ni raisonnable de remplacer les noms des institutions pour supprimer la référence aux anciens dirigeants responsables des pensionnats, par exemple. Certains étaient d'avis que cela ne ferait que compromettre l'intégrité du gouvernement fédéral.

Avant toute chose, les participants ont insisté sur le fait qu'il était essentiel pour le gouvernement fédéral d'être à l'écoute des communautés autochtones et de répondre à leurs besoins d'une manière collaborative et inclusive. En particulier, plusieurs ont mentionné que ce dernier devrait éviter d'utiliser le financement comme solution unique pour résoudre des problèmes complexes et qui exigent un engagement profond et honnête auprès des communautés autochtones pour déterminer la ligne de conduite la plus efficace.

Enjeux locaux (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de Windsor, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Industries et secteurs les plus importants

Winnipeg (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Voici les réponses formulées le plus souvent par des participants de Winnipeg quand nous leur avons demandé quels étaient les industries et les secteurs les plus importants de leur région :

- l'hydroélectricité;
- l'élevage;
- le bois d'œuvre;
- les mines de nickel;
- la fabrication; et
- la construction et les infrastructures.

En ce qui concerne les industries et les secteurs de la région ayant le plus besoin d'aide, les participants ont cité le secteur du tourisme et de l'hébergement et les petites entreprises, de façon plus générale, compte tenu des répercussions négatives que les fermetures et restrictions en raison de la COVID-19 avaient eues sur celles-ci. Beaucoup pensaient que le gouvernement fédéral devait soutenir davantage ces entreprises pour les aider à survivre durant la pandémie.

Nouvelle-Écosse (parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans)

En Nouvelle-Écosse, les participants estimaient que la construction navale, la pêche et le secteur forestier étaient les industries les plus importantes de leur région, tout comme le tourisme et l'hébergement.

À la question visant à savoir quels industries et secteurs avaient le plus besoin d'aide, les participants ont de nouveau mentionné le tourisme et l'hébergement, à la lumière de l'impact de la COVID-19 sur ce secteur. Ils ont cité les croisiéristes, en particulier, non seulement parce qu'ils avaient été durement touchés, mais également en raison de leur importance dans l'ensemble du secteur. Le deuxième secteur nommé dans ce groupe est celui des arts et de la culture. De rares participants ont souligné que les organismes de ce secteur avaient déjà besoin d'un soutien avant la pandémie et que les restrictions liées à la COVID-19 n'avaient fait qu'aggraver leurs problèmes.

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada avait fait jusqu'à présent pour aider ces secteurs, les participants ont cité le soutien offert aux petites entreprises tout au long de la pandémie, comme les subventions, l'allègement du loyer et la subvention salariale. Cependant, aux yeux de nombreux participants, ce soutien n'était pas suffisant pour permettre aux entreprises confrontées aux difficultés persistantes occasionnées par la pandémie de se maintenir à flot.

Basses-terres de la Colombie-Britannique (C.-B.) (résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans)

Les participants de cette région jugeaient que les industries et les secteurs suivants y étaient les plus importants :

- l'industrie cinématographique;
- le tourisme et l'hébergement;
- l'aménagement immobilier et des terrains; et
- l'éducation, surtout celle de niveau postsecondaire.

Interrogés à propos des industries et des secteurs qui avaient le plus besoin d'aide, ces participants ont également répondu en tenant compte de la pandémie et cité le tourisme et l'hébergement comme secteur devant être soutenu en priorité. Quelques participants ont indiqué que l'industrie de l'aménagement de terrains éprouvait aussi des difficultés et avait besoin d'aide. Appelés à dire si le gouvernement du Canada avait fait quoi que ce soit pour venir en aide à ces industries et secteurs, les participants ont souligné l'allègement de loyer et la subvention salariale offerts pendant la pandémie de COVID-19. Certains ont en outre mentionné l'aide financière dans le secteur de l'éducation postsecondaire.

Windsor (résidents de Windsor)

Au sein du groupe de Windsor, les participants ont dressé une longue liste d'industries et de secteurs d'importance dans leur région, lesquels se rapportaient le plus souvent aux domaines de l'industrie automobile, de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, du tourisme et de l'hébergement et des organismes sans but lucratif.

Questionnés sur les industries et secteurs qui avaient le plus besoin d'aide selon eux, les participants estimaient qu'il fallait soutenir en premier lieu les petites entreprises, le tourisme et l'hébergement ainsi que les organismes sans but lucratif, compte tenu des restrictions liées à la pandémie.

Calgary (parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

De l'avis des participants de Calgary, c'est l'industrie pétrolière et gazière qui était la plus importante pour leur région. Ils ont aussi cité les transports, la fabrication de produits alimentaires, l'agriculture, la santé de même que le tourisme et l'hébergement.

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient d'après eux les industries et les secteurs qui avaient le plus besoin d'aide, à l'instar de ceux des autres groupes, les participants de Calgary ont fait mention de la pandémie et des répercussions qu'elle a eues sur le tourisme et l'hébergement. Ils ont également nommé le secteur de la santé, dont les lacunes avaient été mises en lumière et accentuées par la pandémie selon plusieurs. Par ailleurs, selon les participants, l'éducation et la gestion de la chaîne d'approvisionnement étaient deux autres secteurs de l'économie qui avaient été touchés par la pandémie. Dans un autre ordre d'idée que la COVID-19, les participants pensaient aussi que le secteur pétrolier et gazier avait besoin d'être soutenu par le gouvernement fédéral, compte tenu de la transition du gouvernement du Canada vers des sources d'énergies renouvelables et plus durables. Puisque le gagne-pain de beaucoup de résidents de la province dépendait de cette source d'énergie traditionnelle, les participants pensaient que la province devait bénéficier d'un soutien du gouvernement fédéral pour l'aider à réorienter ces travailleurs dans une nouvelle industrie.

Invités à préciser ce que le gouvernement du Canada avait fait pour appuyer les secteurs susmentionnés, les participants ont reconnu que du soutien avait été offert, mais une majorité d'entre eux le jugeaient insuffisant. Beaucoup réclamaient des investissements supplémentaires du gouvernement fédéral dans la santé et les transports ainsi que d'autres politiques ou lois pour protéger ces deux secteurs d'importantes compressions des dépenses. Les participants souhaitaient particulièrement un soutien accru de la part du gouvernement fédéral pour aider l'Alberta à passer d'une économie qui dépend du pétrole et du gaz à une économie davantage axée sur des sources d'énergies durables et renouvelables. Plusieurs participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour former les Albertains afin qu'ils puissent occuper de nouveaux emplois, de manière à mettre fin progressivement et efficacement aux activités du secteur pétrolier et gazier. De nombreux participants pensaient par ailleurs que le gouvernement fédéral et la province devaient mieux harmoniser leurs objectifs, dans le but de faire progresser de façon responsable et raisonnable les efforts visant à délaissier graduellement le pétrole et le gaz.

Enjeux locaux (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Nous avons demandé aux participants de plusieurs groupes quelles étaient les principales préoccupations locales dans leur région. Les réponses étaient propres à chacune des régions, mais certains enjeux communs sont ressortis. Ils se rapportaient surtout au manque de logements abordables et à l'itinérance ainsi qu'aux difficultés auxquelles les petites entreprises ont fait face à cause des restrictions et des fermetures occasionnées par la pandémie.

Winnipeg (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Les participants du groupe de Winnipeg ont formulé un vaste éventail d'enjeux et de préoccupations, dont les suivants : la piètre qualité de l'infrastructure routière, les taux élevés de criminalité, les logements inabordables, la crise de la méthamphétamine, l'itinérance, le sous-financement des hôpitaux, le personnel hospitalier insuffisant et le racisme, vu comme endémique dans leur région.

Hamilton (résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans)

À Hamilton, de nombreux participants considéraient le manque de logements abordables et le problème connexe d'embourgeoisement comme les enjeux locaux les plus pressants. La fermeture des petites entreprises et ses répercussions sur la santé mentale et le bien-être constituaient aussi un problème de taille dans la région de Hamilton selon eux, tout comme l'itinérance et l'écart qui se creusait entre les revenus stagnants et le coût de la vie, qui ne cessait d'augmenter.

À la question visant à savoir si le gouvernement du Canada avait fait quoi que ce soit pour aider à lutter contre les enjeux ci-dessus, les participants supposaient que oui, mais ont fourni peu de précisions. Certains croyaient que le gouvernement fédéral avait financé des services de soutien en santé mentale offerts par les travailleurs sociaux en milieu hospitalier. Sinon, de rares participants peinaient à distinguer les responsabilités de la province de celles du gouvernement fédéral de sorte qu'il leur était difficile de répondre à la question.

Nouvelle-Écosse (parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Les participants de la Nouvelle-Écosse ont abordé davantage les problèmes économiques engendrés par les restrictions et les fermetures nécessaires pour gérer la pandémie et les répercussions qu'elles ont eues sur le secteur du tourisme et de l'hébergement et les petites entreprises. Quelques participants ont mentionné que les magasins à grande surface avaient pu rester ouverts alors que de nombreuses petites entreprises avaient été contraintes de fermer, une situation désavantageuse pour les propriétaires de petits commerces de la Nouvelle-Écosse. L'itinérance visible, le fort taux de chômage, le manque de logements abordables et l'infrastructure routière étaient également considérés comme des enjeux locaux importants en Nouvelle-Écosse.

Calgary (parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Les participants du groupe de Calgary ont mis de l'avant toutes sortes d'enjeux propres à leur région, y compris les problèmes relatifs à un nouveau programme d'études, les préoccupations des usagers du réseau local de transport en commun, l'insatisfaction à l'égard de la façon de communiquer de la police de Calgary et le manque de réseaux de soutien pour les toxicomanes et les sans-abri.

Défis en matière d'infrastructures (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de Windsor)

Questionnés à cet égard, les participants des groupes susmentionnés s'entendaient pour dire que les problèmes d'infrastructure étaient une priorité absolue.

Les participants de plusieurs régions ont soulevé, entre autres, le besoin d'améliorer les routes et les autoroutes, d'élargir les réseaux de transport en commun et d'offrir plus de logements abordables, parmi d'autres enjeux.

Par ailleurs, plusieurs participants des groupes ont fait part de défis en matière d'infrastructures, dont les suivants :

- Ceux de Winnipeg se préoccupaient de l'entretien en temps opportun des usines de traitement de l'eau.
- Les participants de Hamilton ont parlé de la nécessité d'agrandir l'aéroport local.
- En Nouvelle-Écosse, les participants étaient insatisfaits des services Internet et réclamaient de nouveaux investissements pour renouveler ou mettre à niveau l'infrastructure haute vitesse.
- Le groupe des basses-terres de la C.-B. réclamait un soutien accru du gouvernement fédéral sur le plan des logements sociaux pour lutter contre le problème grandissant de l'itinérance.
- Enfin, les participants de Windsor souhaitaient quant à eux que les réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable, les services Internet et l'infrastructure connexe ainsi que l'accès des consommateurs à de l'électricité à moindre coût soient améliorés.

Projet de train léger sur rail de Hamilton (résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans)

Invités à dire s'ils avaient entendu parler du financement du projet de train léger sur rail de Hamilton annoncé récemment par le gouvernement du Canada, de rares participants étaient au courant de l'initiative. Après avoir obtenu des renseignements supplémentaires, plusieurs participants se sont dits en désaccord avec le projet, estimant que cet argent devrait servir à d'autres fins, par exemple à résoudre la crise du logement, dans le but d'aider un plus grand nombre de personnes, puisque le projet de transport en commun ne bénéficierait selon eux qu'aux gens habitant aux extrémités des lignes du réseau de transport.

Tunnel George-Massey (résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans)

Nous avons demandé aux participants des basses terres de la C.-B. s'ils avaient lu ou entendu quelque chose à propos de la possibilité que le tunnel George-Massey soit remplacé par un nouveau tunnel ou un nouveau pont. Plusieurs participants connaissaient l'initiative et la plupart y étaient très favorables, car, de l'avis général, il était grand temps de moderniser et d'améliorer le réseau routier. Les

participants ont ajouté que les régions à proximité de l'autoroute se développaient rapidement et qu'un agrandissement de l'infrastructure routière s'imposait pour réduire la congestion routière et améliorer la sécurité.

Logement (résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination)

Les questions du logement et du marché de l'habitation ont été débattues au sein de plusieurs groupes. Elles ont été citées spontanément dans divers groupes, maints participants considérant les logements inabordables et la flambée des prix des logements à louer ou à vendre comme des préoccupations locales pressantes dans leur région.

Dans l'ensemble des groupes où le sujet a été abordé, les participants croyaient que les prix des logements avaient augmenté dans la dernière année. Selon la majorité, cette situation avait des effets néfastes sur le coût de la vie dans leur région et la flambée des prix devenait de plus en plus insoutenable aux yeux de nombreux participants. Certains ont révélé avoir quitté des métropoles comme Toronto et Vancouver pour se loger à un coût plus abordable dans de petites villes, mais que celles-ci étaient également aux prises avec une hausse des prix. En outre, hormis la question des prix, plusieurs ont mentionné qu'il était de plus en plus difficile de trouver des maisons à vendre.

À leur avis, l'augmentation des prix et la rareté des maisons à vendre se répercutaient sur les locataires, en engendrant une demande accrue de logements à louer et des loyers plus élevés. D'après certains, cela compliquait encore plus la tâche des acheteurs potentiels d'une première habitation qui tentaient d'amasser une mise de fonds.

Chez la plupart des participants, l'achat d'une maison était une priorité, et ce, pour différentes raisons. Certains voulaient une maison où ils auraient de l'espace pour élever une famille. D'autres ont mentionné la sécurité financière et le rendement de l'investissement offerts par l'accession à la propriété.

Les sentiments étaient partagés au sein des participants quant à savoir s'ils pourraient un jour acheter une maison. Plusieurs s'attendaient à en acquérir une à un moment donné, mais sûrement pas avant

quelques années, le temps de mettre suffisamment d'argent de côté pour une mise de fonds. Ceux qui doutaient de pouvoir acheter une maison ont quant à eux nommé la hausse des prix comme facteur prohibitif. Enfin, pour certains, l'achat d'une maison constituait une étape importante de leur plan de vie et ils envisageaient avec déception la perspective de ne pas accéder à la propriété, y voyant un échec important.

Connaissance des initiatives du gouvernement du Canada en matière de logement

En général, les participants connaissaient peu les initiatives du gouvernement du Canada relatives au logement, même si plusieurs avaient eu vent de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété offert par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). De ce nombre, certains jugeaient insuffisant le soutien offert aux acheteurs potentiels dans le cadre du programme, compte tenu des coûts élevés qu'implique l'achat d'une maison. Par ailleurs, des participants étaient également au courant du Régime d'accession à la propriété et du test de résistance des prêts hypothécaires.

Initiatives du budget de 2021 en matière de logement

Après une discussion sur la situation générale du marché du logement au Canada, nous avons montré aux participants la liste suivante d'objectifs relatifs aux logements contenus dans le budget fédéral de 2021 :

- *Accélérer la création de nouvelles unités et réparer des unités existantes;*
- *Appuyer les coûts de construction, de réparation et d'exploitation d'environ 560 logements de transition et places en refuge pour les femmes et les enfants fuyant la violence; et*
- *Appuyer la conversion des locaux commerciaux vacants (p. ex. locaux de commerce de détail et espace à bureaux) en logements locatifs.*

Les réactions par rapport à ces éléments du budget étaient partagées. Plusieurs participants se disaient en faveur de ce genre d'initiatives et d'engagements de la part du gouvernement fédéral. Selon eux, ces objectifs constituaient de bonnes idées et certains voyaient dans la conversion des locaux commerciaux vacants une solution créative aux pénuries de logements. Les engagements pris leur semblaient toutefois trop vagues ou trop modestes. Par exemple, de nombreux participants trouvaient que 560 logements de transition et places en refuge étaient insuffisants pour s'attaquer véritablement à l'insécurité sur le plan du logement des femmes et des enfants qui fuient la violence au pays.

Parmi les participants qui ont mal accueilli les initiatives, ils étaient nombreux à penser que les engagements du gouvernement fédéral manquaient d'ambition et étaient loin de suffire pour régler les problèmes de logement à l'échelle du pays, compte tenu de leur ampleur. D'autres n'appuyaient pas ces initiatives par principe, les associant à une ingérence du gouvernement dans le marché de l'habitation qui leur apparaissait inappropriée. Certains de ces participants s'opposaient tout particulièrement à l'idée de convertir des locaux commerciaux et voulaient savoir comment cette initiative serait mise en œuvre et à quels locaux commerciaux elle s'appliquerait.

Lorsque nous leur avons explicitement demandé s'ils pensaient que les initiatives ci-dessus aideraient à combler les besoins de logements, la plupart des participants en doutaient, pour les raisons mentionnées précédemment. Selon quelques-uns, ce n'était pas la première fois que le gouvernement prenait de tels engagements sans tenir ses promesses.

Nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que la création de nouveaux logements locatifs aurait une incidence sur les personnes qui souhaitent acheter une habitation. La plupart n'établissaient pas de lien direct entre les deux, et ne voyaient pas comment un plus grand nombre de logements locatifs pouvait influencer sur le prix d'une propriété. De l'avis de certains, des logements locatifs supplémentaires contribueraient à faire baisser les loyers, ce qui, à long terme, pourrait aider les acheteurs potentiels à amasser plus facilement une mise de fonds. En revanche, d'autres craignaient que la création de nouveaux logements locatifs ne fasse qu'aider les propriétaires à acquérir d'autres habitations, sans permettre à plus de personnes d'accéder à la propriété, voire qu'elle risque d'avoir un effet haussier sur les prix.

Imposition d'une taxe sur l'utilisation improductive des logements canadiens

Quelques participants avaient eu vent des projets du gouvernement du Canada visant à taxer l'utilisation improductive des logements canadiens par des propriétaires étrangers non résidents (nous avons précisé aux participants que cette initiative était parfois qualifiée de « taxe sur les acheteurs étrangers » dans les médias), mais la plupart n'en avaient pas entendu parler.

Pour stimuler la discussion, la description suivante a été fournie aux participants :

Le budget propose également une taxe nationale annuelle de 1 % qui s'appliquerait sur la valeur des biens immobiliers résidentiels considérés comme vacants ou sous-utilisés appartenant à des propriétaires étrangers non résidents. Le gouvernement fédéral estime que cette taxe pourrait augmenter les recettes fédérales de 700 millions de dollars sur quatre ans, à compter de 2022-23. En vertu de cette taxe, tous les propriétaires, autres que les citoyens canadiens ou les résidents permanents du Canada, devront produire une déclaration concernant l'utilisation actuelle du bien. Des sanctions importantes seront imposées à ceux qui ne le feront pas.

La majorité des participants étaient favorables à cette taxe. Plusieurs la considéraient comme un moyen pour le gouvernement du Canada d'augmenter ses recettes tout en luttant contre le fléau des habitations vacantes ou sous-utilisées. Certains doutaient de l'effet de cette taxe sur l'utilisation des biens immobiliers, surtout à court terme, tandis que d'autres espéraient qu'elle mette fin aux achats à des fins spéculatives ou incite les propriétaires étrangers à permettre la location à long terme de ces biens. De plus, beaucoup estimaient que la taxe pourrait aider à accroître le nombre de logements disponibles, si elle poussait les propriétaires étrangers de biens immobiliers vacants ou sous-utilisés à les vendre.

Certains ont soulevé des préoccupations quant à la façon dont de tels biens seraient définis ou s'interrogeaient sur l'utilisation qui serait faite des recettes tirées de la taxe, se demandant si la population canadienne en général en profiterait, comme il se doit selon eux.

Dans les groupes tenus à l'extérieur des grandes villes, une majorité estimait que cette taxe aurait un impact plus important sur les marchés immobiliers de métropoles comme Toronto, Montréal et Vancouver qu'au sein de leur collectivité.

Test de résistance des prêts hypothécaires

Nous avons demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu quelque chose au sujet du nouveau test de résistance des prêts hypothécaires. Certains connaissaient cette initiative, mais peu de participants se souvenaient de détails précis. Parmi ceux qui ont pu fournir des précisions, quelques-uns pensaient que les nouvelles règles visaient à resserrer les conditions d'admissibilité à un prêt hypothécaire.

Pour faciliter la discussion, nous avons montré aux participants une brève description des nouvelles règles applicables aux prêts hypothécaires. Deux versions légèrement différentes du texte ci-dessous ont été présentées, mais elles avaient sensiblement le même sens. Le texte suivant a été fourni dans la plupart des groupes (l'autre version figure en annexe).

En date du 1^{er} juin 2021, le Bureau du surintendant des institutions financières du gouvernement du Canada a resserré les règles relatives au test de résistance des prêts hypothécaires pour les acheteurs de maison ayant des prêts hypothécaires assurés et non assurés (prêts hypothécaires résidentiels avec une mise de fonds de 20 % ou plus). Le taux admissible minimal pour les prêts hypothécaires non assurés est maintenant passé au taux contractuel majoré de deux points de pourcentage ou à 5,25 %, selon le plus élevé des deux taux.

Auparavant, tout acheteur dont la mise de fonds sur une habitation était inférieure à 20 % du prix d'achat devait montrer qu'il serait en mesure d'effectuer ses paiements hypothécaires si le taux d'intérêt était de deux points de pourcentage plus élevé que ce que la banque lui proposait, ou s'il était équivalent au taux de référence de cinq ans publié par la Banque du Canada, actuellement de 4,79 %, selon le plus élevé des deux taux.

Ce changement a suscité des réactions surtout positives, car beaucoup le considéraient comme une protection nécessaire pour les propriétaires. Certains y voyaient un moyen de limiter l'accès à des hypothèques et des prêts sans hausser les taux d'intérêt. Selon d'autres, la hausse rapide des frais de logement découlait en partie de la faiblesse des taux d'intérêt et ils pensaient que les nouvelles règles en matière de prêts hypothécaires aideraient peut-être à refroidir le marché. Pour plusieurs, les nouvelles règles permettraient d'éviter que des acheteurs potentiels s'endettent trop et ne puissent rembourser leurs dettes dans l'immédiat et si leurs finances personnelles changeaient soudainement.

Les participants qui n'aimaient pas les nouvelles règles applicables aux prêts hypothécaires pensaient qu'elles créeraient de nouveaux obstacles à l'accession à la propriété, qui la rendraient encore plus difficile qu'avant. Parmi ces derniers, quelques-uns reconnaissaient toutefois que les nouvelles règles aideraient à empêcher d'éventuels acheteurs de contracter un prêt hypothécaire qu'ils n'ont pas nécessairement les moyens de rembourser.

De nombreux participants estimaient que ces nouvelles règles nuiraient à leur capacité à acheter une maison en les rendant inadmissibles à un prêt hypothécaire.

Nous avons fourni les renseignements suivants aux participants, après quoi ils devaient dire si leur avis concernant les nouvelles règles visant les prêts hypothécaires avait changé.

La Banque du Canada a souligné que de nombreux ménages avaient contracté des prêts hypothécaires importants par rapport à leur revenu, ce qui limite encore plus leur flexibilité pour affronter un choc financier comme la perte d'un emploi. La dette totale des ménages a augmenté de 4 % depuis le début de la pandémie, et s'est fortement accentuée alors que s'amorçait la surchauffe du marché immobilier partout au Canada.

Après avoir pris connaissance de ce complément d'information, les participants avaient sensiblement la même opinion. Selon la plupart d'entre eux, ces renseignements reflétaient ce qu'ils comprenaient déjà quant à la nécessité et à la raison d'être de ces nouvelles règles. Aux yeux de rares participants, ces informations supplémentaires laissaient entendre que les règles et pratiques antérieures de la SCHL et des grandes banques en matière de prêts avaient été un échec.

Évaluation des mesures relatives au logement

Pour conclure la discussion sur les enjeux liés au logement, les participants ont été invités à préciser ce que le gouvernement fédéral pouvait (ou devrait) faire d'autre pour faciliter l'accession à la propriété. Ils ont proposé plusieurs mesures susceptibles à leur avis d'avoir des répercussions positives.

Plusieurs participants pensaient qu'un programme de revenu de base garanti permettrait à un plus grand nombre de Canadiens d'avoir accès à un logement. Dans la même veine, certains suggéraient de mettre en place un mécanisme pour contrôler les loyers ou de construire plus d'habitations à loyer modéré. D'autres recommandaient au gouvernement fédéral de bonifier les programmes et les subventions offerts en matière de logement, y compris l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Enfin, quelques-uns revendiquaient la mise en œuvre de règlements pour contrer la hausse des prix, qui rendent obligatoire la construction de petites maisons plus abordables ou limitent le nombre d'habitations qu'un particulier ou une famille peut détenir.

Image de marque de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Dans ce groupe tenu à Calgary, les participants ont examiné deux concepts créatifs conçus pour Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) qui ont été présentés sans la marque DEO et décrits au départ comme des images qui pourraient être utilisées par le gouvernement du Canada pour informer la population canadienne sur des caractéristiques de l'Ouest canadien. Avant l'examen du concept B, nous avons mentionné aux participants que les concepts avaient été élaborés pour DEO.

Nous avons montré une version préliminaire de chacun des concepts créatifs composés d'une série d'images, en précisant aux participants qu'ils pouvaient être adaptés à toutes sortes de supports médiatiques, y compris des brochures, panneaux, bannières publicitaires et publicités pour les médias sociaux. De plus, ils ont été informés que les concepts étaient présentés sous forme d'ébauches dans lesquelles du texte figurait à titre indicatif à la place du titre pour leur donner une idée de ce à quoi les versions définitives pourraient ressembler. À la lumière de ces renseignements, les participants ont été invités à évaluer chacun des concepts en fonction des principaux critères précisés ci-dessous.

Concept A

PPT SLIDE



WEB BANNER



Le concept ci-dessus composé de trois éléments n'a été évalué qu'auprès d'un groupe de langue anglaise, aucune version française n'a donc été produite. Il comprend d'abord une diapositive PowerPoint (« PPT SLIDE ») dans laquelle figure tout en haut une bande blanche qui affiche le mot-symbole « Canada » à l'extrémité droite et le logo du gouvernement du Canada complètement à gauche. En dessous, on peut voir l'image d'un parc éolien recouverte d'un filtre mauve. Dans la partie gauche de l'image, on peut lire le texte « Lorem | ps Building a strong, competitive and dynamic Prairie Region » en caractères blancs. Sous le texte se trouve une série de flèches de différentes couleurs (turquoise, jaune, rose et mauve foncé) pointant vers la

droite, suivie d'une longue flèche mauve pâle. Le texte en caractères blancs « CANADA.CA/PRAIRIES » est affiché sous les flèches. Même s'il est en partie recouvert par une autre image, on peut voir un symbole circulaire formé d'une superposition de bandes de différentes couleurs (rose, jaune et turquoise) et d'une flèche blanche orientée vers le haut et la droite qui est légèrement décentrée à gauche.

La deuxième image (« SHAREABLE »), qui recouvre la partie inférieure droite du premier élément (« PPT SLIDE »), est partageable. Elle est blanche et comprend le mot-symbole « Canada » et le logo du gouvernement du Canada dans le haut. En dessous, on peut lire « Lorem | ps » en caractères mauves. Le texte « Building a strong, competitive and dynamic prairie region by focusing on business development, innovation and community economic development. » figure en petits caractères gris sous cette phrase. Sous le texte se trouve une série de flèches de différentes couleurs (turquoise, jaune, rose et mauve foncé) pointant vers la droite, suivie d'une longue flèche gris pâle. Le texte en caractères gris « CANADA.CA/PRAIRIES » est affiché sous les flèches. Dans la partie droite de l'image, on retrouve un symbole circulaire formé d'une superposition de bandes de différentes couleurs (rose, jaune, mauve et turquoise) et d'une flèche blanche orientée vers le haut et la droite qui est légèrement décentrée à gauche.

Enfin, on peut voir l'élément « WEB BANNER », une bannière publicitaire composée d'images représentant un parc éolien, une rue en ville et un pont qui sont chacune recouvertes d'un filtre de couleur différente (turquoise, jaune et rose). Dans la partie droite de l'image, on retrouve un petit symbole circulaire formé d'une superposition de bandes de différentes couleurs (rose, jaune, mauve et turquoise) et d'une flèche blanche orientée vers le haut et la droite qui est légèrement décentrée à gauche. Le symbole se trouve dans une grande flèche blanche orientée vers le haut et la droite.

Ce qui a plu : L'esthétique générale de ce concept a été saluée par la plupart des participants, en particulier les couleurs vives employées. De plus, plusieurs trouvaient que la flèche était un élément graphique dynamique qui véhiculait une idée de progression. Certains jugeaient par ailleurs que les photographies montraient l'Ouest canadien sous un jour positif et illustraient la diversité de la région, de sorte qu'elles plairaient à un large public.

Écho : Invités à dire si ce concept les interpellait, les participants ont formulé des avis partagés. Même si l'aspect visuel du concept leur plaisait en général, seuls quelques participants aimaient l'idée derrière la publicité, l'interprétant comme un moyen de promouvoir le soutien du gouvernement fédéral à l'égard de la diversité économique et des forces de la région. D'autres remettaient en doute la sincérité de ce message, car selon eux, le gouvernement fédéral n'avait pas fait de la prospérité économique de la région une priorité.

Suggestions d'améliorations : Les participants ont soulevé des questions à propos de certains éléments de ce concept créatif. Les participants ont le plus souvent cité l'emploi du terme « prairies », le jugeant inapproprié pour décrire Calgary ou une bonne partie de l'Alberta, hormis l'extrémité sud-est de la province. De plus, quelques-uns trouvaient particulièrement incongrue la juxtaposition du mot « prairies » à des images de montagnes. D'autres pensaient que l'image des éoliennes n'était pas représentative de la province ni de Calgary, en particulier. Par ailleurs, de l'avis de certains, le texte présent dans les publicités était trop générique et vague et l'absence de texte dans la bannière risquait de dissuader des gens de cliquer dessus pour en savoir plus.

Concept B

PPT SLIDE



WEB BANNER



Le concept ci-dessus composé de trois éléments n'a été évalué qu'auprès d'un groupe de langue anglaise, aucune version française n'a donc été produite. Il comprend d'abord une « diapositive PowerPoint » dans laquelle figure tout en haut une bande blanche qui affiche le mot-symbole « Canada » dans le coin droit et le logo du gouvernement du Canada dans le coin gauche. En dessous, on peut voir un motif gris pâle, qui recouvre tout le reste de la diapositive. Dans la partie gauche de la diapositive, on retrouve l'image d'un panorama du centre-ville de Calgary délimitée par un contour en forme de « P ». De plus, un symbole « + » orange figure à l'extrémité droite de la photo. Dans la partie droite de la diapositive, on peut lire le texte « Lorem | ps Building a strong, competitive and dynamic... » en caractères gris, sauf le mot « Lorem » qui est en vert foncé. Sous le texte se trouvent une ligne orange, puis en dessous de celle-ci, la mention « Canada.ca/ » en caractères gris. La partie inférieure du premier élément (« PPT SLIDE ») est recouverte par l'image du concept « SHAREABLE ».

La deuxième image (« SHAREABLE ») est partageable. Elle est blanche et comprend le mot-symbole « Canada » et le logo du gouvernement du Canada dans le haut. Dans la partie gauche de la diapositive, on retrouve l'image d'une femme assise dans un canot délimitée par un contour en forme de « P ». De plus, un symbole « + » orange figure à l'extrémité droite de la photo. À la droite du symbole, on peut lire « Lorem | ps » en caractères gris et, en dessous, le texte « Building a strong, competitive and dynamic prairie region by focusing on business development, innovation and community economic development. » en petits caractères gris; le mot « Lorem » est en vert foncé. Sous le texte se trouvent une ligne orange, puis en dessous de celle-ci, la mention « Canada.ca/prairies » en caractères gris.

Enfin, on peut voir l'élément « WEB BANNER », une bannière publicitaire composée d'images représentant un parc éolien, une rue en ville, un pont et un panorama du centre-ville de Calgary. Chacune des images se termine à droite par un bord arrondi. L'extrémité droite de la bannière publicitaire est blanche et comprend un motif gris pâle et quatre symboles « + » respectivement orange, vert, vert foncé et vert pâle qui sont disposés en cercle.

Ce qui a plu : Les participants ont particulièrement aimé les deux photographies propres à ce concept, bien mises en évidence dans les deux exemples. Elles leur semblaient plus iconiques et représentatives de l'Alberta et de Calgary que les images du concept A. Même si l'utilisation du terme « prairies » dans ces publicités ne convenait pas pour l'Alberta selon de nombreux participants, comme il a déjà été mentionné, certains estimaient que le « P » employé comme élément graphique dans ce concept se voulait un rappel pertinent du terme et créait une impression de cohérence interne.

Suggestions d'améliorations : Comme ils l'avaient fait remarquer pour le concept A, les participants jugeaient l'emploi de « prairies » pour décrire l'Alberta incongru. Certains considéraient que le « P » utilisé comme élément graphique rappelait judicieusement le terme « prairies », mais d'autres n'avaient pas fait ce lien et estimaient que la lettre « P » portait à confusion. Quelques-uns avaient l'impression que le symbole « + » employé comme élément graphique ne voulait rien dire et était susceptible de distraire. Les participants ne semblaient guère emballés par la palette sobre mariant l'orange et le vert de ce concept et trouvaient qu'elle nuisait à l'esthétique générale attrayante des publicités. Même si la photographie d'un pont figure dans les deux concepts, les participants ont formulé des commentaires sur cette image uniquement après l'avoir revue dans le concept B. Selon ces derniers, il serait préférable de représenter l'industrie par une image plus dynamique, celle d'un train, par exemple.

Écho : comparaison des concepts

Après avoir examiné les deux concepts, les participants devaient choisir la version qui les avait le plus interpellés. Les avis étaient partagés.

Ceux qui ont préféré le concept A l'aimaient surtout pour ses couleurs vives et éclatantes. Elles leur semblaient plus accrocheuses et intéressantes que les couleurs du concept B, qui, en comparaison, avaient l'air ternes et démodées. Dans l'ensemble, ces participants se disaient plus enclins à remarquer et à lire les publicités du concept A et estimaient que les couleurs vives étaient efficaces pour véhiculer l'idée d'une vision audacieuse pour l'économie de l'Alberta. De plus, le concept A était plus facile à lire selon certains. D'autres n'aimaient pas la lettre « P » et le symbole « + » employés comme éléments graphiques dans le concept B, les jugeant ambigus et susceptibles de distraire.

Ceux qui avaient une préférence pour le concept B étaient surtout attirés par les photographies principales des deux exemples, car elles représentaient bien l'Alberta et Calgary selon eux, en plus de concorder avec le message clé du concept et de les interpeller plus. Plusieurs de ces participants n'aimaient pas le recours à la lettre « P » et au symbole « + » dans les images et préféraient les couleurs du concept A, mais ils ont tout de même choisi le concept B en raison des images propres à cette version, qui trouvaient davantage écho chez eux. Enfin, certains proposaient d'intégrer les couleurs du concept A aux images du concept B.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Après avoir laissé aux participants le temps d'examiner le concept A, nous leur avons révélé qu'il s'agissait de concepts de marque élaborés pour Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO), un organisme de développement régional du gouvernement fédéral. Les participants avaient une connaissance très limitée de DEO.

Invités à dire quel était selon eux le rôle de DEO, les participants n'en avaient qu'une idée vague. Ainsi, certains pensaient que c'était un groupe de réflexion sur les politiques ou un organisme chargé d'administrer des initiatives économiques pour l'Ouest. D'autres ont avancé que DEO aidait peut-être à soutenir les principales industries, comme les secteurs forestier, pétrolier et gazier, et à favoriser le développement de nouvelles industries dans l'Ouest.

À la suite de la discussion sur les deux concepts, nous avons demandé aux participants s'ils avaient une meilleure idée de ce que fait l'organisme après avoir regardé les concepts. De l'avis de tous, le matériel ne leur avait pas permis de mieux comprendre ce qu'est DEO, mais certains reconnaissaient que le nom donnait une bonne indication du rôle de l'organisme. Quelques-uns trouvaient que les concepts avaient réussi à les convaincre de chercher à en apprendre davantage au sujet de DEO, mais qu'ils fournissaient au préalable très peu d'informations.

Étiquettes de mise en garde concernant les émissions des véhicules et véhicules zéro émission (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)

Véhicules zéro émission (VZE)

Connaissance

Dans la plupart des groupes, on comptait des participants qui connaissaient les VZE. Ces derniers les ont décrits de différentes façons : il s'agissait de véhicules sans émissions d'échappement, qui ne produisent aucune émission de dioxyde de carbone, dont l'incidence sur l'environnement est faible ou qui dépendent moins de l'essence ou des combustibles fossiles. De rares participants trouvaient ce terme trompeur, puisque des émissions seraient générées lors de la production des VZE et possiblement au moment de recharger les batteries de ces véhicules, selon la source d'électricité utilisée.

À la lumière des discussions, il était évident que plusieurs participants confondaient les VZE et les véhicules électriques. Spontanément, la majorité des participants qui savaient ce que sont les VZE pensaient que c'étaient des véhicules électriques. Même après s'être fait demander quelle était la différence entre ces deux termes, la plupart les considéraient toujours comme des synonymes. Cependant, quelques participants au sein des groupes ont cité les véhicules à hydrogène, les véhicules hybrides, les vélos ou la possibilité d'autoproduction au moyen de mécanismes de freinage ou de panneaux solaires.

Par souci de clarté, la description suivante a été fournie aux participants :

Un VZE est un véhicule qui a la capacité de ne produire aucune émission d'échappement. Il peut être équipé d'un moteur à combustion interne conventionnel, mais il doit pouvoir fonctionner sans ce moteur. Des exemples de VZE incluent les véhicules électriques à batterie, les véhicules hybrides électriques rechargeables et les véhicules à pile à hydrogène. Donc, en gros, un véhicule électrique est un type de VZE; un véhicule à pile à hydrogène est un autre type de VZE.

Utilisation obligatoire

Les participants ont pris connaissance de la définition ci-dessus, après quoi nous leur avons demandé ce qu'ils diraient si le gouvernement du Canada exigeait que tous les véhicules automobiles neufs vendus soient des VZE d'ici 2035. Ceux du groupe de Hamilton n'ont pas formulé de réponse, mais toutes sortes de commentaires ont fusé dans l'autre groupe. Ces participants s'interrogeaient sur les mesures qui seraient prises pour rendre les VZE abordables (ceux-ci étant trop chers à leur avis) dans un pays vaste et froid comme le Canada où il était essentiel d'avoir un véhicule. Les coûts pour alimenter en électricité et entretenir ces nouvelles technologies étaient aussi une source de préoccupations. Beaucoup croyaient qu'une telle obligation pourrait inciter des gens à conserver leur vieux véhicule encore plus longtemps.

Motivations d'achat et obstacles à l'adoption

Nous avons fourni aux participants des autres groupes la définition des VZE figurant ci-dessus, puis leur avons demandé s'ils comptaient en acheter un. Presque tous les participants de ces groupes envisageaient de faire l'acquisition d'un VZE un jour, du moins à long terme. Le groupe de la Nouvelle-Écosse a fait figure d'exception, les participants de cette région ayant manifesté moins d'intérêt pour les VZE parce qu'il serait difficile de construire l'infrastructure nécessaire dans des endroits comme le Cap-Breton.

Les participants s'intéressaient aux VZE pour différentes raisons. Ils en aimaient la durabilité et souhaitaient appuyer la lutte contre les changements climatiques. De plus, la perspective de posséder une voiture à la fine pointe de la technologie leur plaisait. Selon eux, les VZE représentaient les automobiles du futur et témoignaient des avancées, non seulement d'un point de vue environnemental, mais aussi au chapitre de la mécanique et de la maniabilité.

Parmi les obstacles à l'adoption, l'abordabilité en était un de taille aux yeux des participants. La plupart d'entre eux trouvaient que les VZE coûtaient cher, en général, et que bon nombre des VZE offerts étaient des modèles haut de gamme, tandis que ceux qui étaient plus abordables étaient moins

intéressants, parce qu'ils étaient plus petits et avaient moins de fonctionnalités. Le manque de bornes de recharge était considéré comme un obstacle tout aussi important, surtout dans les régions rurales. Certains se disaient préoccupés à propos de la sécurité et du caractère pratique et ont donné comme exemple un conducteur qui doit s'arrêter le soir pour recharger sa voiture, ce qui lui prendrait beaucoup plus de temps que s'il faisait le plein à une station-service.

Outre les obstacles importants à l'adoption ci-dessous, les participants ont également mentionné ceux-ci :

- Les préoccupations relatives à la durabilité se rapportant à la fabrication et à l'élimination des VZE, notamment des batteries qu'ils contiennent, ainsi qu'au mode de production de l'électricité nécessaire à leur fonctionnement;
- Les inquiétudes à propos de la fiabilité et de la facilité d'entretien de la technologie;
- La durée de vie des batteries; et
- Les craintes quant à l'absence d'un marché d'occasion pour les VZE, étant donné que la technologie de ces véhicules évolue rapidement.

Nous avons ensuite demandé aux participants de nommer les facteurs qui les inciteraient le plus à acheter un VZE. Ils ont cité en premier du soutien pour réduire le coût de ces véhicules, de même qu'un plus grand choix de véhicules et d'options, un accès élargi aux infrastructures nécessaires et une meilleure connaissance des questions relatives aux batteries et à l'autonomie.

Questionnés à savoir s'ils étaient plus susceptibles d'acheter un véhicule zéro émission en sachant que le véhicule ou certains de ses composants étaient fabriqués au Canada, les participants des différents groupes avaient des avis partagés. Somme toute, la plupart considéraient le coût comme le facteur le plus important, sauf les participants du groupe du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui ont signifié une nette préférence pour les voitures construites au Canada, en raison de leur importance pour l'économie. Dans les autres groupes, un certain nombre de participants ont révélé que, toutes choses étant égales par ailleurs, ils achèteraient des produits canadiens dans le but de soutenir une industrie locale qui favoriserait l'autonomie économique au Canada et serait une source de fierté. Toutefois, tous groupes confondus, pour une majorité de participants, le facteur le plus important était le coût, suivi de la fiabilité et de la performance.

Prix d'achat abordable

Nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que l'achat d'un véhicule zéro émission était accessible à toutes et tous ou s'ils n'étaient abordables que pour les gens riches. Les participants de tous les groupes convenaient que les VZE coûtaient cher et s'adressaient surtout aux personnes à l'aise financièrement. Quelques-uns ne s'étaient pas renseignés sur l'achat d'un VZE ni sur ce qu'un tel véhicule leur coûterait et disaient avoir entendu dire ou présumer que leur prix est élevé. Ils étaient nombreux à classer ces véhicules dans la même catégorie que des marques de luxe comme BMW ou Mercedes-Benz. Les questions d'abordabilité ont été associées à des préoccupations concernant l'entretien et les infrastructures de recharge. De plus, les participants estimaient que les modèles de VZE plus simples (ils ont donné en exemple la Chevrolet Volt) manquaient de fonctionnalités et de raffinement pour le prix demandé.

L'idée que les VZE finiraient un jour par être plus abordables a également fait consensus. La plupart pensaient que ces véhicules deviendraient plus abordables au cours des dix prochaines années et que les prix baisseraient à mesure que la technologie évoluerait. Certains ont ajouté que le marché des VZE d'occasion gagnerait en maturité au fil des années et que cela contribuerait à rendre les véhicules plus abordables.

Nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que le prix des VZE baisserait si les constructeurs étaient contraints de fabriquer uniquement des véhicules zéro émission. Selon la majorité d'entre eux, les prix diminueraient dès que le marché serait inondé de VZE, car les constructeurs auraient alors à se livrer une vive concurrence pour augmenter leur part de marché. Des préoccupations concernant l'abordabilité durant la période de transition ont été soulevées, les participants étant nombreux à penser que les sommes supplémentaires à déboursier pour acheter des VZE seraient à la charge des consommateurs ou des gouvernements, sous la forme de subventions. Quelques-uns craignaient par ailleurs qu'une telle obligation n'entraîne des consommateurs à acheter un véhicule plus cher, qu'ils n'ont pas les moyens de payer.

Technologie et recharge des batteries des VZE

Les connaissances des participants au sujet de la technologie des batteries étaient limitées et celles relatives à la recharge des batteries étaient variables. Les participants étaient nombreux à admettre d'emblée qu'ils en savaient peu à ce sujet, mais la plupart d'entre eux pensaient encore que la recharge pouvait prendre beaucoup de temps et qu'il y avait peu d'infrastructures en place pour permettre aux gens de recharger facilement leurs véhicules. Ceux pour qui les VZE étaient familiers (parce qu'ils en avaient acheté un ou connaissaient quelqu'un qui en avait un) considéraient pour leur part que la recharge se faisait facilement. Ils ont décrit avec assez de facilité les divers niveaux de bornes de recharge, les durées de recharge et l'emplacement des prises de recharge et ont été en mesure d'expliquer clairement le processus de recharge aux autres participants.

Avantages et inconvénients d'utiliser l'électricité plutôt que l'essence pour faire rouler des véhicules

Les participants n'ont pas eu de difficulté à énumérer les avantages et les inconvénients.

Les avantages :

- Réduction des émissions ou de l'empreinte (cet avantage n'a pas été mentionné par les participants des régions où l'électricité est produite au moyen du charbon, comme la Nouvelle-Écosse);
- Économies réalisées en utilisant l'électricité au lieu de l'essence (cette opinion variait selon la région);
- Recharge à la maison;
- Performance du véhicule (en particulier l'accélération);
- Moins d'entretien nécessaire; et
- Symbole de statut social selon certains.

Les inconvénients

- Coût initial élevé;
- Angoisse de la panne;
- Disponibilité des infrastructures de recharge et temps nécessaire à la recharge sur la route;
- Problèmes de performance en conditions hivernales;
- Crainte que l'autonomie diminue avec le temps;
- Véhicules peu fonctionnels (les VZE étant considérés comme des petites voitures); et
- Préoccupations environnementales liées à la production et à l'élimination des batteries.

Établissement d'objectifs

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de la possibilité que le gouvernement du Canada suive d'autres pays et quelques états américains en établissant des objectifs afin qu'un pourcentage précis des voitures vendues au Canada soient électriques. Dans l'ensemble, une faible majorité de participants étaient contre l'idée, certains groupes y étant défavorables, d'autres non.

Le groupe de Winnipeg s'opposait fermement à cette idée, pour un éventail de raisons, notamment parce que les véhicules électriques coûteraient plus cher et seraient moins pratiques que les véhicules traditionnels dans leur région, compte tenu de sa faible densité de population, des longs trajets à parcourir et de la rigueur de l'hiver. Le groupe composé de résidents de villes de taille moyenne des Prairies, malgré le vif intérêt et l'appui manifestés envers la technologie, était également défavorable à l'établissement d'objectifs. Les participants de ce groupe ont exprimé des craintes à propos de la liberté individuelle. Ils se demandaient également qui paierait les coûts supplémentaires qu'engendrerait probablement cette mesure, qu'ils considéraient comme une influence générale induite sur l'élaboration des politiques canadiennes. Le groupe de la Nouvelle-Écosse était aussi contre l'idée, estimant que la mesure pouvait donner lieu à des pratiques commerciales contraires à l'éthique, être injuste pour les personnes qui veulent un autre type de véhicules, coûter plus cher qu'une voiture à essence et ne pas être justifiée sur le plan environnemental puisque l'électricité provenait de centrales au charbon. Les participants de Toronto et York ont également manifesté leur désaccord, jugeant ce changement préoccupant pour le secteur pétrolier et gazier, que plusieurs d'entre eux appuyaient. Selon eux, l'établissement d'objectifs s'apparentait à de la sociologie appliquée non désirée.

Les groupes des basses-terres de la C.-B., de l'Outaouais et de la grande région de Montréal ont exprimé le plus large soutien. Cependant, même dans ces groupes, des participants revendiquaient des politiques en matière d'abordabilité et ont exprimé des préoccupations au sujet des batteries en hiver et de la liberté des personnes voulant prendre elles-mêmes leurs décisions.

Le groupe des jeunes adultes du Canada atlantique était favorable à l'idée, moyennant certaines conditions. L'abordabilité, la formation pour les personnes qui seront responsables de l'entretien et le manque d'infrastructures sous-jacentes figuraient au nombre de leurs préoccupations.

Interrogés à savoir si le Canada devait suivre l'exemple de la Californie et exiger que toutes les voitures neuves vendues au Canada soient des VZE d'ici 2035, les participants ont formulé peu de nouvelles idées, outre celles mentionnées ci-dessus, si ce n'est avec plus de fermeté.

Étiquettes de mise en garde concernant les émissions des véhicules (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans)

Nous avons demandé aux participants de ces deux groupes de se prononcer sur l'idée d'apposer au point de vente des étiquettes de mise en garde relative à la pollution sur les voitures, les camions et les VUS les plus polluants. Nous les avons informés que les étiquettes de mise à garde, qui ressembleraient à celles apposées sur les produits du tabac, pourraient toutefois être enlevées après l'achat et visaient à permettre aux acheteurs de savoir quelles voitures sont très polluantes chez le concessionnaire ou dans un parc de voitures.

Le groupe de Winnipeg était unanime pour dire que c'était une mauvaise idée. Dans le groupe de Hamilton, on comptait autant de participants favorables à l'idée qu'en désaccord avec celle-ci.

Ceux qui étaient contre l'idée ont invoqué plusieurs arguments, notamment que beaucoup de gens doivent conduire des camions et des VUS pour différentes raisons et qu'en hiver (surtout dans les Prairies), la performance de plusieurs autres types de véhicules, en particulier les voitures électriques, diminuait. Dans le groupe de Winnipeg, ce type d'étiquettes était jugé incompatible avec la réalité des Prairies et de ses régions rurales, en plus d'être perçu comme une charge contre le secteur pétrolier et gazier. De plus, les participants ont été nombreux à souligner que tous les véhicules polluent, même ceux qui sont électriques, et que leur empreinte n'est pas nécessairement moindre selon le mode de production de l'électricité et la prise en compte de la production et de l'élimination des batteries rechargeables. Plusieurs considéraient cette initiative d'étiquetage comme un gaspillage d'argent et une mesure redondante, qui s'ajoutait aux règlements existants régissant la consommation de carburant et les émissions.

Les participants de Hamilton qui appuyaient l'idée en ont peu débattu, jugeant simplement que les étiquettes pourraient être efficaces pour guider les acheteurs vers des véhicules moins polluants.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – June 2021 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EDT)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Wed., June 2 nd	7:00-9:00	6:00-8:00 (CDT)	Winnipeg	People Experiencing COVID-19 Fatigue/Exhibiting Riskier Behaviours	TBW
2	Thurs., June 3 rd	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Hamilton	Non-homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years	DN
3	Tues., June 8 th	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT)	Nova Scotia	Parents of Children, aged 12-17	DN
4	Wed., June 9 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Lower Mainland B.C.	Non-homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years	TBW
6	Tues., June 15 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Windsor	General Population	TBW
8	Thurs., June 17 th	7:00-9:00	5:00-7:00 (CST) 6:00-8:00 (CDT)	Mid-size Centres Prairies	Vaccine Rejecters	TBW
10	Wed., June 23 rd	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	City of Toronto/York Region	Parents of Children, aged 12-17	DN
11	Thurs., June 24 th	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Atlantic Canada	Young Adults, aged 18-30	TBW
12	Tues., June 29 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Calgary	Parents of Children, aged 12-17	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Winnipeg	Winnipeg PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.	CONTINUE – GROUP 1
Hamilton	Hamilton PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.	CONTINUE – GROUP 2
Nova Scotia	Cities include: Halifax, Dartmouth, Cape Breton – Sydney, Truro, New Glasgow,, Glace Bay, Sydney Mines, Kentville, Amherst, Bridgewater, New Waterford, Yarmouth, Windsor ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 3
Lower Mainland B.C.	Cities include: Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 4
Windsor	Windsor PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.	CONTINUE – GROUP 6
Mid-size Centres Prairies	Cities include: <u>Manitoba:</u> Steinbach, Thompson, Portage la Prairie, Winkler, Selkirk, Morden, Dauphin <u>Saskatchewan:</u> Prince Albert, Moose Jaw, Lloydminster, Yorkton, Swift Current, North Battleford, Estevan, Warman, Weyburn, Martensville	CONTINUE – GROUP 8

	ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	
City of Toronto/York Region	<p>Cities could include: <u>City of Toronto</u> <u>York Region</u>: Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora, King City, Nobleton</p> <p>ENSURE 4 FROM CITY OF TORONTO AND 4 FROM YORK REGION. FOR YORK REGION, INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES AND NO MORE THAN 1 PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 9
Atlantic Canada	<p>Cities could include (but are not limited to): <u>NS</u>: Halifax, Dartmouth, Cape Breton-Sydney <u>NB</u>: Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston <u>PEI</u>: Charlottetown, Summerside <u>N&L</u>: St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook</p> <p>ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES WITHIN EACH PROVINCE. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES. NO MORE THAN 1 PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 11
Calgary	<p>Calgary</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 12
Other		THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	-	THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don’t know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 1** Have you attended a social gathering or event outside your home in the last month?

Yes **CONTINUE TO Q.3a**
 No **SKIP TO Q.3b**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 1** Which of the following best describes your current situation?

I am only seeing those currently living in my household	CONTINUE
I am seeing extended family from time to time	CONTINUE – EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS
I am seeing friends and or neighbours from time to time	CONTINUE – EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

3b. **ASK ONLY IF GROUP 1** With COVID-19 restrictions having been in place for over a year, to what extent do you agree or disagree with the following statements?

- I feel like I have made a lot of personal sacrifices in order to slow the spread of COVID-19.
- I am tiring of having to continue to adhere to public health measures, like mask wearing and social distancing.
- I don't pay as much attention anymore to messages from public health and government officials about COVID-19.
- I am tiring of having to avoid seeing extended family, friends and/or neighbours.

Strongly agree **COVID FATIGUED**
 Somewhat agree **COVID FATIGUED**
 Somewhat disagree
 Strongly disagree
VOLUNTEERED Prefer not to answer

IF STRONGLY/SOMEWHAT AGREE TO ONE OR MORE OF THE STATEMENTS ABOVE, THEY WOULD BE CONSIDERED COVID FATIGUED.

ENSURE A MIX OF THOSE WHO ARE EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS (AT Q.3A) AND/OR COVID FATIGUED (AT Q.3B). BUT, NO MORE THAN 3 PARTICIPANTS WHO ARE 'COVID FATIGUED' ONLY (E.G., NOT EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS AT Q.3A, BUT SOMEWHAT/STRONGLY AGREE TO ANY AT Q.3B).

4. **ASK ONLY IF GROUP 2 OR 4** Do you currently or have you previously owned a home?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE (POSSIBLE FIRST-TIME HOME BUYER)**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 2 OR 4** Are you looking to purchase a home sometime within the next 5 years?

Yes **CONTINUE**
 Not sure/Maybe **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

SKEW GROUPS TO THOSE WHO SAY 'YES.' NO MORE THAN 2 WHO SAY 'NOT SURE/MAYBE.'

5. **ASK ONLY IF GROUP 3 OR 10 OR 12** Do you have any children between the ages of 12 and 17?

Yes **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

5a. **ASK ONLY IF GROUP 3 OR 10 OR 12** Could you please tell me the ages of these children?

Child	Age
1	
2	
3	
4	
5	

ENSURE A GOOD MIX BY AGE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP.

6. **ASK ONLY IF GROUP 8** Which of the following best describes what you would do if a COVID-19 vaccine became available?

I have already gotten a COVID-19 vaccine **THANK AND END**
 I would get the vaccine as soon as I became eligible for it **THANK AND END**
 I will probably get the vaccine, but would want to wait a while **THANK AND END**
 I'm not sure if I would get the vaccine **CONTINUE**
 I would not get the vaccine **CONTINUE**
 Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF THOSE WHO SAY THEY WOULD WAIT/ARE NOT SURE.

7. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	IF ATLANTIC CANADA = GROUP 11 ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
25-30	
31-44	IF ATLANTIC CANADA = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
45-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP.

NON HOMEOWNERS IN GROUPS 2 AND 4 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).

PARENTS IN GROUPS 3, 10 AND 12 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).

8. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.

PARENTS IN GROUPS 3, 10 AND 12 MAY SKEW FEMALE BUT TRY FOR A 50/50 SPLIT MALE/FEMALE

9. Which of the following best describes the industry sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance
- Health Care and Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.

10. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

11. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

12. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

13. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

14. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

15. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

16. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.20**

17. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

18. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

19. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

20. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
- Some high school
- High school diploma or equivalent
- Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
- College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
- University certificate or diploma below bachelor's level
- Bachelor's degree
- Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

21. Which of the following categories best describes your total household income in 2020? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

- Under \$20,000
- \$20,000 to just under \$40,000
- \$40,000 to just under \$60,000
- \$60,000 to just under \$80,000
- \$80,000 to just under \$100,000
- \$100,000 to just under \$150,000
- \$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

22. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.



Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – juin 2021 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EDT)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
5	10 juin	18 h-20 h	Région de l'Outaouais	Personnes qui hésiteraient à se faire vacciner	M. Proulx
7	16 juin	18 h-20 h	Grande région de Montréal – y compris la ville de Montréal	Non-propriétaires souhaitant acheter un logement d'ici cinq ans	M. Proulx
9	22 juin	18 h-20 h	Région du Saguenay-Lac-St-Jean	Population générale	M. Proulx

Caractéristiques des groupes de discussion :

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial
CONCLURE

REMERCIER ET

- Un parti politique **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans les relations publiques ou les relations avec les médias **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans le milieu de la radio ou de la télévision **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non, aucune de ces réponses **CONTINUER**

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

- Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
- Français **CONTINUER**
- Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
- Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Région de l'Outaouais	Ces villes peuvent notamment comprendre : Gatineau, Les Collines-de-l'Outaouais : Val-des-Monts, Cantley, Le Pêche, Chelsea, Pontiac, L'Ange-Gardien, Notre-Dame-de-la-Salette ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 5
Grande région de Montréal (GRM) – y compris la ville de Montréal	Les villes de la GRM peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 7
Région du Saguenay-Lac-St-Jean	Ces villes peuvent notamment comprendre : Alma, Dolbeau-Mistassini, Normandin, Roberval,	CONTINUER – GROUPE 9

	Saguenay, Saint-Ambroise, Saint-Félicien, Saint-Honoré	
	ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE TROIS PARTICIPANTS PAR VILLE. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.	
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 5** Lequel des énoncés suivants décrit le mieux ce que vous feriez si un vaccin contre la COVID-19 devenait disponible?

J'ai déjà reçu un vaccin contre la COVID-19 **REMERCIER ET CONCLURE**

Je me ferais vacciner dès que je serais admissible **REMERCIER ET CONCLURE**

Je me ferais probablement vacciner, mais je préférerais attendre un certain temps **CONTINUER**

Je ne suis pas sûr que je me ferais vacciner **CONTINUER**

Je ne me ferais pas vacciner **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES RÉPONDANTS QUI ATTENDRAIENT OU QUI NE SONT PAS SÛRS.

5. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 7** Êtes-vous actuellement propriétaire d'un logement, ou l'avez-vous déjà été?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **CONTINUER (ACHETEUR POSSIBLE D'UN PREMIER LOGEMENT)**

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5a. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 7** Est-ce que vous envisagez d'acheter un logement au cours des cinq prochaines années?

Oui **CONTINUER**

Peut-être **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

RECRUTER PLUS DE RÉPONDANTS QUI DISENT « OUI ». PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS QUI DISENT « PAS SÛR/PEUT-ÊTRE ».

6. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	

LES NON-PROPRIÉTAIRES DU GROUPE 7 PEUVENT ÊTRE PLUS JEUNES OU D'ÂGE MOYEN (30-40 ANS).

7. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

8. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail
 Services professionnels, scientifiques et techniques
 Services publics
 Soins de santé et assistance sociale
 Transport et entreposage
 Sans emploi

Aux études à temps plein **PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**

À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE**

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

9. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

10. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

11. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

12. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

13. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

14. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

15. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.19**

16. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

17. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

18. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

19. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2020 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides du modérateur

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – June 2021

MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-20 minutes) All locations

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
- **Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant** Has anyone seen, read or heard anything recently about Bill C-96, or as some may know as the amendment of the Constitution to recognize Quebec as a nation and French as its only official and common language?
 - IF YES, what did you hear?
 - What has the Government of Canada's response to it been?
- **Windsor** I was wondering if you could tell me where you get most of your news or information? (online, newspaper, radio...)
 - PROBE: For those of you who mentioned obtaining their news on TV and/or the radio, are you listening mostly to Canadian media sources? Or, do you also listen to American or Detroit news sources?
- **GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec** Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada's plans to shore up protection of the French language in Canada, otherwise known as Bill C-32?
 - IF YES: What have you heard?
- **Atlantic Canada Young Adults** How do you normally learn about things that the Government of Canada is planning or has done? PROBE FOR: In the news (print, TV, radio, online), on social media, from friends/family, etc.
 - And, is this also how you would typically hear about any other kind of news – for example, other news items that are not necessarily about the federal government, its plans and activities?
 - IF NO: What other sources do you rely on for other news (not related to what the federal government is planning/doing?)
- **Atlantic Canada Young Adults** Apart from actions related to COVID-19, are you aware of anything the Government of Canada has done over the past 5 years? For example, any new programs or services or any new legislation?

- IF NOTHING MENTIONED, PROMPT: it could be related to the environment, taxes, international trade, measures targeted to specific groups of Canadians, etc.
- **Atlantic Canada Young Adults** What is the Government of Canada doing well? Please provide examples.
- **Atlantic Canada Young Adults** What is the Government of Canada doing poorly? What could they improve on?

COVID-19 OUTLOOK/VACCINES (10-70 minutes) All locations

- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years** When it comes to how the Government of Canada has performed throughout the pandemic, what are some things you think they have been doing well?
 - What makes you say that?
 - What could they be doing better?
- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years** Do you think that the Government of Canada is doing as good a job now as they did at the start of the pandemic, or are they doing better or worse?
 - Please explain.
- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** Recently, Manitoba has strengthened restrictions across the province, including closing restaurants, bars, and patios, gyms, fitness centres, museums, libraries and day camps. Outdoor gatherings that include people from multiple households are now limited.
 - What do you think about the current restrictions in place?
 - Should they be lifted? Should more things be opened up now?
 - Should they be more restricted?
 - How have they had an impact on your families?

Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours The Government of Canada announced that it will be providing more pandemic-related help to Manitoba in response to the province's request for assistance. The Government of Canada is providing federal health human resources, medical staff through the Red Cross, and support from the Canadian Armed Forces, as well as epidemiologists, public health capacity, laboratory technicians and increased testing capacity.

- What do you think about this additional help for Manitoba?

Calgary Parents Recently, Alberta has loosened restrictions in some regions. More specifically, under Calgary's Stage 2 of reopening, outdoor gatherings of up to 20 people were permitted, and outdoor concerts or festivals could welcome as many as 150 people. With the upcoming Stage 3 of reopening on July 1st, all restrictions are expected to be lifted, including the ban on indoor social gatherings.

- What do you think about the current restrictions in place?
 - How do you feel about lifting the current restrictions? Do you feel safe opening up?
 - Should they be more restricted?
 - With the Calgary Stampede kick-starting on July 9th, do you feel safe with restrictions being lifted? Are you worried about a possible fourth wave?
- **Nova Scotia Parents, Calgary Parents** How have COVID-19 and COVID-related restrictions impacted you?
 - How have the restrictions impacted your family?

Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours When we invited you to this session, some of you said you have recently attended a social gathering or event outside your home recently and/or are seeing friends, neighbours or extended family from time to time. Some of you also said you're tiring of having to continue to adhere to public health measures, or you're not paying attention anymore about public health advice, or that you're getting tired of having to avoid seeing people...

- What do you find tiring or difficult about following public health advice?
- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec** What do you know about Canada's current international travel restrictions?

Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents CLARIFY:

The Government of Canada has put in place several measures related to international travel in order to stop further spread of COVID-19 from other countries. Some of these measures include requirements to provide proof of a negative COVID-19 test taken within 72 hours, with additional testing upon entry for those entering by air and land, and an additional mandatory 3-night stay at their own cost at a Government-Approved Accommodation (hotel) while they wait for the results of their arrival test for those entering by air. They've also recently introduced a travel ban for passenger and business flights from India and Pakistan to curb the spread of COVID-19 variants.

Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters CLARIFY:

The Government of Canada has put in place several measures related to international travel in order to stop further spread of COVID-19 from other countries. Some of these measures include requirements to provide proof of a negative COVID-19 test taken within 72 hours, with additional testing upon entry for those entering by air and land, and an additional mandatory 3-night stay at their own cost at a Government-Approved Accommodation (hotel) while they wait for the results of

their arrival test for those entering by air. Following the mandatory 3-night stay at the hotel, they must fulfil the remainder of their 14-day quarantine at home or in a facility of their choosing, as per their quarantine plan. They've also recently introduced a travel ban for passenger and business flights from India and Pakistan to curb the spread of COVID-19 variants.

Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec CLARIFY:

The Government of Canada has put in place several measures related to international travel in order to stop further spread of COVID-19 from other countries. Some of these measures include requirements to provide proof of a negative COVID-19 test taken within 72 hours, with additional testing upon entry for those entering by air and land, and an additional mandatory 3-night stay at their own cost at a Government-Approved Accommodation (hotel) while they wait for the results of their arrival test for those entering by air. Following the mandatory 3-night stay at the hotel, they must fulfil the remainder of their 14-day quarantine at home or in a facility of their choosing, as per their quarantine plan. They've also recently introduced a travel ban for passenger and business flights from India to curb the spread of COVID-19 variants. *MODERATOR NOTE:* Travel ban for flights from Pakistan has now been lifted.

- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years** What do you think about these actions from the Government of Canada?
 - Are they appropriate? Why/why not?
- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years** When should the Government of Canada decide to ease restrictions?
 - What are some of the key factors you would consider when making this decision?
- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec** Keeping in mind that mandatory COVID-19 tests might be in place for a long time to come, when do you think they could end quarantine hotels?
- **Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults** Has anyone heard about any changes to the requirement to quarantine for Canadian travelers returning home? What have you heard?

Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters CLARIFY: the Government of Canada announced today that fully vaccinated Canadian travelers (Canadian citizens and permanent residents) will no longer need to spend 14 days in covid-19 quarantine upon arriving home. This change is set to come into effect on July 1st, depending on COVID-19 case numbers and vaccination. Affected travelers will still be required to take a COVID-19 test upon arrival and remain in isolation until the test comes back negative. The federal government will also eliminate the need for fully vaccinated Canadian air travelers to spend 3 days in an authorized hotel upon arrival.

- What do you think about this?

Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults CLARIFY:

- The Government of Canada announced recently that as of July 5th, **fully vaccinated** travelers **who are eligible** to enter Canada (i.e. Canadian citizens, permanent residents and essential travelers) will no longer need to spend 3 days in an authorized hotel, spend 14 days in COVID-19 quarantine upon arriving home, or complete the mandatory Day 8 COVID-19 test.
- Pre-departure and on-arrival COVID-19 testing will still apply.
- Fully vaccinated travelers must also be asymptomatic.
- To be considered fully vaccinated, a traveler must have received the full series of a vaccine, or a combination of vaccines, accepted by the Government of Canada at least 14 days prior to entering Canada.
- Travelers must present a quarantine plan for use in case they are found not to meet all the relevant conditions.

Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults MODERATOR NOTE: This change does not apply to fully vaccinated non-citizens who are looking to visit for non-essential reasons, and for any Canadian traveler who is not fully-vaccinated. In these instances, the existing suite of travel restrictions remain in effect, including the mandatory 3 day quarantine in an authorized hotel at their own cost and the remainder of the 14-day quarantine at home or in a facility of their choosing.

- What do you think about this?
- Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents How would you feel if they shortened the quarantine period?
- Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters How would you feel if they shortened the quarantine

period for other fully vaccinated travelers (i.e., who are not Canadian citizens/permanent residents returning to Canada)?

- Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults When should they allow some non-essential travel into Canada?
- Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters How would you feel about giving some countries certain border exemptions? For example, opening up to countries with a high vaccination rate or low case counts?
 - How would you feel about opening up the Canada-US border?
- Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters What if the border was only open to non-essential travelers into Canada who are fully vaccinated (e.g. they have received both doses of a two-dose COVID-19 vaccine)? Do you think that's a good approach, or not?
 - IF NO: What if they still had to follow the other travel measures in place – that is, they were still tested for COVID, and they still had to quarantine when they arrived in Canada?
- Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters Should travellers who have been fully vaccinated continue to be subject to the same testing and quarantine requirements as those who have not been vaccinated? Or, should they be given certain exemptions?
- GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, Atlantic Canada Young Adults Once the requirement for spending 3 days in an authorized hotel is lifted, do you think Canadian travelers will follow the instructions to self-isolate at home until they receive a negative test for COVID-19 - or do you think it is not realistic to expect they will do this?

- **GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, Atlantic Canada Young Adults** Do you feel that fully vaccinated travelers should continue to be required to take a test for COVID-19 upon arrival into Canada?
 - IF YES: Is it important that these tests be administered at ports of entry or should travelers be permitted to take their test at local pharmacies?
- **GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, Atlantic Canada Young Adults** Some have suggested Canada should switch to using rapid tests to test fully vaccinated travelers for COVID-19 upon arrival in Canada, and not require quarantine for any traveler who tests negative. These tests are less accurate than the current arrival tests at detecting the virus, but can be processed in 15 minutes. How would you feel about making this change?
- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents** Do you think that the spread of COVID-19 is going to get worse in the near term?
 - Or, are we in the middle of it now?
 - Or, is the worst behind us?

Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents As some of you may be aware, the Government of Canada put in place several temporary COVID-19 benefits and financial support to people who have been affected by COVID-19, such as the Canada Recovery Benefit (CRB), the Canada Emergency Student Benefit (CESB), the Canada Emergency Wage Subsidy (CEWS), among many others. Many of these benefits are scheduled to end in September.

- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents** Do you think that makes sense, should they end sooner or should they be extended?
 - What makes you say that?
- **Nova Scotia Parents, Calgary Parents** As you may be aware, Health Canada has approved administering the Pfizer COVID-19 vaccine to children aged 12 and older. Have you/are you planning to have your kids vaccinated? Why/why not?
 - Is the decision to get vaccinated one that you will make or will you leave it up to your kids?
 - Have you talked to your kids about it?
 - (FOR THOSE WHO ARE HESITANT) What are the factors that will influence you/your child's decision on whether or not to get vaccinated?

- Are there questions about administering COVID-19 vaccines to kids that you would like answers to?
- **Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant** When we asked you to participate in this focus group, we asked whether you thought you would get vaccinated or not. Some of you said you would, but you preferred to wait, and others of you said you were unsure. Is this still the case? Why/why not?
 - (FOR THOSE WHO ARE HESITANT) What are the factors that will influence your decision on whether or not to get vaccinated?
- **Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters** When we asked you to participate in this focus group, each of you indicated that you have not received a COVID-19 vaccine.
 - Do you plan to get vaccinated in the near future? Why/why not?
 - (FOR THOSE WHO ARE HESITANT) What are the factors that will influence your decision on whether or not to get vaccinated?
- **Outaouais Region Quebec Vaccine Hesitant, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters** Are there any questions about COVID-19 vaccines you would like answers to that would help you decide to get vaccinated or not?
- **Windsor** Has anyone seen, read or heard anything in the news recently about cross-border vaccination access between Windsor and Detroit? What have you heard?

Windsor CLARIFY AS NEEDED

The mayor of Windsor has said that he would like Windsor residents to be able to receive their second dose of a COVID-19 vaccine that would otherwise go unused in the U.S. (for example, excess doses at U.S. pharmacies). He has proposed various options for doing this, such as setting up a vaccine clinic in the Detroit-Windsor Tunnel.

- **Windsor** What do you think about this? Do you think it's a good idea or do you think it's not necessary to do this?
 - PROMPT AS NEEDED: For example, are you satisfied with the pace at which Canadians are being vaccinated?
- **Windsor** Have you heard anything about how the Government of Canada has responded to this idea of cross-border vaccinations?
 - What have you heard?
 - What do you think of that?
- **Windsor** Have you heard anything about how the U.S. Government has responded to this idea?
 - What have you heard?
 - What do you think of that?

LOCAL ISSUES/HOUSING (20-40 minutes) **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Nova Scotia Parents,**

Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters, Calgary Parents

Let's shift our focus a little bit.

- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** What are the most important sectors and industries in Manitoba?
- **Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years** Now, thinking specifically about Hamilton, what are some of the biggest local issues and concerns in the city?
- **Nova Scotia Parents** What are the most important sectors and industries in Nova Scotia?
- **Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years** What are the most important sectors and industries in the Lower Mainland?
- **Windsor** What are the most important sectors and industries in Windsor?
- **Calgary Parents** What are the most important sectors and industries in Alberta?
- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** Which sectors and industries in Manitoba do you feel need the most help? Why do these sectors and industries need federal support?
- **Nova Scotia Parents** Which sectors and industries in Nova Scotia do you feel need the most help? Why do these sectors and industries need federal support?
- **Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years** Which sectors and industries in the Lower Mainland do you feel need the most help? Why do these sectors and industries need federal support?
- **Windsor** Which sectors and industries in Windsor do you feel need the most help? Why do these sectors and industries need federal support?
- **Calgary Parents** Which sectors and industries in Alberta do you feel need the most help? Why do these sectors and industries need federal support?

Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Nova Scotia Parents, Calgary Parents

NOTE TO MODERATOR: For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support these sectors? What else can the Government of Canada do to support these sectors?

Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Windsor NOTE TO MODERATOR: Probe if the Government of Canada has done anything to help with these issues?

- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** Now, thinking specifically about Winnipeg, what are some of the biggest local issues and concerns in the city?
- **Nova Scotia Parents** Now, thinking specifically about your city, what are some of the biggest local issues and concerns?
- **Calgary Parents** Now, thinking specifically about Calgary, what are some of the biggest local issues and concerns in the city?
- **Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** What are the most important infrastructure projects in Winnipeg that you think the Government of Canada should support?
- **Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Windsor** What are the most important infrastructure projects in your city that you think the Government of Canada should support?
- **Calgary Parents** What are the most important infrastructure projects in Calgary that you think the Government of Canada should support?
- **Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years** Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada's recent announcement to help fund a Hamilton rapid transit project?

Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years CLARIFY: Recently, the federal government announced that it would help pay for a rapid transit project in Hamilton, likely in the form of light rail transit (LRT) or a bus rapid transit system along the lower city's main corridor.

- What do you think about this new initiative?
- Will this make a difference in Hamilton?
- Are there any other infrastructure projects you think the Government of Canada should place a high priority on in your region?
- **Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years** Have you seen, read or heard anything about the possibility of replacing the George Massey Tunnel with a new tunnel or bridge?
 - IF YES: What do you think about this new initiative?
 - Do you think it will ease traffic congestion?

- Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters In your own words, how do you feel about the state of the housing market in your area?
- Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years Is it important for you to buy a home in the future?
- Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years Do you think you'll be able to buy a home in the future?
 - IF YES, how would it impact you if you cannot manage to buy a home in the future?
- Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters Has the Government of Canada done anything to support individuals who want to buy a home?

Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters Now I'd like to talk about some of the measures in the 2021 federal budget related to affordable housing...

SHOW ON SCREEN

The Budget proposes advancing and reallocating previously announced funding in order to:

- Accelerate the creation of new units and the repair of existing units
 - Support the construction, repair, and operating costs of an estimated 560 units of transitional housing and shelter spaces for women and children fleeing violence
 - Support the conversion of vacant commercial property (e.g. retail and office space) into rental housing
- Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters How do you feel about these initiatives?
 - Do you think it will help address affordable housing needs?

- Do you think creating new rental units will impact individuals wanting to purchase a home? Why/why not?
- Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters Have you heard of the Government of Canada’s plans to tax the unproductive use of Canadian housing by foreign non-resident owners? (sometimes referred to in the media as a “foreign buyers tax”)

Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters **SHOW ON SCREEN**

The Budget also proposes a national 1% tax on the value of foreign, non-resident-owned residential homes considered to be vacant or underused. The federal government estimates that the tax could increase federal revenues by \$700 million over four years starting in 2022-23. The tax will require owners, other than Canadian citizens or permanent residents of Canada, to file a declaration as to the current use of the property, with significant penalties for failure to file.

- What do you think about this initiative?
- Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters Do you think that this initiative will have an impact on the housing market?
- Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters Have you seen, read or heard anything recently about the new mortgage stress test?
 - If so, what did you hear?

Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years **SHOW ON SCREEN**

Recently, the Office of the Superintendent of Financial Institutions within the Government of Canada announced a tightening of rules on the mortgage stress test for homebuyers with insured and uninsured mortgages (residential mortgages with a down payment of 20% or more) starting June 1, 2021. The minimum qualifying rate for uninsured mortgages will rise to either the contracted rate plus two percentage points or 5.25%, whichever is higher.

As it stands, any buyer whose down payment on a home is 20% of the purchase price or more has to show that they can afford mortgage payments if the interest rate was two percentage points higher

than what the bank is offering them or the five-year benchmark rate published by the Bank of Canada, which sits at 4.79%, whichever is higher.

Outaouais Region Vaccine, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters SHOW ON SCREEN

As of June 1st, 2021, the Office of the Superintendent of Financial Institutions within the Government of Canada tightened the rules on the mortgage stress test for homebuyers with insured and uninsured mortgages (residential mortgages with a down payment of 20% or more). The minimum qualifying rate for uninsured mortgages has now risen to either the contracted rate plus two percentage points or 5.25%, whichever is higher.

Beforehand, any buyer whose down payment on a home is 20% of the purchase price or more had to show that they can afford mortgage payments if the interest rate was two percentage points higher than what the bank was offering them or the five-year benchmark rate published by the Bank of Canada, which sits at 4.79%, whichever was higher.

- **Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters** What are your thoughts about these new mortgage rules?

Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters The Bank of Canada has said that many households have taken on large mortgages compared with their income, limiting their flexibility to deal with an unforeseen financial shock like the loss of a job. The total household debt has increased by 4% since the start of the pandemic, picking up sharply since the housing market started to heat up across Canada.

- **Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters** Does hearing that affect your thoughts on these new mortgage rules?
- **Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years** Will these changes affect you? How?
- **Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Lower Mainland BC Non Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Windsor, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters** Now just thinking back to the various plans we've discussed (creating more rental

units, tax on foreign non-resident owned vacant residential homes, the new mortgage stress test), is there anything else the Government of Canada should do (or not do) to make home ownership more feasible?

VEHICLE EMISSIONS/WARNING LABELS (10 minutes) Winnipeg Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours in COVID-19 Hot Spot, Hamilton Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years

Let's talk briefly about pollution warning labels.

As some of you may know, cigarette and little cigar packages in Canada are required to have three labelling components: health warnings (graphic warning of the health effects of tobacco use), health information messages (messages on the health benefits of quitting smoking), and toxic emissions statements (information on the health effects of toxic substances in cigarettes).

- How would you feel about requiring "pollution warning labels" on the highest polluting cars, trucks and SUV's, similar to requirements for cigarette packs? This would only be applied at the point of sale (like at the car dealership), and not something that you would see labelled on the car after you purchase it. The goal would be to let car buyers know which cars on the lot are high polluting.
 - Do you think requiring these types of labels would influence the kinds of vehicles individuals purchase? Why/why not?
- Does anyone know what ZEVs are? Can you provide a brief description?

CLARIFY AS NEEDED:

A ZEV is a vehicle that has the potential to produce no tailpipe emissions. They can still have a conventional internal combustion engine, but must also be able to operate without using it. Examples of ZEVs include battery-electric, plug-in hybrid electric and hydrogen fuel cell.

- How would you feel if the Government of Canada mandated that all of new car sales be ZEVs by 2035?
- How do you feel about the Government of Canada following other countries and some American states in setting targets so that a percentage of cars sold in Canada need to be electric?
- For example, California mandated to sell only zero-emissions vehicles by 2035. How would you feel if Canada followed this example and mandated that all new cars sold in Canada need to be ZEV by 2035?

ZERO EMISSION VEHICLES (30 minutes) Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults

Let's shift to a different topic

- Does anyone know what zero emission vehicles (ZEVs) are? Can you provide a brief description?
 - IF UNAWARE: What about electric vehicles? Do you know what these are?
- Is there a difference between ZEVs and electric vehicles?
 - IF YES: What is the difference?

CLARIFY AS NEEDED:

A ZEV is a vehicle that has the potential to produce no tailpipe emissions. They can still have a conventional internal combustion engine, but are also able to operate without using it. Examples of ZEVs include battery-electric, plug-in hybrid electric and hydrogen fuel cell vehicles. So essentially, an electric vehicle is a type of ZEV; hydrogen fuel cell is another type of ZEV.

Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults What are your thoughts about zero emission vehicles?

Do you see yourselves ever buying one?

- IF NOT: What is holding you back?
 - What are the most important things that would sway you to consider buying a zero emission vehicle?
- Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults Would you be more likely to purchase a zero emission vehicle if you knew the vehicle, or some of its components, were made in Canada?
 - Is made-in-Canada an important attribute when making this type of purchase?
 - Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults Is purchasing a zero emission vehicle accessible to everyone or are they just affordable for rich people?
 - Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults Do you think that Canada is heading to a point where ZEVs will be as affordable as other cars?
 - PROBE: In how many years could we achieve this goal of being able to afford ZEVs as easily as regular cars? (PROMPT AS NEEDED: In 5 years, 10 years, 20 years, never?)
 - Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York

Region Parents, Atlantic Canada Young Adults What do you know about the technology and process for charging electric vehicles?

- Have you ever charged one or seen someone charge one?
- **Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults** Given your lifestyle, what do you think would be the pros and cons of using electricity rather than gasoline for your car?
- **Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults** How do you feel about the Government of Canada following other countries and some American states in setting targets so that a percentage of cars sold in Canada need to be electric?
- **Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, GMA Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Mid-size Centres Prairies Vaccine Rejecters, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults** For example, California mandated to sell only zero-emissions vehicles by 2035. How would you feel if Canada followed this example and mandated that all new cars sold in Canada need to be ZEV by 2035?
- **Nova Scotia Parents, Lower Mainland BC Non-Homeowners Looking to Purchase in Next 5 Years, Outaouais Region Vaccine Hesitant, Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults** If manufacturers were forced to only make 100% zero emission vehicles, do you think that the price of ZEVs would go down? Or, does that mean that consumers will have to pay more for a car in the future?

INDIGENOUS ISSUES (30 minutes) **Saguenay & Lac-St-Jean Region Quebec, City of Toronto/York Region Parents, Atlantic Canada Young Adults**

Let's shift our focus a little bit.

- How important are Indigenous issues compared to other Government of Canada priorities at the moment?
- Do you think the Government of Canada is focusing about the right amount of attention on Indigenous Issues, not enough or too much? What makes you say anything
- Are you aware of any specific things the Government of Canada has done recently to address Indigenous issues?
 - IF YES, what have they done?

- What do you think are the most important Indigenous issues the Government of Canada should focus on?
- I'm going to show you some things the Government has done and then I'm going to get your thoughts

SHOW ON SCREEN

- Announced another \$1.5 billion to finish the work of **lifting all long-term drinking water advisories**. This is in addition to the \$2.19 billion already budgeted. Since fall 2015, 108 advisories have been lifted, and there are currently 51 in effect.
- Implemented a series of actions in response to the findings of the **National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls**, including increased health support and victim services supports, financial support to the RCMP's National Investigative Standards and Practices Unit, and a crisis support line for those affected by missing and murdered Indigenous women and girls.
- Introduced a bill to implement the **United Nations Declaration on the Rights of Indigenous People (UNDRIP)**. This bill will mandate the government to provide a framework for departments to give First Nations a shared role in decision-making in actions that affect their lives, lands, families and cultures.
- Of the \$33.8 million allocated in 2019 towards projects aimed at researching the children who died at **residential schools**, recently opened the remaining \$27 million to Indigenous communities to fund searches at former residential school sites, as well as memorials and other commemorations to mark the graves.

POLL: Now I'd like you to choose which of these initiatives is the most impactful:

- Announcing additional funding to end all long-term drinking water advisories
- Implementing actions to address the issue missing and murdered Indigenous women and girls
- Implementing UNDRIP
- Opening funding to Indigenous communities to fund searches at residential school sites, memorials and other commemorations to mark the graves

Moderator to go through poll results and find reasons for selections

- Now that I've shown you some of the initiatives the Government of Canada has undertaken, does this change how you feel about how the federal government is addressing Indigenous issues?
 - IF YES: how so?
- Are there other specific actions you think the Government of Canada needs to take to address key Indigenous issues?

HEALTH CANADA YOUTH VACCINATION MESSAGING (30 minutes) City of Toronto/York Region

Parents, Calgary Parents

Let's shift our attention to communication messages related to COVID-19 vaccinations, specifically as it relates to youth aged 12-17.

I'll show you two sets of messages. We will read them together and then go over your thoughts about them.

MESSAGE SET A (SHOW ON SCREEN):

1. *COVID-19 can have serious consequences for all age groups, including young people, particularly given the circulation of COVID-19 variants.*
2. *Getting your child vaccinated against COVID-19 is recommended by a number of authorities, including the Canadian Paediatric Society.*
3. *The approved Pfizer-BioNTech vaccine is safe and effective for children.*
 - a. *Clinical trials for those age 12 to 17 showed it was 100% effective against symptomatic COVID-19 illness.*
 - b. *The trials showed the immune response in those aged 12 to 15 years was consistent with the immune response in those 16 to 25 years of age.*
4. *Health Canada and the Public Health Agency of Canada are closely monitoring the use of the COVID-19 vaccine in youth 12 to 17. If safety concerns are identified and confirmed, Health Canada will take appropriate action.*

- What are your initial thoughts about these messages?
- What is the main theme expressed here?
- What do you think about the reference to variants in the first message?
 - Does the mention of variants make you think about the possible severity of the consequences of contracting COVID-19 for children and youth?
 - Is the risk from variants a consideration for you in terms of whether or not to vaccinate your children?
- Message 2 refers to the Canadian Paediatric Society. Do you think this a good example of a health authority?
 - Are there other health authorities that you think would carry more weight?
 - PROMPT AS NEEDED: what about Health Canada and or the Public Health Agency of Canada (PHAC)?
 - What about the National Advisory Committee on Immunizations (NACI)?
 - Are any of these more compelling than others, or do you consider them all more or less equal when it comes to providing recommendations?
 - IF NOT RAISED: Do you trust Health Canada and/or the Public Health Agency of Canada as information sources concerning COVID-19 youth vaccinations?
- Looking at message 3, do you feel the general bullet is sufficient or are the two sub-bullets needed to address any safety concerns?

- And now looking at message 4, what do you think of this? Is necessary to highlight that Health Canada and the Public Health Agency of Canada are monitoring the vaccine and any potential safety concerns in children aged 12 to 17, or does this seem obvious and thus is not necessary to say?

MESSAGE SET B (SHOW ON SCREEN):

1. *You protect your children every day. Getting a COVID-19 vaccine is another way to protect them and protect others against COVID-19.*
 2. *We all want our kids to get back to being kids. When you and your child get vaccinated, you're helping them get one step closer to doing what they love and need for their mental health and well-being:*
 - a. *Seeing friends and family*
 - b. *Participating in extracurricular activities, like sports and games*
 - c. *In-person schooling*
 3. *Talk to your children and teens about the importance of getting a COVID-19 vaccine.*
 4. *It's normal to have questions and concerns. Speak with your health care provider about vaccinating your children and teens against COVID-19.*
- What are your initial thoughts about these messages?
 - What is the main theme expressed here?

COMPARISON:

POLL: Now I'd like you to choose which set of messages resonates more with you

- Message Set A
- Message Set B

Moderator to go through poll results and find reasons for selections

- Do you think anything should be added or removed to improve the messages and encourage parents to get their child vaccinated against COVID-19?

WESTERN ECONOMIC DIVERSIFICATION CANADA BRANDING (25 minutes) Calgary Parents

We are now going to review two creative concepts that may be used by the Government of Canada to inform Canadians about things related to western Canada...

Let's take a look at the first concept. This could be displayed in brochures or signage, on websites, or on social media, such as Twitter and LinkedIn. Note that these are still in draft format, so the text near the top (Lorem |ps) is just a placeholder for the moment. It's just meant to give you a visual sense of how the text would look.

SHOW CONCEPT A ON SCREEN

- Overall, what do you think of the look of this concept?
- Does it resonate with you? Why or why not?
- Would this stand out if you saw it on a website, in a brochure, etc.?
- What do you like most about it? What do you like least?

- Prior to seeing this concept, how many of you were familiar with Western Economic Diversification Canada (show of hands)?
- Does this concept give you a sense of what Western Economic Diversification Canada does? How so?

- Do you have any other thoughts about what could make this concept more effective?

Now I'm going to show you a different concept.

SHOW CONCEPT B ON SCREEN

- Overall, what do you think of the look of this concept?
- Does it resonate with you? Why or why not?
- Would this stand out if you saw it on a website, in a brochure, etc.?
- What do you like most about it? What do you like least?

- Does this concept give you a sense of what Western Economic Diversification Canada does? How so?

- Do you have any other thoughts about what could make this concept more effective?

COMPARISON:

POLL: Now I'd like you to choose which set of messages resonates more with you

- CONCEPT A
- CONCEPT B

Moderator to go through poll results and find reasons for selections

CONCLUSION (5 minutes)

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – Juin 2021 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-20 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais** Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet du projet de loi C-96, ou ce que certaines personnes connaissent comme étant l'amendement de la Constitution pour reconnaître le Québec comme une nation et le français comme sa seule langue officielle et commune ?
 - SI OUI, qu'avez-vous entendu ?
 - Quelle a été la réponse du gouvernement du Canada à cela ?
- **Windsor** Je me demandais si vous pourriez me dire où vous obtenez la plupart de vos nouvelles ou de vos informations ? (en ligne, journaux, radio...)
 - SONDER : Pour vous qui disiez obtenir vos informations à la télévision ou à la radio, écoutez-vous surtout les médias canadiens ? Ou bien, écoutez-vous également des sources de nouvelles américaines ou de Détroit ?
- **Non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec)** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des plans du gouvernement du Canada visant à renforcer la protection de la langue française au Canada, aussi connu comme le projet de loi C-32 ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?
- **Jeunes adultes du Canada atlantique** Comment entendez-vous parler normalement des choses que le gouvernement du Canada a faites ou planifie de faire ? SONDER POUR : dans les actualités (imprimé, télé, radio, en ligne), sur les médias sociaux, par l'entremise d'amis et de la famille, etc.

- Et, est-ce également de cette façon que vous entendez généralement parler d'autres types de nouvelles — par exemple, les informations qui ne concernent pas nécessairement le gouvernement fédéral, ses plans et ses activités ?
 - SI NON : Quelles sont les autres sources sur lesquelles vous comptez pour obtenir d'autres informations (qui n'ont rien à voir avec les plans ou les actions du gouvernement fédéral) ?
- **Jeunes adultes du Canada atlantique** Outre les actions relatives à la COVID-19, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait au cours des 5 dernières années ? Par exemple, de nouveaux programmes ou services ou de nouveaux projets de loi ?
 - SI AUCUNE RÉPONSE, MENTIONNER : Il peut s'agir de l'environnement, des taxes, du commerce international, de mesures destinées à des groupes précis de Canadiens, etc.
- **Jeunes adultes du Canada atlantique** Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien ? Veuillez donner des exemples.
- **Jeunes adultes du Canada atlantique** Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de moins bien ? Que pourraient-ils améliorer ?

PERSPECTIVES LIÉES À LA COVID-19 ET AUX VACCINS (10-70 minutes) Tous les lieux

- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années** En ce qui concerne la performance du gouvernement du Canada pendant la pandémie, à votre avis, quelles sont les choses qu'il a faites de bien ces derniers temps ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Que pourrait-il faire de mieux ?
- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années** Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un aussi bon travail aujourd'hui qu'au début de la pandémie, ou diriez-vous qu'il fait un meilleur travail ou un moins bon travail ?
 - Veuillez expliquer.
- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg** Récemment, le Manitoba a renforcé les restrictions dans toute la province, y compris la fermeture des restaurants, des bars et des terrasses, les gymnases, les centres d'entraînement physique, les musées, les bibliothèques et les camps de jour.
 - Que pensez-vous des restrictions actuellement en vigueur ?
 - Devraient-elles être levées ? Est-ce que plus de choses devraient maintenant être rouvertes ?
 - Devraient-elles être resserrées davantage ?
 - Quel fut l'impact de celles-ci sur vos familles ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg

Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il fournira au Manitoba plus de soutien lié à la pandémie, en réponse à une demande d'aide de la province. Le gouvernement du Canada prévoit de déployer des ressources humaines fédérales dans le domaine de la santé, de déployer du personnel médical par l'intermédiaire de la Croix-Rouge et d'apporter le soutien des Forces armées canadiennes, ainsi que d'envoyer des épidémiologistes, une capacité de santé publique, des techniciens de laboratoire et une capacité de dépistage accrue.

- Que pensez-vous de ce soutien supplémentaire fourni au Manitoba ?

Parents de Calgary Récemment, l'Alberta a assoupli les restrictions dans certaines régions. Plus précisément, lors de la phase 2 de la réouverture de Calgary, les rassemblements extérieurs regroupant jusqu'à 20 personnes étaient autorisés, et les concerts ou festivals extérieurs pouvaient accueillir jusqu'à 150 personnes. Avec la phase 3 de la réouverture, qui aura lieu le 1^{er} juillet, toutes les restrictions devraient être levées, y compris l'interdiction des rassemblements sociaux intérieurs.

- Que pensez-vous des restrictions actuellement en vigueur ?
 - Que pensez-vous du fait de lever les restrictions actuelles ? Vous sentez-vous en sécurité face à la réouverture ?
 - Devraient-elles être resserrées davantage ?
 - Avec le coup d'envoi du Stampede de Calgary le 9 juillet, vous sentez-vous en sécurité vu la levée des restrictions ? Est-ce que la possibilité d'une quatrième vague vous inquiète ?
- **Parents de la Nouvelle-Écosse, parents de Calgary** Quel a été l'impact de la COVID-19 et des restrictions liées à la COVID sur vous ?
 - Quels ont été les effets des restrictions sur votre famille ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg

Lorsque nous vous avons invité à cette séance, certains d'entre vous ont dit que vous aviez récemment participé à un rassemblement ou à un événement social à l'extérieur de votre domicile ou que vous alliez voir des amis, des voisins ou des membres de votre famille élargie de temps à autre. Certains d'entre vous ont également indiqué que vous en aviez assez de devoir continuer à respecter les mesures de santé publique, ou que vous ne prêtiez plus attention aux conseils de santé publique, ou encore que vous en aviez assez de devoir éviter de voir des gens...

- Qu'est-ce qui vous ennuie ou que trouvez-vous difficile lorsqu'il s'agit de suivre les conseils de santé publique ?
- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse, non-propriétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies, région**

du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec) Que savez-vous des restrictions de voyage actuelles du Canada ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse ÉCLAIRCISSEMENT :

Le gouvernement du Canada a mis en place plusieurs mesures relatives aux voyages internationaux afin d'arrêter la propagation de la COVID-19 en provenance d'autres pays. Certaines de ces mesures incluent l'obligation de fournir une preuve de résultat négatif à la COVID-19 dans les 72 heures avant le vol, en plus d'un test à l'arrivée pour les personnes qui entrent par voie aérienne ou terrestre, ainsi qu'un séjour supplémentaire obligatoire de trois nuits à leurs propres frais dans un lieu d'hébergement (hôtel) autorisé par le gouvernement, en attendant les résultats de leur test à l'arrivée pour celles qui entrent par voie aérienne. Il a également annoncé récemment une suspension des vols de passagers et des vols d'affaires en provenance de l'Inde et du Pakistan afin de freiner la propagation des variants de COVID-19.

Non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies ÉCLAIRCISSEMENT :

Le gouvernement du Canada a mis en place plusieurs mesures relatives aux voyages internationaux afin d'arrêter la propagation de la COVID-19 en provenance d'autres pays. Certaines de ces mesures incluent l'obligation de fournir une preuve de résultat négatif à la COVID-19 dans les 72 heures avant le vol, en plus d'un test à l'arrivée pour les personnes qui entrent par voie aérienne ou terrestre, ainsi qu'un séjour supplémentaire obligatoire de trois nuits à leurs propres frais dans un lieu d'hébergement (hôtel) autorisé par le gouvernement, en attendant les résultats de leur test à l'arrivée pour celles qui entrent par voie aérienne. Après le séjour obligatoire de trois nuits à l'hôtel, elles doivent compléter le reste de leur quarantaine de 14 jours à leur domicile ou dans un établissement de leur choix, selon leur plan de quarantaine. Il a également annoncé récemment une suspension des vols de passagers et des vols d'affaires en provenance de l'Inde et du Pakistan afin de freiner la propagation des variants de COVID-19.

Région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec) ÉCLAIRCISSEMENT :

Le gouvernement du Canada a mis en place plusieurs mesures relatives aux voyages internationaux afin d'arrêter la propagation de la COVID-19 en provenance d'autres pays. Certaines de ces mesures incluent l'obligation de fournir une preuve de résultat négatif à la COVID-19 dans les 72 heures avant le vol, en plus d'un test à l'arrivée pour les personnes qui entrent par voie aérienne ou terrestre, ainsi qu'un séjour supplémentaire obligatoire de trois nuits à leurs propres frais dans un lieu d'hébergement (hôtel) autorisé par le gouvernement, en attendant les résultats de leur test à l'arrivée pour celles qui entrent par voie aérienne. Après le séjour obligatoire de trois nuits à l'hôtel, elles doivent compléter le reste de leur quarantaine de 14 jours à leur domicile ou dans un établissement de leur choix, selon leur plan de quarantaine. Il a également annoncé récemment une suspension des vols de passagers et des vols d'affaires en provenance de l'Inde afin de freiner la

propagation des variants de COVID-19. *NOTE AU MODÉRATEUR* : L'interdiction de voyager pour les vols en provenance du Pakistan a désormais été levée.

- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années. Que pensez-vous de ces mesures adoptées par le gouvernement du Canada ?
 - Que pensez-vous de ces mesures adoptées par le gouvernement du Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années. Quand le gouvernement du Canada devrait-il décider d'assouplir les restrictions ?
 - Quels sont certains des facteurs clés dont vous tiendriez compte pour prendre cette décision ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec). En gardant à l'esprit que les tests de dépistage de la COVID-19 obligatoires pourraient être en place pendant longtemps encore, quand pensez-vous qu'il pourrait mettre fin aux hôtels de quarantaine ?
- Non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique. Y a-t-il quelqu'un qui a entendu parler de quelconques changements quant à l'obligation de se mettre en quarantaine pour les voyageurs canadiens qui rentrent au pays ? Qu'avez-vous entendu ?

Non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies. **ÉCLAIRCISSEMENT** : Le gouvernement du Canada a annoncé

hier que les voyageurs canadiens (citoyens canadiens et résidents permanents) entièrement vaccinés n'auront plus à passer 14 jours en quarantaine pour la COVID-19 à leur retour au pays. Ce changement devrait entrer en vigueur le 1er juillet, en fonction du nombre de cas de COVID-19 et du taux de vaccination. Les voyageurs concernés devront toujours passer un test COVID-19 à leur arrivée et rester en isolement jusqu'à ce qu'un résultat négatif soit reçu. Le gouvernement fédéral éliminera également l'obligation pour les voyageurs aériens canadiens entièrement vaccinés de passer trois jours dans un hôtel autorisé à leur arrivée.

- Qu'en pensez-vous ?

Région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique ÉCLAIRCISSEMENT :

- Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'à partir du 5 juillet, les voyageurs **entièrement vaccinés qui sont autorisés** à entrer au Canada (c'est-à-dire les citoyens canadiens, les résidents permanents et les voyageurs essentiels) ne seront plus tenus de passer trois jours dans un hôtel autorisé, ni de passer quatorze jours en quarantaine de COVID-19 à leur retour au pays, ni d'effectuer le test de dépistage de la COVID-19 obligatoire du jour 8.
- Les tests de dépistage de la COVID-19 avant le départ et à l'arrivée sont maintenus.
- Les voyageurs entièrement vaccinés doivent également être asymptomatiques.
- Pour être considérés comme entièrement vaccinés, les voyageurs doivent avoir reçu toutes les doses d'une série d'un vaccin ou d'une combinaison de vaccins contre la COVID-19 autorisée par le gouvernement du Canada au moins quatorze jours avant leur arrivée au Canada.
- Les voyageurs doivent présenter un plan de quarantaine à utiliser au cas où il serait déterminé qu'ils ne remplissent pas toutes les conditions requises.

Région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique NOTE AU MODÉRATEUR : Ce changement ne s'applique pas aux non-citoyens entièrement vaccinés qui souhaitent venir au pays pour des raisons non essentielles ni aux voyageurs canadiens qui ne sont pas entièrement vaccinés. Dans ces cas, l'ensemble des restrictions de voyage existantes restent en vigueur, y compris la quarantaine obligatoire de trois jours dans un hôtel autorisé, à leurs frais, et le reste de la quarantaine de quatorze jours à leur domicile ou dans un établissement de leur choix.

- Qu'en pensez-vous ?
- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse** Que diriez-vous s'il raccourcissait la période de quarantaine ?
- **Non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies** Que diriez-vous s'il raccourcissait la durée de la quarantaine pour d'autres voyageurs entièrement vaccinés (par

d'autres voyageurs, on entend des personnes qui ne sont pas des citoyens canadiens ni des résidents permanents qui arrivent au Canada) ?

- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique Quand devrait-il autoriser certains voyages non essentiels à destination du Canada ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies Que diriez-vous d'accorder à certains pays certaines exemptions aux frontières ? Par exemple, l'ouverture des frontières aux pays qui ont un taux de vaccination élevé ou un faible nombre de cas ?
 - Que penseriez-vous de rouvrir la frontière entre le Canada et les États-Unis ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies Qu'en est-il si la frontière n'était ouverte qu'aux voyageurs non essentiels au Canada qui sont entièrement vaccinés (c'est-à-dire ayant reçu les deux doses d'un vaccin COVID-19 à deux doses) ? Pensez-vous qu'il s'agisse d'une bonne approche, ou non ?
 - SI NON : Et si ces personnes devaient quand même suivre les autres mesures de voyage en place — c'est-à-dire qu'elles devaient quand même subir un test de dépistage de la COVID et devaient quand même être mises en quarantaine à leur arrivée au Canada ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines

années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies Est-ce que les voyageurs qui sont entièrement vaccinés doivent continuer à être soumis aux mêmes exigences de dépistage et de quarantaine que ceux qui n'ont pas été vaccinés ? Ou faut-il leur accorder certaines exemptions ?

- Non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), jeunes adultes du Canada atlantique Une fois que l'exigence de passer trois jours dans un hôtel autorisé sera levée, pensez-vous que les voyageurs canadiens suivront les directives de s'auto-isoler à la maison jusqu'à ce qu'ils reçoivent un résultat négatif pour la COVID-19, ou pensez-vous qu'il n'est pas réaliste de s'attendre à ce qu'ils le fassent ?
- Non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), jeunes adultes du Canada atlantique Pensez-vous que les voyageurs entièrement vaccinés devraient toujours être tenus de passer un test de dépistage de la COVID-19 à leur arrivée au Canada ?
 - SI OUI : Est-il important que ces tests soient effectués aux points d'entrée ou devrait-on permettre aux voyageurs de subir leur test dans les pharmacies locales ?
- Non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), jeunes adultes du Canada atlantique Certaines personnes ont suggéré que le Canada devrait passer à l'utilisation de tests rapides pour le dépistage de la COVID-19 chez les voyageurs entièrement vaccinés à leur arrivée au Canada, et ne pas exiger de quarantaine pour tout voyageur dont le résultat est négatif. Ces tests sont moins précis que les tests actuels à l'arrivée pour détecter le virus, mais peuvent être traités en 15 minutes. Que penseriez-vous d'un tel changement ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse Pensez-vous que la propagation de la COVID-19 risque de s'aggraver à court terme ?
 - Ou bien, sommes-nous actuellement au cœur de celle-ci ?
 - Ou bien, est-ce que le pire est derrière nous ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse Comme certains d'entre vous le savent peut-être, le gouvernement du Canada a mis en place plusieurs prestations temporaires en lien avec la COVID-19 ainsi qu'un soutien financier pour les personnes qui ont été touchées par la COVID-19, comme la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE), la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE), la

Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), parmi tant d'autres. Plusieurs de ces prestations doivent prendre fin en septembre.

- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse** Pensez-vous que c'est raisonnable, qu'elles devraient prendre fin avant ou qu'elles devraient être prolongées ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Parents de la Nouvelle-Écosse, parents de Calgary** Comme vous le savez peut-être, Santé Canada a approuvé l'administration du vaccin contre la COVID-19 de Pfizer aux enfants de 12 ans et plus. Avez-vous fait vacciner vos enfants ou envisagez-vous de le faire ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Est-ce que la décision de se faire vacciner en est une que vous prendrez ou que vous laisserez à vos enfants ?
 - En avez-vous parlé avec vos enfants ?
 - (POUR LES PERSONNES QUI HÉSITENT) Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de faire vacciner ou non votre enfant ou qui influenceront la sienne sa décision ?
 - Y a-t-il des questions sur la vaccination des enfants contre la COVID-19 auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais** Lorsque nous vous avons invité à participer à ce groupe de discussion, nous vous avons demandé si vous pensiez vous faire vacciner ou non. Il y en a parmi vous qui ont répondu oui, mais que vous préféreriez attendre, et d'autres personnes se sont dites incertaines. Est-ce toujours le cas ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - [SI TOUJOURS HÉSITANT(E)] Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de vous faire vacciner ou non ?
- **Personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies** Lorsque nous vous avons demandé de participer à ce groupe de discussion, vous avez toutes et tous indiqué que vous n'aviez pas reçu de vaccin contre la COVID-19.
 - Comptez-vous vous faire vacciner dans un avenir rapproché ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - (POUR LES PERSONNES QUI SONT HÉSITANTES) Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de vous faire vacciner ou non ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies** Y a-t-il des questions sur les vaccins COVID-19 auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses, qui vous aideraient à décider de vous faire vacciner ou non ?

- **Windsor** Y a-t-il quelqu'un qui a vu, lu ou entendu quoi que ce soit aux informations récemment en ce qui concerne l'accès à la vaccination transfrontalière entre Windsor et Détroit ? Qu'avez-vous entendu ?

Windsor ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le maire de Windsor a déclaré qu'il aimerait que les résidents de Windsor puissent recevoir leur deuxième dose d'un vaccin contre la COVID-19 qui, autrement, ne serait pas utilisé aux États-Unis (par exemple, les doses excédentaires dans les pharmacies américaines). Il a proposé diverses options pour ce faire, comme la mise en place d'une clinique de vaccination dans le tunnel Detroit-Windsor.

- **Windsor** Que pensez-vous de cela ? Pensez-vous que c'est une bonne idée ou pensez-vous qu'il n'est pas nécessaire de faire cela ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Par exemple, êtes-vous satisfait du rythme auquel la population canadienne se fait vacciner ?
- **Windsor** Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à la réaction du gouvernement du Canada à cette idée de la vaccination transfrontalière ?
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - Que pensez-vous de cela ?
- **Windsor** Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à la réaction du gouvernement des États-Unis à cette idée ?
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - Que pensez-vous de cela ?

ENJEUX LOCAUX/LOGEMENT (20 à 40 minutes) Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies, parents de Calgary

Changeons un peu de sujet.

- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg** Quels sont les industries et les secteurs les plus importants au Manitoba ?
- **Non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années** Maintenant, en pensant spécifiquement à Hamilton, quelles sont les plus importantes questions et préoccupations locales dans la ville ?

- **Parents de la Nouvelle-Écosse** Quels sont les industries et les secteurs les plus importants en Nouvelle-Écosse ?
- **Non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années** Quels sont les industries et les secteurs les plus importants dans le Lower Mainland ?
- **Windsor** Quels sont les industries et les secteurs les plus importants à Windsor ?
- **Parents de Calgary** Quels sont les industries et les secteurs les plus importants en Alberta ?
- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg** Quels sont, selon vous, les industries et les secteurs au Manitoba qui ont le plus besoin d'aide ? Pourquoi ces industries et ces secteurs ont-ils besoin de soutien de la part du fédéral ?
- **Parents de la Nouvelle-Écosse** Quels sont, selon vous, les industries et les secteurs en Nouvelle-Écosse qui ont le plus besoin d'aide ? Pourquoi ces industries et ces secteurs ont-ils besoin de soutien de la part du fédéral ?
- **Non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années** Quels sont, selon vous, les industries et les secteurs dans le Lower Mainland qui ont le plus besoin d'aide ? Pourquoi ces industries et ces secteurs ont-ils besoin de soutien de la part du fédéral ?
- **Windsor** Quels sont, selon vous, les secteurs et les industries à Windsor qui ont le plus besoin d'aide ? Pourquoi ces industries et ces secteurs ont-ils besoin de soutien de la part du fédéral ?
- **Parents de Calgary** Quels sont, selon vous, les industries et les secteurs en Alberta qui ont le plus besoin d'aide ? Pourquoi ces industries et ces secteurs ont-ils besoin de soutien de la part du fédéral ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg, parents de la Nouvelle-Écosse, parents de Calgary NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs ?

Non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, Windsor NOTE AU MODÉRATEUR : Sonder à savoir si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit en réponse à ces enjeux.

- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg** Maintenant, en pensant spécifiquement à Winnipeg, quelles sont les plus importantes questions et préoccupations locales dans la ville ?
- **Parents de la Nouvelle-Écosse** Maintenant, en pensant spécifiquement à votre ville, quelles sont les plus importantes questions et préoccupations locales dans la ville ?
- **Parents de Calgary** Maintenant, en pensant spécifiquement à Calgary, quelles sont les plus importantes questions et préoccupations locales dans la ville ?
- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués de Winnipeg** Quels sont à votre avis les projets d'infrastructure les plus importants à Winnipeg que le gouvernement du Canada devrait soutenir ?
- **Parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, Windsor** Quels sont à votre avis les projets d'infrastructure les plus importants dans votre ville que le gouvernement du Canada devrait soutenir ?
- **Parents de Calgary** Quels sont à votre avis les projets d'infrastructure les plus importants à Calgary que le gouvernement du Canada devrait soutenir ?
- **Non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la récente annonce du gouvernement du Canada concernant le financement d'un projet de transport rapide à Hamilton ?

Non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années ÉCLAIRCISSEMENT : Récemment, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il participerait au financement d'un projet de transport en commun rapide à Hamilton, probablement sous la forme d'un train léger sur rail (TLR) ou d'un système de transport rapide par autobus le long du corridor principal de la basse-ville.

- Que pensez-vous de cette nouvelle initiative ?
- Cela fera-t-il une différence à Hamilton ?
- Y a-t-il d'autres projets d'infrastructure auxquels, selon vous, le gouvernement du Canada devrait accorder une grande priorité dans votre région ?
- **Non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit sur la possibilité de remplacer le tunnel George Massey par un nouveau tunnel ou un nouveau pont ?
 - SI OUI : Que pensez-vous de cette nouvelle initiative ?
 - Pensez-vous que cela permettra de réduire les embouteillages ?
- **Non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années,**

personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies En vos propres mots, que pensez-vous de l'état du marché immobilier dans votre région ?

- Non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-propriétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années Est-il important pour vous d'acheter une maison dans le futur ?
- Non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-propriétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années Pensez-vous être en mesure d'acheter une maison dans le futur ?
 - SI OUI, de quelle façon est-ce que cela vous affecterait si vous ne parveniez pas à acheter une maison dans le futur ?
- Non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-propriétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies Est-ce que le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour venir en aide aux personnes qui souhaitent accéder à la propriété ?

Non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-propriétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies J'aimerais maintenant vous parler de certaines mesures contenues dans le budget fédéral de 2021 en matière de logement abordable...

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le budget propose d'avancer et de réaffecter des fonds précédemment annoncés afin de :

- Accélérer la création de nouvelles unités et de réparer des unités existantes
- Appuyer les coûts de construction, de réparation et d'exploitation d'environ 560 logements de transition et places en refuge pour les femmes et les enfants fuyant la violence
- Appuyer la conversion des locaux commerciaux vacants (p. ex. locaux de commerce de détail et espace à bureaux) en logements locatifs

- Non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-propriétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies Que pensez-vous de cette initiative ?
 - Pensez-vous que cela contribuera à répondre aux besoins en logements abordables ?
 - Pensez-vous que la création de nouveaux logements locatifs aura un impact sur les personnes désireuses d'acheter une maison ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-propriétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies Avez-vous entendu parler des projets du gouvernement du Canada visant à taxer l'utilisation improductive des logements canadiens par des propriétaires étrangers non-résidents ? (Parfois qualifiée dans les médias de « taxe sur les acheteurs étrangers ».)

Non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-propriétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies AFFICHER À L'ÉCRAN

Le budget propose également une taxe nationale annuelle de 1 % qui s'appliquerait sur la valeur des biens immobiliers résidentiels considérés comme vacants ou sous-utilisés appartenant à des propriétaires étrangers non résidents. Le gouvernement fédéral estime que cette taxe pourrait augmenter les recettes fédérales de 700 millions de dollars sur quatre ans, à compter de 2022-23. En vertu de cette taxe, tous les propriétaires, autres que les citoyens canadiens ou les résidents permanents du Canada, devront produire une déclaration concernant l'utilisation actuelle du bien. Des sanctions importantes seront imposées à ceux qui ne le feront pas.

- Que pensez-vous de cette initiative ?
- Non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-propriétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies Pensez-vous que cette initiative aura un impact sur le marché du logement ?
- Non-propriétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-propriétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-propriétaires de

la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du nouveau test de résistance hypothécaire ?

- Le cas échéant, qu'avez-vous entendu dire ?

Non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années AFFICHER À L'ÉCRAN

Récemment, le Bureau du surintendant des institutions financières du gouvernement du Canada a resserré les règles relatives au test de résistance des prêts hypothécaires pour les acheteurs de maison ayant des prêts hypothécaires assurés et non assurés (prêts hypothécaires résidentiels avec une mise de fonds de 20 % ou plus) à compter du 1^{er} juin 2021. Le taux admissible minimal pour les prêts hypothécaires non assurés est maintenant passé au taux contractuel majoré de deux points de pourcentage ou à 5,25 %, selon le plus élevé des deux taux.

À l'heure actuelle, tout acheteur dont la mise de fonds sur une habitation est inférieure à 20 % du prix d'achat doit montrer qu'il serait en mesure d'effectuer ses paiements hypothécaires si le taux d'intérêt était de deux points de pourcentage plus élevé que ce que la banque lui proposait, ou s'il était équivalent au taux de référence de cinq ans publié par la Banque du Canada, actuellement à 4,79 %, selon le plus élevé des deux taux.

Personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies AFFICHER À L'ÉCRAN

En date du 1^{er} juin 2021, le Bureau du surintendant des institutions financières du gouvernement du Canada a resserré les règles relatives au test de résistance des prêts hypothécaires pour les acheteurs de maison ayant des prêts hypothécaires assurés et non assurés (prêts hypothécaires résidentiels avec une mise de fonds de 20 % ou plus). Le taux admissible minimal pour les prêts hypothécaires non assurés est maintenant passé au taux contractuel majoré de deux points de pourcentage ou à 5,25 %, selon le plus élevé des deux taux.

Auparavant, tout acheteur dont la mise de fonds sur une habitation était inférieure à 20 % du prix d'achat devait montrer qu'il serait en mesure d'effectuer ses paiements hypothécaires si le taux d'intérêt était de deux points de pourcentage plus élevé que ce que la banque lui proposait, ou s'il était équivalent au taux de référence de cinq ans publié par la Banque du Canada, actuellement de 4,79 %, selon le plus élevé des deux taux.

- Non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies Que pensez-vous de ces nouvelles règles hypothécaires ?

Non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies La Banque du Canada a souligné que de nombreux ménages avaient contracté des prêts hypothécaires importants par rapport à leur revenu, ce qui limite encore plus leur flexibilité pour affronter un choc financier comme la perte d'un emploi. La dette totale des ménages a augmenté de 4 % depuis le début de la pandémie, et s'est fortement accentuée alors que s'amorçait la surchauffe du marché immobilier partout au Canada.

- Non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies Est-ce que le fait d'entendre cela affecte votre opinion sur ces nouvelles règles hypothécaires ?
- Non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années Ces changements vous affecteront-ils ? De quelle façon ?
- Non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, Windsor, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies Maintenant, en pensant aux divers plans dont nous avons discuté (la création d'un plus grand nombre de logements locatifs, la taxe sur les propriétés résidentielles vacantes appartenant à des non-résidents étrangers, le nouveau test de résistance hypothécaire), y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada devrait faire (ou ne pas faire) pour rendre l'accession à la propriété plus réalisable ?

ÉMISSIONS DES VÉHICULES/ÉTIQUETTES DE MISE EN GARDE (10 minutes) Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et ont des comportements plus risqués dans les points chauds de COVID-19 de Winnipeg, non-proprétaires de Hamilton qui veulent acheter dans les 5 prochaines années Parlons brièvement des étiquettes de mise en garde relatives à la pollution.

Comme certains d'entre vous le savent peut-être, les paquets de cigarettes et de petits cigares au Canada doivent comporter trois éléments d'étiquetage relatif à la santé : les mises en garde relatives à la santé (mises en garde graphiques sur les effets du tabagisme sur la santé), les messages

d'information sur la santé (messages sur les avantages du renoncement au tabac sur la santé) et les énoncés sur les émissions toxiques (renseignements sur les effets des substances toxiques des cigarettes sur la santé).

- Que diriez-vous d'exiger des « étiquettes de mise en garde relatives à la pollution » sur les automobiles, les camions et les VUS les plus polluants, semblable aux exigences qui existent pour les paquets de cigarettes ? Cette mesure ne serait mise en place qu'au point de vente (comme chez le concessionnaire automobile) et ne consisterait pas d'une étiquette apposée sur le véhicule après son achat. L'objectif serait de permettre aux personnes qui achètent un véhicule de savoir quelles voitures sont très polluantes.
 - Pensez-vous que le fait d'exiger ce genre d'étiquettes influencerait le type de véhicules que les gens achètent ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Est-ce que quelqu'un sait ce que sont les VZE ? Pouvez-vous nous donner une brève description ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Un VZE est un véhicule qui a la capacité de ne produire aucune émission d'échappement. Il peut être équipé d'un moteur à combustion interne conventionnel, mais il doit pouvoir fonctionner sans ce moteur. Parmi les exemples de VZE, on compte les véhicules électriques à batterie, les véhicules hybrides électriques rechargeables, et les véhicules à pile à hydrogène.

- Que diriez-vous si le gouvernement du Canada exigeait que toutes les ventes de véhicules automobiles neufs soient des VZE d'ici 2035 ?
- Que pensez-vous du fait que le gouvernement du Canada suive d'autres pays et quelques états américains en établissant des objectifs pour qu'un pourcentage de voitures vendues au Canada doivent être électriques ?
- À titre d'exemple, la Californie a exigé à ce que soient vendus uniquement des véhicules zéro émission d'ici 2035. Que diriez-vous si le Canada suivait cet exemple et exigeait que toutes les nouvelles voitures vendues au Canada soient des VZE d'ici 2035 ?

VÉHICULES ZÉRO ÉMISSION (VZE) (30 minutes) Parents de la Nouvelle-Écosse, non-propriétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, non-propriétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies, région du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique

Passons à un autre sujet.

- Est-ce que quelqu'un sait ce que sont les VZE ? Pouvez-vous nous donner une brève description ?

- SI L'ON IGNORE : Qu'en est-il des véhicules électriques ? Savez-vous ce qu'ils sont ?
- Y a-t-il une différence entre les VZE et les véhicules électriques ?
 - SI OUI : Quelle est la différence ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Un VZE est un véhicule qui a la capacité de ne produire aucune émission d'échappement. Il peut être équipé d'un moteur à combustion interne conventionnel, mais il doit pouvoir fonctionner sans ce moteur. Des exemples de VZE incluent les véhicules électriques à batterie, les véhicules hybrides électriques rechargeables et les véhicules à pile à hydrogène. Donc, en gros, un véhicule électrique est un type de VZE ; un véhicule à pile à hydrogène est un autre type de VZE.

Parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique Que pensez-vous des véhicules zéro émission ? Vous voyez-vous un jour en acheter un ?

- SI NON : Qu'est-ce qui vous retient ?
- Quelles sont les choses les plus importantes qui vous inciteraient à envisager l'achat d'un véhicule zéro émission ?
- Parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique Seriez-vous plus susceptible d'acheter un véhicule zéro émission si vous saviez que le véhicule ou certains de ses composants étaient fabriqués au Canada ?
 - Le fait d'être fabriqué au Canada est-ce un attribut important au moment de faire ce type d'achat ?
- Parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique Est-ce que l'achat d'un véhicule zéro émission est accessible à toutes et tous ou est-ce qu'ils ne sont abordables que pour les gens riches ?
- Parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique Pensez-vous que le Canada se dirige vers un moment où les VZE seront aussi abordables que les autres voitures ?

- SONDER : Dans combien d'années pourrions-nous atteindre cet objectif de pouvoir se payer des VZE aussi facilement que des voitures ordinaires ? (AU BESOIN, DEMANDER : dans 5 ans, 10 ans, 20 ans, jamais ?)
- Parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique Que savez-vous de la technologie et du procédé de recharge des véhicules électriques ?
 - En avez-vous déjà rechargé un ou avez-vous vu quelqu'un en charger un ?
- Parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique Compte tenu de votre style de vie, quels seraient, selon vous, les avantages et les inconvénients d'utiliser l'électricité plutôt que l'essence pour faire rouler votre véhicule ?
- Parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique Que pensez-vous du fait que le gouvernement du Canada suive d'autres pays et quelques états américains en établissant des objectifs pour qu'un pourcentage de voitures vendues au Canada soient électriques ?
-
- Parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, non-proprétaires de la RGM qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes qui rejettent la vaccination des centres de taille moyenne des Prairies, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique À titre d'exemple, la Californie a exigé à ce que soient vendus uniquement des véhicules zéro émission d'ici 2035. Que diriez-vous si le Canada suivait cet exemple et exigeait que toutes les nouvelles voitures vendues au Canada soient des VZE d'ici 2035 ?
- Parents de la Nouvelle-Écosse, non-proprétaires du Lower Mainland de la C.-B. qui veulent acheter dans les 5 prochaines années, personnes hésitantes à la vaccination de la région de l'Outaouais, région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique Si les constructeurs étaient contraints de fabriquer uniquement des véhicules qui sont 100 % zéro émission, pensez-vous que le prix des VZE

baisserait ? Ou bien, est-ce que cela signifie que les consommateurs devront payer plus cher pour une voiture à l'avenir ?

QUESTIONS AUTOCHTONES (30 minutes) Région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Québec), parents de la ville de Toronto/région de York, jeunes adultes du Canada atlantique

Changeons un peu de sujet.

- Quelle est l'importance des questions autochtones par rapport aux autres priorités du gouvernement du Canada en ce moment ?
- En ce qui concerne les questions autochtones, pensez-vous que le gouvernement du Canada leur accorde l'attention qu'elles méritent, pas assez ou trop ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Êtes-vous au courant de quoi que ce soit de précis que le gouvernement du Canada a fait récemment pour traiter des questions autochtones ?
 - SI OUI, qu'a-t-il fait ?
- À votre avis, quelles sont les questions autochtones les plus importantes sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait se concentrer ?
- Je vais vous montrer certaines choses que le gouvernement a faites et ensuite je vais vous demander ce que vous en pensez.

AFFICHER À L'ÉCRAN

- L'annonce de 1,5 milliard de dollars supplémentaires pour terminer le travail visant à **lever tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable**. Ce montant s'ajoute aux 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget. Depuis l'automne 2015, 108 avis ont été levés, et il y en a 51 actuellement en vigueur.
- La mise en œuvre d'une série d'actions en réponse aux conclusions de **l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées**, y compris un soutien accru en matière de santé et de services aux victimes, un soutien financier au Bureau national des normes et pratiques d'enquête de la GRC, et une ligne de soutien en cas de crise pour les personnes touchées par la disparition et l'assassinat de femmes et de filles autochtones.
- Le dépôt d'un projet de loi visant à mettre en œuvre la **Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones** (DNUDPA). Ce projet de loi obligera le gouvernement à fournir un cadre aux ministères pour donner aux Premières Nations un rôle conjoint dans la prise de décisions sur les actions qui affectent leurs vies, leurs terres, leurs familles et leurs cultures.
- Sur les 33,8 millions de dollars affectés en 2019 à des projets destinés à la recherche des enfants décédés dans les **pensionnats**, les 27 millions de dollars restants ont récemment été débloqués pour les communautés autochtones afin qu'elles puissent financer des fouilles sur les sites d'anciens pensionnats, des monuments commémoratifs, et d'autres formes de commémoration permettant de marquer les tombes.

SONDAGE : J'aimerais maintenant que vous choisissiez parmi ces initiatives celle qui a le plus d'impact :

- L'annonce d'un financement supplémentaire pour mettre fin à tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable
- La mise en œuvre d'actions visant à s'attaquer à la question des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées
- La mise en œuvre de la DNUDPA
- Donner aux communautés autochtones l'accès à des fonds pour financer des fouilles sur les sites de pensionnats, des monuments commémoratifs, et d'autres formes de commémoration permettant de marquer les tombes

Le modérateur passera en revue les résultats du sondage et examinera ce qui a motivé leurs choix.

- Maintenant que je vous ai montré certaines des initiatives prises par le gouvernement du Canada, cela change-t-il votre impression sur la façon dont le gouvernement fédéral traite des questions autochtones ?
 - SI OUI : Comment ?
- Y a-t-il d'autres actions spécifiques que vous pensez que le gouvernement du Canada doit prendre pour traiter des principales questions autochtones ?

MESSAGES SUR LA VACCINATION DES JEUNES DE SANTÉ CANADA (30 minutes) Parents de la ville de Toronto/région de York, parents de Calgary

Tournons notre attention sur les messages de communication portant sur la vaccination contre la COVID-19, plus particulièrement en ce qui concerne les jeunes de 12 à 17 ans.

Je vais vous montrer deux séries de messages. Nous les lirons ensemble, puis nous discuterons de ce que vous en pensez.

ENSEMBLE DE MESSAGES « A » (AFFICHER À L'ÉCRAN) :

1. *La COVID-19 peut avoir des conséquences graves pour tous les groupes d'âge, y compris les jeunes, notamment en raison de la circulation des variants du COVID-19.*
2. *La vaccination de votre enfant contre la COVID-19 est recommandée par de nombreuses autorités, dont la Société canadienne de pédiatrie.*
3. *Le vaccin Pfizer-BioNTech qui a été approuvé est sûr et efficace pour les enfants.*
 - a. *Des essais cliniques sur des enfants âgés de 12 à 17 ans ont montré qu'il était efficace à 100 % contre la maladie symptomatique de la COVID-19.*
 - b. *Les essais ont montré que la réponse immunitaire chez les personnes âgées de 12 à 15 ans était cohérente avec la réponse immunitaire des personnes âgées de 16 à 25 ans.*

4. Santé Canada et L'Agence de la santé publique du Canada *surveillent de près l'utilisation du vaccin contre la COVID-19 chez les jeunes de 12 à 17 ans. Si des préoccupations en matière de sécurité sont identifiées et confirmées, Santé Canada prendra les mesures appropriées.*

- Quelles sont vos premières impressions au sujet de ces messages ?
- Quel est le thème principal qui est véhiculé ?
- Que pensez-vous de la référence aux variants dans le premier message ?
 - Est-ce que le fait de mentionner les variants vous fait penser à la gravité possible des conséquences pour les enfants et les jeunes qui contracteraient la COVID-19 ?
 - Le risque lié aux variants est-il un élément dont vous tenez compte dans votre décision de faire vacciner ou non vos enfants ?
- Le *message 2* fait mention de la Société canadienne de pédiatrie. Pensez-vous que c'est un bon exemple d'une autorité sanitaire ?
 - Y a-t-il d'autres autorités sanitaires qui, selon vous, auraient plus de poids ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il de Santé Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) ?
 - Qu'en est-il du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI)
 - Y en a-t-il qui sont plus persuasifs que d'autres, ou les trouvez-vous tous plus ou moins égaux lorsqu'il s'agit de faire des recommandations ?
 - SI CE N'EST PAS SOULEVÉ : Faites-vous confiance à Santé Canada et à l'Agence de la santé publique du Canada comme sources d'information concernant la vaccination des jeunes contre la COVID-19 ?
- En ce qui concerne le *message 3*, pensez-vous que le point général est suffisant ou que les deux sous-points sont nécessaires pour répondre à toute préoccupation en matière de sécurité ?
- Et maintenant, pour ce qui est du message 4, qu'en pensez-vous ? Faut-il souligner que Santé Canada et l'Agence de la santé publique du Canada assurent la surveillance du vaccin et de toute préoccupation potentielle en matière de sécurité chez les enfants âgés de 12 à 17 ans, ou est-ce que cela semble évident et donc inutile de le mentionner ?

ENSEMBLE DE MESSAGES « B » (AFFICHER À L'ÉCRAN) :

1. *Vous protégez vos enfants tous les jours. La vaccination contre la COVID-19 est une autre façon de les protéger et de protéger les autres contre la COVID-19.*
2. *Nous voulons tous que nos enfants redeviennent des enfants. Lorsque vous et votre enfant vous faites vacciner, vous l'aidez à franchir un pas de plus vers ce qu'il aime faire et ce dont il a besoin pour sa santé mentale et son bien-être :*
 - a. *Voir les ami(e)s et la famille*
 - b. *Participer à des activités parascolaires, comme le sport et les jeux*
 - c. *L'enseignement en présentiel*
3. *Parlez à vos enfants et à vos adolescents de l'importance de se faire vacciner contre la COVID-19.*
4. *Il est normal d'avoir des questions et des craintes. Parlez à votre professionnel de la santé au sujet de la vaccination de vos enfants et adolescents contre la COVID-19.*

- Quelles sont vos premières impressions de ces messages ?
- Quel est le thème principal qui est véhiculé ?

COMPARAISON :

SONDAGE : Maintenant, j'aimerais que vous choisissiez la série de messages qui vous interpelle le plus.

- Ensemble de messages « A »
- Ensemble de messages « B »

Le modérateur passera en revue les résultats du sondage et identifiera les raisons qui ont motivé les choix

- Pensez-vous que quelque chose devrait être ajouté ou enlevé pour améliorer les messages et encourager les parents à faire vacciner leur enfant contre la COVID-19 ?

L'IDENTITÉ DE MARQUE DE DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADA (25 minutes)

Parents de Calgary

Nous allons maintenant passer en revue deux concepts créatifs qui pourraient être utilisés par le gouvernement du Canada pour informer les Canadiennes et les Canadiens sur des sujets liés à l'Ouest canadien...

Regardons le premier concept. Celui-ci pourrait figurer dans des dépliants ou sur la signalisation, sur des sites Web ou dans les médias sociaux, tels que Twitter et LinkedIn. Notez qu'il s'agit encore d'une ébauche et que le texte en haut (Lorem Ipsum) n'est qu'un espace réservé pour le moment. Il sert simplement à vous donner une idée visuelle de ce à quoi ressemblerait le texte.

AFFICHER CONCEPT A À L'ÉCRAN

- Dans l'ensemble, que pensez-vous de l'aspect visuel de ce concept ?
- Est-ce qu'il vous interpelle ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Ce concept se démarquerait-il si vous le voyiez sur un site Web, dans une brochure, etc. ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans ce concept ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?

- Avant de voir ce concept, combien d'entre vous connaissaient *Diversification de l'économie de l'Ouest Canada* ? (À main levée)
- Ce concept vous donne-t-il une idée de ce que fait *Diversification de l'économie de l'Ouest Canada* ? De quelle façon ?

- Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre ce concept plus efficace ?

Maintenant, je vais vous montrer un autre concept.

AFFICHER CONCEPT B À L'ÉCRAN

- Dans l'ensemble, que pensez-vous de l'aspect visuel de ce concept ?
- Est-ce qu'il vous interpelle ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Ce concept se démarquerait-il si vous le voyiez sur un site Web, dans une brochure, etc. ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans ce concept ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
- Ce concept vous donne-t-il une idée de ce que fait *Diversification de l'économie de l'Ouest Canada* ? De quelle façon ?
- Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre ce concept plus efficace ?

COMPARAISON :

SONDAGE : Maintenant, j'aimerais que vous choisissiez la série de messages qui vous interpelle le plus.

- *CONCEPT A*
- *CONCEPT B*

Le modérateur passera en revue les résultats du sondage et identifiera les raisons qui ont motivé les choix.

CONCLUSION (5 minutes)

Annexe C – Concepts publicitaires

Image de marque de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)

Concept A

PPT SLIDE



WEB BANNER



Le concept ci-dessus composé de trois éléments n'a été évalué qu'auprès d'un groupe de langue anglaise, aucune version française n'a donc été produite. Il comprend d'abord une diapositive PowerPoint (« PPT SLIDE ») dans laquelle figure tout en haut une bande blanche qui affiche le mot-symbole « Canada » à l'extrémité droite et le logo du gouvernement du Canada complètement à gauche. En dessous, on peut voir l'image d'un parc éolien recouverte d'un filtre mauve. Dans la partie gauche de l'image, on peut lire le texte « Lorem | ps Building a strong, competitive and dynamic Prairie Region » en caractères blancs. Sous le texte se trouve une série de flèches de différentes couleurs (turquoise, jaune, rose et mauve foncé) pointant vers la droite, suivie d'une longue flèche mauve pâle. Le texte en caractères blancs « CANADA.CA/PRAIRIES » est affiché sous les

flèches. Même s'il est en partie recouvert par une autre image, on peut voir un symbole circulaire formé d'une superposition de bandes de différentes couleurs (rose, jaune et turquoise) et d'une flèche blanche orientée vers le haut et la droite qui est légèrement décentrée à gauche.

La deuxième image (« SHAREABLE »), qui recouvre la partie inférieure droite du premier élément (« PPT SLIDE »), est partageable. Elle est blanche et comprend le mot-symbole « Canada » et le logo du gouvernement du Canada dans le haut. En dessous, on peut lire « Lorem | ps » en caractères mauves. Le texte « Building a strong, competitive and dynamic prairie region by focusing on business development, innovation and community economic development. » figure en petits caractères gris sous cette phrase. Sous le texte se trouve une série de flèches de différentes couleurs (turquoise, jaune, rose et mauve foncé) pointant vers la droite, suivie d'une longue flèche gris pâle. Le texte en caractères gris « CANADA.CA/PRAIRIES » est affiché sous les flèches. Dans la partie droite de l'image, on retrouve un symbole circulaire formé d'une superposition de bandes de différentes couleurs (rose, jaune, mauve et turquoise) et d'une flèche blanche orientée vers le haut et la droite qui est légèrement décentrée à gauche.

Enfin, on peut voir l'élément « WEB BANNER », une bannière publicitaire composée d'images représentant un parc éolien, une rue en ville et un pont qui sont chacune recouvertes d'un filtre de couleur différente (turquoise, jaune et rose). Dans la partie droite de l'image, on retrouve un petit symbole circulaire formé d'une superposition de bandes de différentes couleurs (rose, jaune, mauve et turquoise) et d'une flèche blanche orientée vers le haut et la droite qui est légèrement décentrée à gauche. Le symbole se trouve dans une grande flèche blanche orientée vers le haut et la droite.

Concept B

PPT SLIDE



WEB BANNER



Le concept ci-dessus composé de trois éléments n'a été évalué qu'auprès d'un groupe de langue anglaise, aucune version française n'a donc été produite. Il comprend d'abord une « diapositive PowerPoint » dans laquelle figure tout en haut une bande blanche qui affiche le mot-symbole « Canada » dans le coin droit et le logo du gouvernement du Canada dans le coin gauche. En dessous, on peut voir un motif gris pâle, qui recouvre tout le reste de la diapositive. Dans la partie gauche de la diapositive, on retrouve l'image d'un panorama du centre-ville de Calgary délimitée par un contour en forme de « P ». De plus, un symbole « + » orange figure à l'extrémité droite de la photo. Dans la partie droite de la diapositive, on peut lire le texte « Lorem | ps Building a strong, competitive and dynamic... » en caractères gris, sauf le mot « Lorem » qui est en vert foncé. Sous le texte se trouvent une ligne orange, puis en dessous de celle-ci, la mention « Canada.ca/ » en caractères gris. La partie inférieure du premier élément (« PPT SLIDE ») est recouverte par l'image du concept « SHAREABLE ».

La deuxième image (« SHAREABLE ») est partageable. Elle est blanche et comprend le mot-symbole « Canada » et le logo du gouvernement du Canada dans le haut. Dans la partie gauche de la diapositive, on retrouve l'image d'une femme assise dans un canot délimitée par un contour en forme de « P ». De plus, un symbole « + » orange figure à l'extrémité droite de la photo. À la droite du symbole, on peut lire « Lorem | ps » en caractères gris et, en dessous, le texte « Building a strong, competitive and dynamic prairie region by focusing on business development, innovation and community economic development. » en petits

caractères gris; le mot « Lorem » est en vert foncé. Sous le texte se trouvent une ligne orange, puis en dessous de celle-ci, la mention « Canada.ca/prairies » en caractères gris.

Enfin, on peut voir l'élément « WEB BANNER », une bannière publicitaire composée d'images représentant un parc éolien, une rue en ville, un pont et un panorama du centre-ville de Calgary. Chacune des images se termine à droite par un bord arrondi. L'extrémité droite de la bannière publicitaire est blanche et comprend un motif gris pâle et quatre symboles « + » respectivement orange, vert, vert foncé et vert pâle qui sont disposés en cercle.